

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Étranger	60 fr.	35 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

- Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
- Par porteur ou par la poste.
- Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
- Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1934 — 1939

28 juin — 11 mai — Décrets relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers. (Arrêté de promulgation n° 632 du 23 novembre 1939). 599

1938

21 septembre — Décret modifiant le décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel métropolitain des douanes aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 643 du 28 novembre 1939). 611

1939

26 août — Décret fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites par les colonies et territoires sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 655 du 30 novembre 1939). 600

1<sup>er</sup> septembre — Décret modifiant le décret du 2 décembre 1937 fixant les modalités d'application de la loi du 3 avril 1936 qui a établi une taxe spéciale sur les fibres de coco. (Arrêté de promulgation n° 630 du 21 novembre 1939). 600

9 septembre — Décret rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et territoires sous mandat les dispositions du décret-loi du 6 juin 1939 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande. (Arrêté de promulgation n° 627 du 21 novembre 1939). 601

9 septembre — Décret-loi déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 24 août 1939 autori-

sant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale. (Arrêté de promulgation n° 628 du 21 novembre 1939). 602

9 septembre — 1<sup>o</sup> Décret-loi accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939; 2<sup>o</sup> Décret portant application du dit décret-loi; (Arrêté de promulgation n° 646 du 30 novembre 1939). 603

10 septembre — Décret relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile. (Arrêté de promulgation n° 626 du 21 novembre 1939). 604

12 septembre — Décret déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre. (Arrêté de promulgation n° 625 du 21 novembre 1939). 606

12 septembre — Décret appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale. (Arrêté de promulgation n° 653 du 30 novembre 1939). 607

19 septembre — Décret rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies,

	la disposition de l'article 1 <sup>er</sup> du décret du 19 juin 1937 sur les conditions d'immatriculation des aéronefs. (Arrêté de promulgation n° 624 du 21 novembre 1939). . . . .	610		ordinaire du budget local et autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve. (Arrêté de promulgation n° 649 du 30 novembre 1939). . . . .	618
20 septembre	— Décret relatif à la souscription d'un acquit-à-caution pour les marchandises à bord des navires visités dans les eaux françaises. (Arrêté de promulgation n° 623 du 21 novembre 1939). . . . .	610	12 novembre	— Décret rendant applicable au territoire du Togo le décret du 6 mars 1936 modifiant la réglementation de la circulation routière en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation n° 647 du 30 novembre 1939). . . . .	619
25 septembre	— Décret étendant aux colonies les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 portant modification de l'article 11 du décret-loi du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations, services publics et établissements publics de l'Etat en temps de guerre, en ce qui concerne les agents retraités rappelés en service. (Arrêté de promulgation n° 654 du 30 novembre 1939). . . . .	612	12 novembre	— Décrets portant 1 <sup>o</sup> — Accession à la qualité de Français des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun; 2 <sup>o</sup> — Extension aux colonies autres que les Antilles et la Réunion de dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française. (Arrêté de promulgation n° 648 du 30 novembre 1939). . . . .	621
26 septembre	— Décret portant extension pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France. (Arrêté de promulgation n° 622 du 21 novembre 1939). . . . .	613	RECTIFICATIF au décret du 28 août 1939 réglementant la sortie des marchandises. . . . .		623
28 septembre	— Décret modifiant l'article 17 (alinéa II) du décret du 31 mai 1931 relatif à l'octroi de primes à l'exportation des cafés coloniaux de qualité. (Arrêté de promulgation n° 652 du 30 novembre 1939). . . . .	614	<b>ACTES DU POUVOIR LOCAL</b>		
29 septembre	— Décret étendant aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, les dispositions du décret du 8 septembre 1939 relatif à l'application de l'article 2 (dernier alinéa) du décret-loi du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 concernant les actions en justice et les prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés. (Arrêté de promulgation n° 651 du 30 novembre 1939). . . . .	615	<b>1939</b>		
9 octobre	— Arrêté ministériel fixant les conditions d'application de l'article 15 du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi en ce qui concerne les droits de propriété industrielle. (Arrêté de promulgation n° 629 du 21 novembre 1939). . . . .	616	7 octobre	— N° 531 — Arrêté portant suppression des Services de l'Agriculture et de l'Enseignement et création d'une Inspection de l'Agriculture et d'une Inspection de l'Enseignement. . . . .	624
3 novembre	— Décret relatif à la revision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile. (Arrêté de promulgation n° 650 du 30 novembre 1939). . . . .	617	25 novembre	— N° 637 — Arrêté relevant les taxes téléphoniques dans les communications échangées entre certains bureaux du Togo d'une part et certains bureaux de la Gold-Coast d'autre part . . . . .	624
10 novembre	— Décret approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture d'un chapitre nouveau à la section extra-		28 novembre	— N° 641 — Arrêté concernant la léproserie d'Akata. . . . .	625
			30 novembre	— N° 811 — Décision portant réorganisation des bureaux du Commissariat de la République au Togo. . . . .	625
			Nominations, mutations etc. . . . .		625
			Divers. . . . .		626
			<b>TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION</b>		
			<b>ACTES DU POUVOIR CENTRAL</b>		
			<b>1939</b>		
			12 octobre	— N° 6454 1/2 D. S. M. — Note du ministre des colonies à messieurs les chefs des services coloniaux (Marseille, Bordeaux, Nantes, Saint-Nazaire) au sujet de l'embarquement des familles des militaires servant hors cadres aux colonies. . . . .	627
			12 octobre	— N° 6455 1/2 D. S. M. — Dépêche du ministre des colonies à M. le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre relative à l'embarquement des familles des militaires servant hors cadres aux colonies. . . . .	628

6 novembre — N° 265/S. G. — Circulaire du président du conseil aux ministres et sous-secrétaires d'Etat relative à la suspension de diverses décorations à titre civil. . . . . 628

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

19 novembre — N° 2444 — Télégramme-lettre adressé par le Commissaire de la République aux présidents des sociétés indigènes de prévoyance relatif aux projets de budget 1940 . . . . . 628

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications :

Avis aux navigateurs aériens. . . . . 629  
Domaines . . . . . 629  
Oeuvres de guerre . . . . . 629

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Indication d'origine

*ARRETE N° 632 promulguant au Togo les décrets des 28 juin 1934 et 11 mai 1939 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (papiers peints).*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, promulguée au Togo le 20 septembre 1932;

Vu les décrets des 28 juin 1934 et 11 mai 1939 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (papiers peints);

Vu la dépêche ministérielle n° 1433 du 23 mai 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets des 28 juin 1934 et 11 mai 1939 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers (papiers peints).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

(Voir texte décret du 28 juin 1934 au J. O. R. F. n° 152 du 29 juin 1934 — page 6454).

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre du commerce et du ministre des finances;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, et notamment ses articles 1<sup>er</sup> et 2, ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Des décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie ou du ministre de l'agriculture, après avis des ministres intéressés, pourront déclarer obligatoire, pour les produits étrangers introduits en France qu'ils déterminent, l'apposition de marques indiquant l'origine.

« ART. 2. — Les décrets visés à l'article 1<sup>er</sup> seront rendus, suivant le cas, après avis du comité technique de la propriété industrielle ou du conseil supérieur de l'agriculture.

« Ils fixeront, pour chaque produit étranger, les conditions dans lesquelles la marque d'origine, en caractères latins, indélébiles et manifestement apparents, devra être apposée lors de l'importation et de la mise en vente, ainsi que toutes autres modalités nécessaires à l'application de la présente loi »;

Vu la loi du 31 décembre 1936 (article 15);

Vu le décret du 28 juin 1934;

Vu l'avis du comité technique de la propriété industrielle en date du 28 novembre 1938;

Le conseil d'Etat entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe a de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 28 juin 1934 est modifié ainsi qu'il suit :

a) *Papiers peints en rouleaux ou en bobines.*

« Tous les 60 centimètres au minimum et en caractères de 5 millimètres de hauteur au minimum :

« 1<sup>o</sup> — Sur la marge pour les papiers portant une impression;

« 2<sup>o</sup> — Sur le bord (recto ou verso) pour tous les papiers, gaufrés ou autres, ne portant pas d'impression, et pour tous les supports pouvant être utilisés comme tentures ».

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

Toutefois, les produits étrangers précités, qui auraient été introduits en France antérieurement à cette mise en vigueur, pourront être admis à la circulation, exposés, mis en vente et vendus, pourvu qu'ils satisfassent aux obligations fixées par le décret du 28 juin 1934.

ART. 3. — Le ministre du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1939,

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce,

Fernand GENTIN.

Le ministre des finances,

Paul REYNAUD.

**Caisse intercoloniale de retraites**

**ARRETE N° 655 promulguant au Togo le décret du 26 août 1939 fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites par les colonies et territoires sous mandat.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 août 1939 fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites par les colonies et territoires sous mandat;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 août 1939 fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites par les colonies et territoires sous mandat.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme des pensions civiles et militaires et notamment l'article 71;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 31 décembre 1937 portant réforme du régime financier de la caisse intercoloniale de retraites, notamment les articles 83 et 100;

Vu la décision du conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites du 26 juin 1939;

Sur le rapport du ministre des colonies;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le montant global des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1940 par les colonies et territoires sous mandat est fixé à :

Togo	100.971,50
------	------------

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

**Fibres de coco**

**ARRETE N° 630 promulguant au Togo le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant le décret du 2 décembre 1937, fixant les modalités d'application de la loi du 3 avril 1936 qui a établi une taxe spéciale sur les fibres de coco.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 3 avril 1936 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers, promulguée au Togo par arrêté n° 175 du 6 mai 1936;

Vu le décret du 2 décembre 1937 fixant les modalités d'application de la loi susvisée du 3 avril 1936 qui a établi une taxe sur les fibres de coco; (Arrêté de promulgation n° 18 du 7 janvier 1938);

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant le décret du 2 décembre 1937 fixant les modalités d'application de la loi du 3 avril 1936 qui a établi une taxe spéciale sur les fibres de coco;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant le décret du 2 décembre 1937 fixant les modalités d'application de la loi du 3 avril 1936 qui a établi une taxe spéciale sur les fibres de coco.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport des ministre des colonies, des finances et du commerce;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu la loi du 31 mars 1931, complétée par la loi du 3 avril 1936, établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret-loi du 27 août 1937, modifiant la loi du 3 avril 1936 susvisée;

Vu le décret du 2 décembre 1937 pris en application de la loi du 3 avril 1936 susvisée;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les articles 2, 4, 5 et 6 du décret du 2 décembre 1937 fixant les modalités d'application de la loi du 3 avril 1936, sont modifiés comme suit :

**Art. 2.** — Premier alinéa, 3<sup>e</sup> ligne, remplacer : « produites », par « exportées ».

**Art. 4.** — Premier alinéa, 3<sup>e</sup> ligne, remplacer : « la production », par « l'exportation ».

Rédiger comme suit les deux derniers alinéas :

« Le prix de revient et le prix de vente sont fixés par arrêté de l'administration locale, approuvé par le ministre des colonies ».

Art. 5 (nouvelle rédaction). — « Le paiement des primes à des groupements de producteurs organisés en coopératives, syndicats, mutuelles, sociétés de prévoyance, etc., sera subordonné à l'approbation préalable des statuts de ces groupements par le chef de l'administration locale ».

Art. 6 (nouvelle rédaction). — « Les administrations locales intéressées pourront, après autorisation du ministre des colonies, accorder des prêts ou subventions pour achat de matériel destiné à la production de fibres de coco ou d'abaça, ainsi que de filés de coco ou de charbons de coco, pour des travaux d'intérêt général ou des études et recherches ayant pour but de développer ou d'améliorer les mêmes productions et d'en accroître les débouchés commerciaux ».

ART. 2. — Les ministres des colonies, des finances et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,  
Paul REYNAUD.

Le ministre du commerce,  
Fernand GENTIN.

#### Marine marchande

ARRETE N° 627 promulguant au Togo le décret du 9 septembre 1939 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et territoires sous mandat les dispositions du décret-loi du 6 juin 1939, modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et territoires sous mandat les dispositions de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande. (Arrêté de promulgation au Togo du 22 novembre 1929);

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et territoires sous mandat les dispositions du décret-loi du 6 juin 1939 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 septembre 1939 rendant applicables aux navires

français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et territoires sous mandat les dispositions du décret-loi du 6 juin 1939 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport des ministres des colonies et de la marine marchande;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 21 décembre 1911 sur la marine marchande dans les colonies françaises et les pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie;

Vu la loi du 17 décembre 1926, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

Vu le décret du 17 octobre 1929 rendant applicable aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies et pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie la loi du 17 décembre 1926;

Vu le décret-loi du 6 juin 1939 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux navires français ayant leur port d'attache dans les colonies françaises et les territoires sous mandat, les dispositions du décret du 6 juin 1939 modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre de la marine marchande sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des colonies et territoires sous mandat et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies et du ministère de la marine marchande.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

Le ministre de la marine,  
ministre de la marine marchande,  
par intérim,  
C. CAMPINCHI.

#### DECRET-LOI modifiant le code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine marchande et du ministre des finances;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 74 de la loi du 17 décembre 1926, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Toute personne autre que les fonctionnaires et agents des services publics qui pénètre à bord d'un navire sans billet ou sans autorisation du capitaine ou de l'armateur, ou sans y être appelée par les besoins de l'exploitation, est punie d'une amende de 16 à 1.000 francs.

« En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double et le tribunal pourra prononcer, en outre, une peine de trois jours à un mois d'emprisonnement ».

ART. 2. — Il est ajouté au titre IV (dispositions diverses) de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, un article 87-bis ainsi conçu :

« Est punie de la peine d'un an à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 3.000 frs. ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui, étant à terre ou à bord, provoquera par parole ou par écrits, un homme d'équipage ou l'équipage d'un navire, à commettre l'un des délits prévus par la présente loi ».

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre de la marine marchande sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 6 juin 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,  
Edouard DALADIER.*

*Le ministre de la marine marchande,  
Louis DE CHAPPEDLAINE.*

#### Contrôle des publications

ARRETE No 628 promulguant au Togo le décret-loi du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 24 août 1939, autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 24 août 1939, autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 75 en date du 26 septembre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret-loi du 9 septembre 1939 déclarant applicables

aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du 24 août 1939, autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Vu le décret du 24 août 1939, autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 24 août 1939 autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Les pouvoirs dévolus au ministre de l'intérieur et aux préfets par le texte susvisé seront exercés par le gouverneur général dans les colonies groupées en fédération et par le gouverneur ou l'administrateur dans les colonies autonomes.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,  
Edouard DALADIER.*

*Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.*

*Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,  
Paul MARCHANDEAU.*

DECRET autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque la période d'exécution de l'une ou de l'autre des mesures prévues par la loi



du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre aura été ouverte dans les conditions fixées par l'article 1<sup>er</sup> de ladite loi, le préfet de police à Paris et les préfets des départements pourront ordonner la saisie administrative de tout journal ou écrit périodique ou non dont la publication est de nature à nuire à la défense nationale.

Dans le même cas, le ministre de l'intérieur pourra, par voie d'arrêté, ordonner la suspension de la publication de tout journal ou écrit périodique.

Toute infraction à l'arrêté prévue à l'alinéa 2 du présent article sera punie d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

Ces peines pourront être portées au double en cas de récidive.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 24 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
Paul MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

#### Gratuité d'envois postaux accordée aux familles des mobilisés

ARRETE N° 646 promulguant au Togo : 1° le décret-loi du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939; 2° le décret du même jour portant application dudit décret-loi;

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu l'arrêté interministériel du 27 septembre 1939 fixant les taux de l'allocation journalière et les majorations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 (publié au J. O. du Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1939, page 536) pour les familles des militaires résidant dans les territoires d'outre-mer relevant du département des colonies; (Arrêté de promulgation n° 519 du 29 septembre 1939);

Vu les décret-loi et décret du 9 septembre 1939 relatifs à l'octroi de la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — Le décret-loi du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

2° — Le décret du même jour portant application dudit décret-loi.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre des colonies, du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 en faveur des familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation, ont droit à l'envoi gratuit par la poste, une fois par mois, aux membres de leur famille, présents sous les drapeaux, d'un colis dont le poids ne devra pas excéder 2 kilogrammes.

ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, aux colonies et territoires sous mandat.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des finances, le ministre des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des postes,  
télégraphes et téléphones,*  
Jules JULIEN.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BONNET.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, des ministres des postes, télégraphes et téléphones, des affaires étrangères, des finances, des colonies et de l'intérieur;

Vu le décret du 9 septembre 1939, accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens indispensables sont appelés sous les drapeaux pendant la mobilisation;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes désignées dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 9 septembre 1939 doivent, pour user de la franchise qui leur est concédée, se procurer au bureau de poste où elles font habituellement leurs opérations, une feuille d'expédition qui est valable pour les envois successifs de paquets postaux du même expéditeur au même destinataire.

ART. 2. — Cette feuille est remise au bénéficiaire des allocations militaires sur la production de la notification de la décision cantonale prévue à l'article 7 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 ou de la commission d'appel prévue à l'article 9 dudit décret.

ART. 3. — Le receveur des postes qui délivre une feuille d'expédition doit en remplir les indications et faire mention de la remise sur la pièce justificative présentée par l'intéressé.

ART. 4. — Il ne peut être délivré qu'une seule feuille d'expédition à une même famille; cette feuille indique respectivement, comme expéditeur et destinataire des envois, le bénéficiaire de l'allocation et le militaire, soutien de famille, tous deux désignés sur la décision attributive de l'allocation.

ART. 5. — Chaque paquet à expédier doit être déposé au guichet d'un bureau de poste avec la feuille d'expédition et le document au vu duquel cette feuille a été délivrée.

ART. 6. — Les expéditeurs qui veulent recommander les envois acquittent seulement le droit fixe de recommandation.

ART. 7. — L'apposition du timbre à date du bureau de dépôt dans la case mensuelle de la feuille d'expédition justifie l'expédition à titre gratuit du paquet du mois correspondant.

ART. 8. — Les paquets expédiés gratuitement en vertu du décret du 9 septembre 1939 sont acheminés et distribués dans les mêmes conditions que les objets de la catégorie à laquelle ils appartiennent et donnent lieu, en cas de recommandation, aux mêmes garanties de responsabilité.

Cependant, si le dépôt simultané des paquets produisait un encombrement dans le service postal militaire, le ministre des postes, télégraphes et téléphones pourrait, par arrêté, fixer l'échelonnement des dépôts en vue de remédier à cet encombrement.

ART. 9. — Il n'est pas permis aux titulaires d'une feuille d'expédition de reporter leur envoi d'un mois à l'autre. Les coupons cessent d'être valables à l'expiration du mois pour lequel ils ont été établis.

ART. 10. — Le titulaire d'une feuille d'expédition égarée ou détruite peut en obtenir le remplacement au bureau qui l'a délivrée en produisant une déclaration de perte.

Le receveur inscrit sur la feuille, « duplicata délivré le... en remplacement de la première feuille déclarée perdue ou détruite ».

Cette mention est reproduite sur la pièce qui a justifié la délivrance de la feuille. Toute feuille remplacée par un duplicata est définitivement prescrite.

ART. 11. — Les dispositions qui précèdent sont applicables à partir du 26 septembre 1939.

ART. 12. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, les ministres des postes, télégraphes et téléphones, des affaires étrangères, des finances, des colonies et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LÉBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des postes,  
télégraphes et téléphones,*  
Jules JULIEN.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BONNET.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

**Dénombrement des étrangers bénéficiaires  
du droit d'asile**

ARRETE N° 626 promulguant au Togo le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, (Arrêté de promulgation n° 375 du 19 juillet 1939);

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile



## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 10 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 20 juillet 1939, pris en application du décret-loi du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux Français, par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, a fixé les règles de dénombrement des étrangers bénéficiaires dudit droit d'asile et des étrangers sans nationalité.

Le décret du 18 mai 1939 ayant étendu aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi précité, il nous a paru nécessaire d'y appliquer également les dispositions du décret du 20 juillet 1939 en adaptant son texte aux contingences locales.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,  
Edouard DALADIER.*

*Le ministre des affaires étrangères,  
Georges BONNET.*

*Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.*

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des affaires étrangères et du ministre des colonies;

Vu le décret du 18 mai 1939, étendant aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 12 avril 1939, concernant l'utilisation militaire des étrangers sans nationalité et des étrangers bénéficiaires du droit d'asile;

Vu le décret du 20 juillet 1939 sur le dénombrement en France des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiant du droit d'asile;

Vu l'article 3 du décret susvisé;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, un relevé général des étrangers visés par l'article 3 du décret du 12 avril 1939 susvisé.

Ce relevé ne constitue que le dénombrement provisoire de ces étrangers et ne préjuge pas les déci-

sions qui seront prises par la commission de révision qui sera instituée par un décret ultérieur.

ART. 2. — Les étrangers, âgés de vingt à quarante-huit ans qui, ne justifiant d'aucune nationalité, n'ont pas encore été recensés en vertu de l'article 3 de la loi du 31 mars 1928, seront dénombrés et portés sur le « relevé général ».

ART. 3. — Les autres étrangers, âgés de vingt à quarante-huit ans, qui déclarent être réfugiés dans un des territoires relevant du ministère des colonies et sont admis au bénéfice du droit d'asile, seront également dénombrés et portés sur le « relevé général », s'ils séjournent sur ce territoire dans les conditions énoncées à l'article 5.

ART. 4. — Les étrangers visés aux articles 2 et 3 du présent décret et remplissant les conditions de séjour énoncées à l'article 5 ci-après, sont tenus, sur convocation par voie d'affiches, de se présenter à l'autorité administrative dans les délais et dans les conditions qui seront fixés par des arrêtés locaux.

Les étrangers qui ne se seront pas présentés mais qui, néanmoins, rempliraient les conditions prévues par l'article 3 du décret du 12 avril 1939, pourront être appelés par convocation individuelle.

ART. 5. — Tout étranger ayant été admis au bénéfice du droit d'asile sera inscrit sur le « relevé général » s'il est muni des pièces de séjour ou d'identité réglementaires, s'il n'est pas muni de ces documents, l'étranger admis au bénéfice du droit d'asile sera néanmoins dénombré, après un séjour de deux mois dans la colonie, pays de protectorat ou territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, conformément à l'article 8 du décret du 12 avril 1939, à moins qu'il ne justifie de démarches pour quitter la colonie, le pays de protectorat ou le territoire sous mandat.

En ce cas, il sera sursis à son dénombrement pendant un délai qui sera fixé par arrêté local et qui pourra, éventuellement, être renouvelé par l'autorité administrative sans que sa durée totale puisse, en aucun cas, excéder un an.

Pour les étrangers admis au bénéfice du droit d'asile, résidant dans la colonie, le pays de protectorat ou le territoire depuis plus de deux mois lors de la publication du présent décret, le point de départ du délai visé à l'alinéa précédent sera fixé à cette dernière date.

ART. 6. — Les étrangers qui, à l'occasion des opérations de dénombrement, auront déclaré qu'ils ne se considèrent pas comme réfugiés ou qui n'auront pas été admis au bénéfice du droit d'asile, ne pourront se prévaloir de ce droit s'ils reçoivent ultérieurement l'ordre de quitter le territoire.

Il en sera de même s'ils ne répondent pas, dans un délai qui sera fixé par arrêté local, aux convocations qui leur seront adressées.

ART. 7. — Toutefois, si en raison d'un fait nouveau, l'étranger remplit ultérieurement les conditions définies à l'article 4, il sera dénombré.

ART. 8. — Le dénombrement des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, s'effectuera d'après l'âge qui aura été atteint par les intéressés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

Les étrangers sans nationalité, âgés de vingt à quarante-huit ans, non encore recensés, seront inscrits sur le « relevé général » avant le 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Le dénombrement des autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile, s'accomplira de la façon suivante :

Les hommes âgés de vingt à vingt-sept ans seront dénombrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1940 ;

Les hommes âgés de vingt-sept à trente-cinq ans seront dénombrés avant le 1<sup>er</sup> mars 1940 ;

Les hommes âgés de trente-cinq à quarante ans avant le 1<sup>er</sup> mai 1940 ;

Les hommes de quarante à quarante-huit ans avant le 1<sup>er</sup> mai 1940.

Les étrangers qui seront reconnus comme ne justifiant d'aucune nationalité ou comme bénéficiaires du droit d'asile, postérieurement à ces dates seront inscrits dès que cette reconnaissance aura été effectuée.

ART. 9. — Le dénombrement sera effectué dans les conditions qui seront fixées par des arrêtés locaux par les autorités administratives du lieu de résidence des intéressés.

Ces derniers seront inscrits, soit d'office, soit sur la demande de leurs parents ou représentants légaux.

ART. 10. — Un décret complémentaire déterminera dans quelles conditions s'effectuera la révision de ces étrangers, fixera les unités dans lesquelles ils serviront et la durée de leur service.

ART. 11. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *journal officiel* de la République française ainsi qu'aux *journaux officiels* des territoires intéressés et insérés au *bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 10 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
Georges BONNET.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### Répression de pillage en temps de guerre

ARRETE No 625 promulguant au Togo le décret du 12 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun ;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo ;

Vu le décret du 12 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles et la Réunion, les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun, confirmé à la France par la société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant le pillage en temps de guerre ;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 1<sup>er</sup> septembre 1939 sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles et la Réunion.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies intéressées.

Fait à Paris, le 12 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
Paul MARCHANDEAU.

#### DECRET-LOI réprimant le pillage en temps de guerre.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, et du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu ;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont punis de mort, en temps de guerre, les crimes de pillage prévus par les articles 440, 441 et 442 du code pénal.

Sera puni de la même peine tout vol commis dans une maison d'habitation ou un édifice évacué par leurs occupants par suite d'événements de guerre.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

*Le garde des sceaux,  
ministre de la justice,*  
Paul MARCHANDEAU.

#### Situation des personnels des administrations de l'Etat dans le cas de mobilisation

ARRETE. N° 653 promulguant au Togo le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 71 du 20 septembre 1939 du ministre des colonies;

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les décrets du 29 juillet 1939 relatifs à la situation des fonctionnaires de l'Etat rappelés sous les drapeaux;

Vu le décret du 2 septembre 1939 relatif à la solde des personnels coloniaux rappelés sous les drapeaux;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux et locaux et les textes qui l'ont modifié;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale sont étendues aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Pour le personnel présent dans une colonie, les indemnités prévues aux articles 10 et 11 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé seront majorées du supplément colonial appliqué aux fonctionnaires en service dans cette colonie.

ART. 3. — Les assimilations prévues au paragraphe C de l'article 11 du décret du 1<sup>er</sup> septembre susvisé pourront être fixées par des arrêtés des chefs de colonies en ce qui concerne le personnel visé à l'article 1<sup>er</sup> et recruté à la colonie. Ces arrêtés fixeront dans chaque cas les titres et conditions exigées des personnes étrangères à l'administration pour l'accès aux divers emplois.

ART. 4. — Pour l'application des articles 13, 14 et 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé, les chefs de colonies exerceront, pour le personnel présent dans les colonies, les pouvoirs attribués aux ministres par lesdits articles.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

ART. 6. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 12 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### DECRET fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances;

Vu la loi du 5 août 1914, relative au cumul de la solde militaire avec les traitements civils dans le cas de mobilisation, modifiée par l'article 57 de la loi du 8 janvier 1925;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

### TITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret-règlent la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale.

Elles cessent d'être applicables, soit à la date de cessation des hostilités, soit à la date fixée par un décret rendu en conseil des ministres.

ART. 2. — Pendant la durée d'application du présent décret tout avancement de grade, classe ou échelon est suspendu pour tous les personnels des administrations, services et établissements visés ci-dessus. Toutefois, le temps passé sous les drapeaux ou dans un service civil pendant la même période entre en compte pour sa durée effective, dans le calcul de l'ancienneté exigée pour les avancements qui seront attribués postérieurement à la date de cessation des hostilités. Le rappel du temps de service ainsi accompli sera effectué dans les conditions prévues par les lois des 1<sup>er</sup> avril 1923 et 17 avril 1924. Ce temps entre également en compte pour la constitution du droit à pension ainsi que pour la liquidation de la pension.

ART. 3. — Pendant toute la durée d'application du présent décret, l'admission de nouveaux agents soit dans les services ou établissements existants, soit dans des services nouvellement créés que ces agents appartiennent déjà à d'autres services de l'Etat ou qu'ils soient recrutés parmi les personnes étrangères à l'administration, ne peut être effectuée qu'à titre précaire, et essentiellement révocable.

Les intéressés ne peuvent être consitués qu'en cadres temporaires, obligatoirement dissous dans le délai de trois mois au plus tard suivant la date de cessation des hostilités. Leur situation est réglée dans les conditions prévues au titre IV ci-après.

### TITRE II

#### FONCTIONNAIRES ET AGENTS APPELÉS SOUS LES DRAPEAUX

ART. 4. — Les fonctionnaires et employés civils titulaires des administrations, services ou établissements visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret qui ont satisfait aux obligations des lois sur le recrutement et sur l'inscription maritime en ce qui concerne le temps de service actif, reçoivent, lorsque dans le cas visé à l'article 1<sup>er</sup> ils sont rappelés ou maintenus sous les drapeaux, la solde militaire attachée à leur grade dans l'armée et ses accessoires.

Toutefois, lorsque la solde est inférieure au traitement civil dont les intéressés bénéficiaient dans leur administration au moment où ils ont été appelés ou rappelés sous les drapeaux, il leur est accordé, par l'administration d'origine, une indemnité égale à la différence entre, d'une part, le montant total du traitement ou salaire augmenté, le cas échéant, des indemnités soumises à retenue et de l'indemnité spéciale temporaire dont ils bénéficiaient dans leur emploi civil et, d'autre part, le montant de la solde proprement dite majorée, s'il y a lieu, de l'indemnité spéciale temporaire.

Les intéressés pourront, en outre, le cas échéant, recevoir :

Les indemnités pour charges de famille;

L'indemnité de résidence calculée d'après le taux applicable à la localité où ils exerçaient leurs fonctions au moment de leur appel sous les drapeaux dans la mesure où cette indemnité excéderait le montant de l'indemnité pour charges militaires qui pourrait leur être allouée au titre de la solde.

ART. 5. — Les dispositions qui précèdent sont applicables aux personnels auxiliaires appelés sous les drapeaux et qui appartenaient à une administration de l'Etat depuis six mois au moins au moment de la mobilisation.

Le salaire à prendre pour base, pour la détermination éventuelle de l'indemnité différentielle prévue à l'article précédent est le salaire proprement dit perçu au moment de l'appel sous les drapeaux, à l'exclusion des accessoires autres que l'indemnité spéciale temporaire.

ART. 6. — Des arrêtés du ministre des finances détermineront, pour les fonctionnaires et agents titulaires de postes comptables qui sont rétribués au moyen d'un traitement et de remises, la fraction des remises soumises à retenues dont le bénéfice peut être maintenu.

ART. 7. — Les dispositions des articles 4, 5 et 6 ci-dessus ne sont applicables aux agents mobilisés de toutes catégories, mais qui n'auront été admis dans les administrations que postérieurement à la date de mise en application du présent décret, que si, au moment de leur appel ou de leur rappel sous les drapeaux, les intéressés réunissent un an au moins de services effectifs à l'Etat depuis la date de la mobilisation.

Il en est de même des agents placés en position de détachement auprès d'établissements privés, en position de disponibilité ou dans toute autre position similaire, qui auraient été réintégrés dans leur administration postérieurement à la mobilisation.

ART. 8. — En dehors des délégations qu'ils peuvent consentir sur leur solde militaire conformément aux règlements existants, les fonctionnaires et employés qui font l'objet des dispositions du présent titre peuvent donner à quiconque délégation de toucher tout ou partie des émoluments civils définis aux articles 4, 5 et 6 ci-dessus.

### TITRE III

#### FONCTIONNAIRES ET AGENTS MAINTENUS DANS LES ADMINISTRATIONS

ART. 9. — Les fonctionnaires et agents maintenus dans leur emploi civil ne peuvent, pendant toute la durée d'application du présent décret, recevoir d'autres émoluments que ceux afférents à l'emploi, au grade, à la classe ou à l'échelon dont ils étaient titulaires au moment de la mise en application des présentes dispositions. Toutefois, ceux d'entre eux qui, avant cette date auraient fait l'objet de promotions ou de nominations régulières à d'autres emplois ou échelons, pourront, à compter de la date où ces promotions ou nominations seront devenues effectives, et à la condition qu'ils aient réuni à la date de la mobilisation les conditions minima d'ancienneté requises, recevoir le traitement ou salaire afférent à leur nouvelle classe ou à leur nouveau grade ou emploi. Cette disposition s'applique également aux fonctionnaires et agents mobilisés, à partir du moment où la nomination ou promotion serait devenue effective, s'ils avaient été maintenus dans leur emploi civil.

ART. 10. — Tout fonctionnaire ou agent peut être désigné pour occuper, soit dans le service auquel il appartenait au moment de la date de mise en application du présent décret, soit dans tout autre service de l'Etat, un emploi comportant normalement une rémunération supérieure à celle attachée à son emploi d'origine. Il continue dans cette position à recevoir la rémunération dont il bénéficiait dans son précédent emploi, emploi dans lequel il est obligatoirement réintégré à la date de cessation des hostilités, si à cette date il figure encore dans les cadres de son service d'origine. Toutefois, dans la limite des crédits ouverts pour cet objet il peut lui être alloué, s'il y a lieu, une indemnité de fonctions non soumise à retenues pour le service des pensions civiles dont le montant ne peut en aucun cas excéder ni le tiers de la différence entre le traitement de début afférent aux nouvelles fonctions et le traitement attaché à l'emploi d'origine, ni le tiers de ce dernier traitement.

#### TITRE IV

##### AGENTS RECRUTÉS PENDANT LA PÉRIODE DES HOSTILITÉS

ART. 11. — Les employés ou agents recrutés pendant la période d'application du présent décret sont rangés dans des cadres temporaires conformément aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Ils sont rémunérés dans les conditions suivantes :

a) Agents appartenant déjà à une administration appelée à un autre emploi. — Ces agents conservent la rémunération dont ils bénéficiaient dans leur administration d'origine; il peut leur être accordé une indemnité dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus;

b) Agents retraités. — Les retraités rappelés ou maintenus en activité dans les cas prévus par le présent décret reçoivent de l'administration qui les emploie une indemnité non soumise à retenues pour pensions, dont le montant est égal à la différence entre le montant de leur pension et le montant du traitement de début net afférent à l'emploi qu'ils occupent. Toutefois, cette indemnité peut, s'il y a lieu, être fixée au tiers du montant de la pension sans pouvoir excéder le tiers du traitement de début de l'emploi occupé.

Ils sont, en outre, admis dans les conditions générales au bénéfice de l'indemnité de résidence.

Les retraités visés par le présent article ne peuvent acquérir de nouveaux droits à pension;

c) Personnes étrangères à l'administration. — Quel que soit le mode selon lequel elles ont été recrutées, y compris éventuellement la réquisition ou l'engagement, ces personnes sont rétribuées au moyen d'un salaire ou d'une indemnité non soumis à retenues pour pensions civiles qui ne peuvent être supérieurs au traitement ou salaire de début de l'emploi occupé ou de la fonction à laquelle cet emploi aura été assimilé, en vertu d'un décret contresigné par le ministre des finances. Il leur est accordé, en outre, dans les mêmes conditions que pour les personnels auxiliaires temporaires de l'Etat, l'indemnité de résidence et l'indemnité pour charges de famille.

Des décrets fixeront, dans chaque cas, les titres et conditions exigées des personnes étrangères à l'administration pour l'accès aux divers emplois.

ART. 12. — Les agents qui, ultérieurement, seraient versés dans un cadre de titulaires, pourront, sur leur demande, faire valider, au titre de la retraite, les services qu'ils auront accomplis dans le cadre provisoire.

#### TITRE V

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 13. — Les ministres peuvent déléguer par arrêté aux directeurs généraux, directeurs ou chefs de services placés à la tête des différentes branches de l'administration, les pouvoirs qu'ils détiennent en matière de nominations, d'avancement et de discipline.

Ils peuvent de même instituer des conseils de direction investis des pouvoirs accordés normalement au conseil des directeurs ou à l'organisme en tenant lieu en ce qui touche ces mêmes objets.

ART. 14. — Les pouvoirs disciplinaires accordés, par les textes qui régissent l'administration intéressée, au ministre et au conseil des directeurs ou organismes en tenant lieu, peuvent être transférés, dans les conditions prévues par l'article précédent, aux directeurs généraux, directeurs et chefs de services et aux conseils de direction.

Les délais prévus par la procédure disciplinaire sont réduits de moitié.

Les agents des cadres provisoires sont soumis au régime disciplinaire des cadres normaux correspondants.

ART. 15. — Tout fonctionnaire ayant au moins le grade de chef de bureau ou un grade équivalent ou occupant une fonction équivalente à celle d'un titulaire de ces grades peut prononcer la suspension avec privation de traitement d'un agent placé sous ses ordres ayant commis une faute grave, sauf à en référer sans délai, par la voie hiérarchique, au ministre ou à celui des ses supérieurs hiérarchiques investis des pouvoirs disciplinaires prévus par l'article 13 du présent décret. Le ministre ou ce dernier fonctionnaire engage, s'il y a lieu, la procédure disciplinaire prévue pour le cadre auquel appartient l'agent en cause.

Des sanctions disciplinaires peuvent être infligées pour manquement aux ordres donnés en ce qui concerne l'exécution des mesures de sauvegarde prévues contre les atteintes de l'ennemi.

Sont suspendues, pendant la période d'application du présent décret, les dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

ART. 16. — Des décrets ultérieurs régleront la situation des personnels de l'Etat dont la rémunération est déterminée en fonction des salaires pratiqués dans l'industrie.

ART. 17. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret, et notamment celles de la loi du 5 août 1914 modifiée.

ART. 18. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 19. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.



**Immatriculation des aéronefs**

**ARRETE** N° 624 promulguant au Togo le décret du 19 septembre 1939 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies, la disposition de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 juin 1937 sur les conditions d'immatriculation des aéronefs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 mars 1938 relatif à la navigation aérienne dans les territoires sous mandat français placés sous l'autorité du ministre des colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 200 du 7 avril 1938;

Vu le décret du 19 septembre 1939 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies, la disposition de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 juin 1937 sur les conditions d'immatriculation des aéronefs;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 19 septembre 1939 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du ministère des colonies la disposition de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 juin 1937 sur les conditions d'immatriculation des aéronefs.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Vu l'article 12 de la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne;

Vu les décrets des 23 février 1926, 14 mai 1928, 14 février 1930 et 9 mars 1938, relatifs à la navigation aérienne dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat;

Vu le décret du 13 octobre 1926, fixant les conditions d'immatriculation des aéronefs;

Vu le décret du 19 juin 1926 modifiant le précédent;

Sur la proposition des ministres des colonies, de l'air et des finances;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La disposition de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 19 juin 1937, sur les conditions d'immatriculation des aéronefs, est applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies, le ministre de l'air et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,

qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de chaque colonie.

Fait à Paris, le 19 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

Le ministre de l'air,  
Guy LA CHAMBRE.

Le ministre des finances,  
Paul REYNAUD.

**DECRET** du 19 juin 1937, modifiant le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 9 du décret du 13 octobre 1926 (immatriculation des aéronefs).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Le premier alinéa de l'article 9 du décret du 13 octobre 1926 est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« L'inscription au registre d'immatriculation prévue par l'article 12 de la loi du 31 mai 1924 est demandée par l'ancien propriétaire ou l'acquéreur de l'aéronef. A cet effet, la partie la plus diligente produit au bureau d'immatriculation compétent une requête en deux exemplaires en vue d'obtenir l'inscription de la mutation de propriété ».

Fait à Paris, le 19 juin 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'air,  
Pierre COT.

Le ministre des finances,  
Vincent AURIOL.

Le ministre de l'intérieur,  
Max DORMOY.

**Souscription d'un acquit-à-caution garantissant la non réexportation vers un pays ennemi des marchandises destinées à un pays neutre**

**ARRETE** N° 623 promulguant au Togo le décret du 20 septembre 1939 relatif à la souscription d'un acquit-à-caution pour les marchandises à bord des navires visités dans les eaux françaises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant application du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes

se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi. (Arrêté de promulgation au Togo n° 590 du 10 novembre 1939);

Vu le décret du 20 septembre 1939 relatif à la souscription d'un acquit-à-caution pour les marchandises à bord des navires visités dans les eaux françaises;

Vu la lettre-avion n° 7395 en date du 28 septembre 1939 du ministre des colonies;

# ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 20 septembre 1939 relatif à la souscription d'un acquit-à-caution pour les marchandises à bord des navires visités dans les eaux françaises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre de la marine, du ministre du blocus, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies;

Vu la loi du 19 mars 1939 autorisant le gouvernement à prendre par décret les mesures nécessaires à la défense du pays;

Vu l'article 79, 5°, du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi;

Le conseil des ministres entendu;

# DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il pourra être exigé des propriétaires de marchandises se trouvant à bord de navires visités dans les eaux françaises ou de leurs représentants, la souscription d'un acquit-à-caution garantissant l'arrivée à destination de la marchandise en pays neutre et sa non-réexportation, directement ou indirectement vers un pays ennemi ou occupé par l'ennemi.

L'acquit-à-caution sera déchargé par le consul de France du lieu de destination dans les formes et délais qui seront précisés par un arrêté des ministères des affaires étrangères et des finances.

Le défaut de décharge de l'acquit, de même que le défaut de décharge des acquits-à-caution prévus par l'article 11 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 pour l'application du décret-loi de même date relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi donnera lieu au paiement d'une somme égale au quintuple de la valeur de la marchandise sur le marché français, acceptée par l'administration des douanes. Dans le cas où le soumissionnaire refuserait d'accepter l'évaluation du service des douanes, l'acquit ne serait pas délivré. Le recouvrement de cette somme sera poursuivi conformément aux lois douanières.

ART. 2. — Le présent décret est applicable en Algérie et dans les colonies françaises.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étran-

gères, le ministre de la marine, le ministre du blocus, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 septembre 1939,

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre  
et des affaires étrangères,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre de la marine,*  
C. CAMPINCHI.

*Le ministre du blocus,*  
Georges PERNOT.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Albert SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

## Personnel métropolitain des douanes

ARRETE N° 643 promulguant au Togo le décret du 21 septembre 1938 modifiant le décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel métropolitain des douanes aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 mars 1912 portant fixation du statut du personnel des douanes des colonies autres que l'Inde française et l'Indochine, promulgué en A. O. F. par arrêté n° 503 du 23 mars 1912;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Cameroun et au Togo, promulgué au Togo par arrêté n° 157 du 12 juillet 1924;

Vu le décret du 21 septembre 1938 modifiant le décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel métropolitain des douanes aux colonies;

Vu le radiotélégramme officiel n° 239 en date du 24 novembre 1939 du Gouverneur Général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

# ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 septembre 1938 modifiant le décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel métropolitain des douanes aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 2 mars 1910, sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial;

Vu le décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel des douanes coloniales dans les colonies autres que l'Inde française et l'Indochine, ensemble les décrets postérieurs qui ont complété ou modifié ledit décret;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel des douanes coloniales dans les colonies autres que l'Inde française et l'Indochine, modifié par les décrets des 29 septembre 1920 et 16 octobre 1936, est de nouveau modifié ainsi qu'il suit :

« Les fonctionnaires des douanes mis à la disposition du ministre des colonies reçoivent, autant qu'ils servent outre-mer, le traitement, majoré, le cas échéant, de l'indemnité complémentaire, immédiatement supérieur à celui dont ils sont pourvus dans le cadre métropolitain.

« Le traitement de ceux qui sont parvenus à la classe la plus élevée d'un emploi lui-même situé au sommet de la hiérarchie d'un cadre est augmenté d'une somme égale à la différence entre leur traitement actuel et le traitement immédiatement inférieur tous deux majorés, s'il y a lieu, de l'indemnité complémentaire.

« Les suppléments de traitement ainsi accordés n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la retraite et ne donnent pas lieu aux retenues prescrites pour le service des pensions civiles.

« Les agents mis à la disposition du ministre des colonies reçoivent, à compter du jour de leur débarquement dans nos possessions d'outre-mer, indépendamment du traitement déterminé dans les conditions prévues au présent article, un supplément colonial dont la quotité est déterminée par le règlement général sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial. Les autres allocations sont déterminées par des arrêtés locaux soumis préalablement aux ministres des colonies et des finances ».

ART. 2. — L'article 4 du décret du 2 mars 1912 fixant le statut du personnel des douanes dans les colonies autres que l'Inde française et l'Indochine, modifié par le décret du 29 septembre 1920, est de nouveau modifié ainsi qu'il suit :

## « II. —

« Les agents supérieurs de direction et de contrôle et les agents du service des bureaux ont droit, lors de chaque promotion, sans rappel de solde, et même après réintégration, à une rétroactivité de un mois par six mois complets de présence accomplis, depuis leur avancement précédent, dans les colonies du premier groupe désignées à l'article 1<sup>er</sup> ou par dix mois complets de présence dans celles du second groupe. Cette rétroactivité est calculée à dater de la promotion ».

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Rambouillet, le 21 septembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*Le ministre des finances,*

Paul MARCHANDEAU.

**Situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre**

ARRETE N° 654 promulguant au Togo le décret du 25 septembre 1939 qui étend aux colonies les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 portant modification de l'article 11 du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations, services publics et établissements publics de l'Etat en temps de guerre, en ce qui concerne les agents retraités rappelés en service.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale, (Arrêté de promulgation n° 653 du 30 novembre 1939);

Vu le décret du 25 septembre 1939 étendant aux colonies les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 portant modification de l'article 11 du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations, services publics et établissements publics de l'Etat en temps de guerre, en ce qui concerne les agents retraités rappelés en service;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 septembre 1939 qui étend aux colonies les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939, portant modification de l'article 11 du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations, services publics et établissements publics de l'Etat en temps de guerre, en ce qui concerne les agents retraités rappelés en service.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation;

Vu le décret du 12 septembre 1939 portant application aux colonies des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre susvisé;

Vu le décret du 9 septembre 1939 portant modification à l'article 11 (parag. b) du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 9 septembre 1939 portant modification de l'article 11 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé sont étendues aux fonctionnaires employés et agents rétribués sur les budgets généraux locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Paris, le 25 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

*DECRET modifiant l'article 11 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 concernant les droits à pension des agents retraités rappelés dans les administrations de l'Etat.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et du ministre des finances;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif à la situation des personnels des administrations et services publics de l'Etat en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au gouvernement les pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 (Parag. b) du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

##### b) Agents retraités

« Les retraités rappelés ou maintenus en activité dans les cas prévus par le présent décret ne peuvent dans cette position acquérir de nouveaux droits à pension.

« Ils reçoivent de l'administration qui les emploie une indemnité non soumise à retenue dont le montant est égal à l'excédent éventuel sur leur pension :

« a) Du dernier traitement net d'activité pris en compte dans le calcul de la pension lorsqu'ils sont pourvus d'un emploi comportant un traitement équivalent à celui dont ils bénéficiaient lors de leur admission à la retraite;

« b) Du traitement net, le plus élevé afférent à l'emploi dont ils sont pourvus lorsque ce traitement est inférieur au dernier traitement pris en compte dans le calcul de la pension;

« c) Du traitement net de début afférent à l'emploi dont ils sont pourvus lorsque ce traitement est supérieur au dernier traitement pris en compte dans le calcul de la pension.

« Lorsque l'indemnité ainsi fixée est inférieure au tiers de la pension, elle est portée à ce taux, sans pouvoir excéder le tiers du traitement net de début de l'emploi occupé ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et dont les dispositions auront effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,

Edouard DALADIER.

Le ministre des finances,  
Paul REYNAUD.

#### Sûreté extérieure de l'Etat

ARRETE N° 622 promulguant au Togo le décret du 26 septembre 1939 portant extension pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 29 juillet 1939 portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, promulgué au Togo le 13 octobre 1939;

Vu le décret du 26 septembre 1939 portant extension pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France;

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 81 du 28 septembre 1939 du ministre des colonies;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 septembre 1939 portant extension, pour le temps de guerre, des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis contre les puissances alliées de la France.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

## RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 26 septembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'article 86 du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939, portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat, prévoit que le gouvernement pourra, par décret en conseil des ministres, étendre, soit pour le temps de guerre, soit pour le temps de paix, tout ou partie des dispositions visant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, aux actes visés par celles-ci qui seraient commis contre les puissances alliées ou amies de la France.

Les circonstances actuelles, où la France, en même temps que l'Empire Britannique et que la Pologne, est engagée dans une guerre ayant pour objet de sauver la civilisation occidentale et la liberté des peuples, rendent nécessaire l'application immédiate de cet article.

Nous avons l'honneur, en conséquence, de vous proposer d'étendre aux actes commis contre la sûreté extérieure des puissances amies et alliées qui combattent avec nous, l'ensemble des dispositions de notre législation pénale qui répriment les actes de ce genre commis contre la France.

Si vous approuvez ces dispositions, nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir le présent décret de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,  
Edouard DALADIER.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères;

Vu l'article 86 du code pénal, modifié par le décret du 29 juillet 1939, portant codification des textes relatifs à la sûreté extérieure de l'Etat;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions réprimant les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat sont applicables, pendant la durée de la guerre actuelle, aux actes visés par ces dispositions qui seraient commis au préjudice de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de l'Empire britannique considéré dans son ensemble et de la Pologne.

ART. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 26 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,  
Edouard DALADIER.*

## Primes à l'exportation des cafés coloniaux

ARRETE N° 652 promulguant au Togo le décret du 28 septembre 1939 modifiant l'article 17 (alinéa II) du décret du 31 mai 1931 relatif à l'octroi de primes à l'exportation des cafés coloniaux de qualité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers, promulguée au Togo par arrêté du 2 mai 1931;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée, promulgué au Togo par arrêté du 3 juillet 1931;

Vu le décret du 11 septembre 1937 abrogeant et remplaçant l'article 17 du décret du 31 mai 1931 réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 établissant une taxe spéciale sur certains produits français et étrangers, promulgué au Togo par arrêté du 13 octobre 1937;

Vu le décret du 28 septembre 1939 modifiant l'article 17 (alinéa II) du décret du 31 mai 1931 relatif à l'octroi de primes à l'exportation des cafés coloniaux de qualité;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 septembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 31 mai 1931, modifié par décret du 11 septembre 1937, réglant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931, assurant la sauvegarde de la production du caoutchouc et établissant une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers;

Sur la proposition des ministres des colonies, des finances et du commerce;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 17 (alinéa II) du décret du 31 mai 1931, modifié par décret du 11 septembre 1937, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II. — L'exportation du café produit dans les territoires relevant du ministère des colonies pourra donner lieu à l'octroi de primes.

« Le taux de ces primes sera déterminé, selon la variété botanique et pour chaque variété selon la qualité commerciale, par des arrêtés des chefs de territoire pris après approbation du ministre des colonies.



« Leur octroi sera subordonné à l'état des disponibilités du compte spécial et aux conditions générales d'écoulement du café.

« Des arrêtés locaux, également soumis à l'approbation du ministre des colonies, détermineront les conditions de qualité exigibles des cafés bénéficiaires de primes à l'exportation ».

ART. 2. — Le ministre des colonies, le ministre des finances et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 28 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*Le ministre des finances,*

Paul REYNAUD.

*Le ministre du commerce,*

Fernand GENTIN.

**Actions en justice — prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés**

ARRETE N° 651 promulguant au Togo le décret du 29 septembre 1939 étendant aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, les dispositions du décret du 8 septembre 1939 relatif à l'application de l'article 2 (dernier alinéa) du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 concernant les actions en justice et les prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 septembre 1939 déclarant applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés. (Arrêté de promulgation n° 594 du 10 novembre 1939);

Vu le radiotélégramme officiel n° C. 89 du 4 octobre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 septembre 1939 étendant aux territoires relevant du ministère des colonies, autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion, les dispositions du décret du 8 septembre 1939 relatif à l'application de l'article 2 (dernier alinéa) du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 concernant les actions en justice et les prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par la société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés et le décret du 9 septembre 1939 en appliquant les dispositions aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion;

Vu le décret du 8 septembre 1939 pris en vue de l'application de l'article 2 (dernier alinéa) du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret susvisé du 8 septembre 1939 pris en vue de l'application de l'article 2 (dernier alinéa) du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés, sont déclarées applicables aux territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Guyane et la Réunion.

ART. 2. — En ce qui concerne lesdits territoires, des arrêtés pris par les gouverneurs, administrateurs de territoire et commissaires de la République fixeront la composition de la commission spéciale visée à l'article premier du décret du 8 septembre 1939.

Fait à Paris, le 29 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux,*

*ministre de la justice,*

Georges BONNET.

DECRET portant application de l'article 2, dernier alinéa, du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport des ministres des finances, de l'intérieur et des colonies;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 dont l'article 2, dernier alinéa est ainsi conçu :

« Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux créances de l'Etat, des collectivités et des établissements publics. En ce qui concerne ces créances un décret pris sur les propositions des ministres intéressés fixera les conditions dans lesquelles pourront être accomplis les actes d'exécution et engagées ou poursuivies les actions en justice »;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — A l'égard des personnes ou des sociétés visées par le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, l'Etat, les collectivités publiques et les établissements publics ne pourront exercer des voies d'exécution et engager ou poursuivre des actions en justice qu'après l'autorisation d'une commission spéciale établie au chef-lieu de chaque département.

La commission spéciale sera présidée par le préfet et sera composée du trésorier-payeur général, du directeur des contributions directes, du directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre, du directeur des contributions indirectes et du directeur des douanes, s'il réside dans le département. Les membres

de la commission pourront se faire suppléer en cas d'empêchement.

La demande d'autorisation sera portée devant la commission spéciale du département du domicile de la personne ou du siège social de la société qui bénéficie des dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

La commission appréciera, après s'être entourée de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leur représentant, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance ou de satisfaire à la poursuite. Elle pourra, sur la demande du débiteur, procéder à un aménagement des échéances à telles conditions d'intérêts qu'elle estimera à défaut d'intérêts contractuels ou de droit.

Sa décision qui ne sera soumise à aucune formule et qui sera dispensée d'enregistrement, ne sera susceptible d'aucun recours. Toutefois, le refus de l'autorisation ne mettra pas obstacle au dépôt d'une nouvelle demande.

ART. 2. — En ce qui concerne l'Algérie et les colonies des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, des arrêtés pris par les gouverneurs généraux et gouverneurs fixeront la composition de la commission spéciale visée à l'article qui précède.

ART. 3. — Le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,  
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,  
Albert SARRAUT.

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

#### Interdiction de rapports avec l'ennemi

##### Propriété industrielle

ARRETE N° 629 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 9 octobre 1939 fixant les conditions d'application de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi en ce qui concerne les droits de propriété industrielle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant application du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi. (Arrêté de promulgation n° 590 du 10 novembre 1939);

Vu l'arrêté ministériel du 9 octobre 1939 fixant les conditions d'application de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi en ce qui concerne les droits de propriété industrielle;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 9 octobre 1939 fixant les conditions d'application de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux interdictions de rapports avec l'ennemi en ce qui concerne les droits de propriété industrielle.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE  
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 pour l'application du décret-loi de même date concernant l'interdiction de rapports avec l'ennemi, et notamment les articles 2, 15 et 16;

Vu l'avis de la commission des dérogations aux interdictions de rapports avec l'ennemi, en date du 4 octobre 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes réputées françaises ou traitées comme telles, aux termes de l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, sont autorisées à remplir en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, soit directement, soit par mandataire, toutes formalités, et à exécuter toutes obligations nécessaires à la conservation ou à l'obtention de droits de propriété industrielle.

Elles devront, pour les paiements qu'elles auront à effectuer à ce titre, se soumettre aux formalités et obtenir les autorisations prévues par la législation en vigueur à la date de l'opération en ce qui concerne les paiements à effectuer à l'étranger.

Les communications qu'elles auraient à faire parvenir en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, en conséquence de l'autorisation prévue au présent article, devront être adressées par un intermédiaire établi en pays neutre et devront avoir été préalablement approuvées par le ministère du commerce, direction de la propriété industrielle qui y apposera son visa.

ART. 2. — A titre de réciprocité, les personnes réputées ennemies aux termes de l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 sont autorisées à remplir en France, soit directement, soit par mandataire, toutes formalités, et à exécuter toutes obligations nécessaires à la conservation et à l'obtention de droits de propriété industrielle.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 octobre 1939.

Pour le président du conseil,  
ministre de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères, et par délégation  
le sous-secrétaire d'Etat,  
CHAMPETIER DE RIBES.

**Révision des étrangers sans nationalité**

*ARRETE N° 650 promulguant au Togo le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies, le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile, des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, promulgué au Togo par arrêté n° 375 du 19 juillet 1939;

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiant du droit d'asile, promulgué au Togo le 21 novembre 1939;

Vu le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile;

Vu la transmission n° 2635 1/S. M. du 11 novembre 1939 du ministre des colonies;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 3 novembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 4 septembre 1939, applicable à la métropole et à l'Algérie, pris en application du décret-loi du 12 avril 1939, relatif à l'extension aux étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile, des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, a fixé les règles de révision de ces catégories d'étrangers.

Le décret du 18 mai 1939 ayant étendu aux territoires relevant du ministère des colonies, les dispositions du décret-loi précité, il nous a paru nécessaire d'y appliquer également les dispositions du décret du 4 septembre 1939 en adaptant son texte aux contingences locales, dans les conditions prévues par le décret du 10 septembre 1939, relatif au dénombrement des étrangers dans les territoires relevant du ministère des colonies.

De plus, tenant compte du nombre peu élevé d'étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile

résidant sur ces territoires, nous avons estimé possible de faire procéder dès maintenant aux opérations de révision.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale,  
de la guerre et des  
affaires étrangères,  
Edouard DALADIER.*

*Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.*

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension, aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile, des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 18 mai 1939 rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies, le décret du 12 avril 1939;

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiant du droit d'asile, notamment l'article 10 du dit décret;

Vu le décret du 4 septembre 1939, relatif à la révision des étrangers soumis aux dispositions de l'article 3 du décret du 12 avril 1939;

**DECRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les étrangers assujettis à fournir des prestations aux autorités militaires comparaitront devant les commissions de révision définies à l'article 3 du présent décret, qui se tiendront aux mêmes lieux et dates que les conseils de révision qui examinent les Français.

Toutefois, à titre transitoire, il sera institué en 1939 dans les territoires relevant de l'autorité du ministre des colonies une commission de révision par colonie autonome, protectorat ou territoire sous mandat, et par colonie dans chaque gouvernement général relevant du ministère des colonies. Devant ces commissions, comparaitront les étrangers dénombrés avant le 1<sup>er</sup> décembre 1939.

Les opérations devront être terminées le 20 décembre 1939.

ART. 2. — Les étrangers dénombrés après le 1<sup>er</sup> décembre 1939 comparaitront devant les commissions de révision aux mêmes lieux et dates que les Français devant les conseils de révision.

ART. 3. — La commission de révision est composée :

1<sup>o</sup> — Du gouverneur, résident supérieur ou Commissaire de la République, président, ou à son défaut, d'un haut fonctionnaire d'autorité désigné par ses soins;

2<sup>o</sup> — Du commandant du groupe de subdivisions ou de subdivision, ou, à son défaut, d'un officier supérieur désigné pour le représenter.

Deux médecins militaires, désignés par l'autorité militaire, assistent la commission de révision.

Un officier représentant le bureau de recrutement désigné par le commandant militaire remplit l'office de commissaire de gouvernement.

ART. 4. — Les maires des communes de plein exercice et les administrateurs-maires des communes mixtes, auxquelles appartiennent les étrangers appelés devant les commissions de révision assistent aux séances. La commission entend les intéressés et, s'il y a lieu, les maires et administrateurs-maires.

Les séances ne sont pas publiques et les délibérations sont tenues secrètes.

La décision ne peut être prise qu'à l'unanimité des voix. La voix du président n'est pas prépondérante.

ART. 5. — Les décisions de la commission ne sont pas motivées et sont définitives. Elles peuvent néanmoins être révisées par les commissions de révision elles-mêmes pour l'un des motifs ci-après : erreur matérielle dans les pièces sur le vu desquelles la décision a été prise, défaut de justification imputable aux fonctionnaires ou agents civils ou militaires chargés d'établir les pièces ou de les transmettre.

La demande de révision est examinée dans la session qui suit immédiatement la découverte de l'erreur.

Elle est introduite par le ministre des colonies soit d'office, soit à la requête de l'intéressé.

En outre, tout étranger soumis aux prestations peut demander à tout moment à échapper à celles-ci en rompant son établissement à la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

ART. 6. — La commission statue sur :

a) Le maintien définitif de l'intéressé sur le relevé général;

b) L'aptitude physique de l'intéressé à accomplir les prestations.

ART. 7. — La commission de révision classe les étrangers inscrits sur le relevé général institué par le décret du 10 septembre 1939 en trois catégories :

1<sup>o</sup> — Ceux qui sont aptes aux prestations imposées par le décret du 18 mai 1938;

2<sup>o</sup> — Ceux qui, étant d'une constitution physique insuffisante sont ajournés à un nouvel examen;

3<sup>o</sup> — Ceux qui, en raison de leur constitution générale ou de leurs infirmités, sont exemptés de toutes prestations.

Pour justifier de leur situation, il sera délivré, par l'autorité militaire, aux étrangers qui auront comparu devant la commission de révision, un livret individuel qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition des autorités militaires, judiciaires ou civiles.

ART. 8. — Les étrangers, ajournés à un nouvel examen, seront astreints à comparaître l'année suivante devant la commission de révision qui se tiendra dans la localité où ils ont été précédemment examinés à moins qu'une autorisation spéciale du gouverneur ne les admette à comparaître devant une autre commission.

S'ils sont à nouveau ajournés, ils seront l'objet, dans les mêmes conditions, d'un troisième examen qui aura lieu l'année suivante et, s'ils ne sont pas jugés aptes à accomplir les prestations, ils seront alors exemptés.

ART. 9. — Les étrangers exemptés du service des prestations devront subir, en cas d'hostilité, un nouvel examen aux époques fixées par le ministre des colonies.

ART. 10. — Les dispositions des articles 22 et 23 de la loi de recrutement du 31 mars 1928, relatives aux sursis d'incorporation, ainsi que celles de l'article 24 de la même loi, relatives aux allocations, sont applicables aux étrangers assujettis aux prestations.

Les gouverneurs généraux, gouverneurs ou Commissaires de la République, en accord avec l'autorité militaire locale, statueront sur les demandes de sursis ou de classement en affectation spéciale, compte tenu des besoins militaires et des nécessités d'ordre économique.

ART. 11. — Les dispositions de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928 ne sont pas applicables aux étrangers assujettis aux prestations.

ART. 12. — La durée des prestations sera égale à la durée du service imposée aux Français. Il ne sera pas procédé, en temps de paix, à l'incorporation des assujettis âgés de plus de 35 ans, dans des corps de troupe.

ART. 13. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs et hauts-commissaires de la République fixeront, en accord avec l'autorité militaire locale, les unités d'incorporation des intéressés, étant entendu qu'ils ne doivent pas être incorporés dans des corps indigènes.

ART. 14. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale, de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale,  
de la guerre et des affaires étrangères,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

#### Ouverture de crédits

ARRETE N° 649 promulguant au Togo le décret du 10 novembre 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture d'un chapitre nouveau à la section extraordinaire du budget local et autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 10 novembre 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture d'un chapitre nouveau à la section extraordinaire du budget local et autorisant un prélèvement sur la caisse de réserve;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 novembre 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 mars 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies, notamment en son article 81, modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 14 janvier 1939, approuvant le budget local du Togo (exercice 1939);

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 514 pris par le Commissaire de la République au Togo, en conseil d'administration le 28 septembre 1939, portant ouverture d'un chapitre nouveau à la section extraordinaire du budget local du Togo, exercice 1939, et autorisant un prélèvement de 124.000 francs sur les fonds libres de la caisse de réserve du territoire à titre d'avance remboursable par le budget sur fonds d'emprunt, exercice 1940.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

*ARRETE N° 514 portant ouverture d'une rubrique nouvelle à la section extraordinaire du budget local — exercice 1939 et autorisant un prélèvement exceptionnel sur la caisse de réserve à titre d'avance remboursable.*

## LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en ses articles 81, 89 et 264;

Vu l'arrêté n° 542 du 19 septembre 1938 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget local et du budget sur fonds d'emprunt, exercice 1937;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant approbation du budget local du Togo, exercice 1939;

Vu la lettre ministérielle n° 213 en date du 8 août 1939 prescrivant la liquidation des fonds d'emprunt restés disponibles à la clôture de l'exercice 1937;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 28 septembre 1939;

Sous réserve d'approbation par décret;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert à la section deuxième du budget local du Togo — exercice 1939, une rubrique nouvelle désignée comme suit :

## SECTION DEUXIEME

## DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

## CHAPITRE XXIII

*Dépenses d'ordre sanitaire démographique*

Contribution aux dépenses du centre de recherches scientifiques de Marseille 124.000 frs.

ART. 2. — Il sera pourvu à la réalisation de ce crédit supplémentaire de frs. 124.000 par un prélèvement de même montant sur les fonds libres de la caisse de réserve du territoire à titre d'avance remboursable par le budget sur fonds d'emprunt, exercice 1940.

Il sera fait recette, de ce prélèvement, à la section deuxième du budget local, exercice 1939, chapitre IX (prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 septembre 1939.

L. MONTAGNE.

## Circulation routière

*ARRETE N° 647 promulguant au Togo le décret du 12 novembre 1939 rendant applicable au territoire du Togo le décret du 6 mars 1936 modifiant la réglementation de la circulation routière en Afrique occidentale française.*

## LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 11 mai 1934 rendant applicable au territoire du Togo le décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation du 18 juin 1934);

Vu le décret du 16 juin 1935 portant extension au territoire du Togo du décret du 21 juin 1934 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique en Afrique occidentale française. (Arrêté de promulgation au Togo du 29 juillet 1935);

Vu le décret du 12 novembre 1939 rendant applicable au territoire du Togo le décret du 6 mars 1936 modifiant la réglementation de la circulation routière en Afrique occidentale française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 novembre 1939 susvisé.



ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 12 novembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 16 juin 1935 a étendu au territoire du Togo les dispositions du décret du 21 juin 1934 portant réglementation des voies ouvertes à la circulation publique en Afrique occidentale française.

Or, le décret du 21 juin 1934 a été modifié en ses articles 42, 44 et 46 par un décret du 6 mars 1936. Ce texte, qui a notamment modifié les règles de compétence applicables en Afrique occidentale française, en matière de police du roulage, n'a pas été rendu applicable au Togo.

Il nous paraît opportun que l'harmonie la plus complète soit maintenue, en matière de circulation routière, entre la législation de notre groupe de colonies de l'Ouest africain et celle d'un territoire sous mandat français, limitrophe de cette fédération et incorporé dans le même ressort judiciaire.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction, répond à ces préoccupations.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux,*  
ministre de la justice,  
Georges BONNET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 22 mai 1924, fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924, portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française, rendu applicable au Togo;

Vu le décret du 16 juin 1935 portant extension au territoire du Togo du décret du 21 juin 1934, réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 6 mars 1936, modifiant les articles 42, 44 et 46 du décret du 21 juin 1934 susvisé, portant réglementation de la circulation routière en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 septembre 1933, modifiant le code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française et complétant notamment l'article 137 de l'ordonnance du 14 février 1838;

Vu le décret du 11 mai 1934 rendant applicable au territoire du Togo le décret susvisé du 2 septembre 1933, portant modifications au code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française;

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret susvisé du 6 mars 1936 abrogeant le troisième alinéa

de l'article 42 et complétant les articles 44 et 46 du décret du 21 juin 1934 réglementant la circulation routière en Afrique occidentale française, sont déclarées applicables au territoire du Togo, placé sous mandat de la France.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et du territoire intéressé et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 novembre 1939.

ALBERT-LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux,*  
ministre de la justice,  
Georges BONNET.

*DECRET relatif à la réglementation de la circulation routière en Afrique occidentale française.*

### RAPPORT

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 6 mars 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les infractions au décret du 21 juin 1934 réglementant la circulation routière en Afrique occidentale française doivent, aux termes de ce décret, être considérées comme des délits et être déférées aux tribunaux correctionnels.

A l'application, la rigueur de cette juridiction est apparue excessive, car elle entraîne l'inscription des condamnations au casier judiciaire des délinquants, alors que ces condamnations peuvent avoir été motivées par des infractions de peu de gravité.

Le gouverneur général propose de déférer désormais ces infractions aux tribunaux de simple police.

Par ailleurs, ce haut fonctionnaire propose également de déférer à la juridiction de simple police les infractions aux règlements locaux, pris en application du décret du 21 juin 1934 et d'appliquer en l'occurrence les peines prévues par le décret du 29 septembre 1928 réglementant le domaine public en Afrique occidentale française.

Enfin, le gouverneur général me signale qu'il y aurait intérêt à rapporter une disposition du décret du 21 juin 1934, aux termes de laquelle un délai de deux ans est accordé aux propriétaires pour munir leurs véhicules automobiles de deux systèmes de freinage indépendants.

Ces suggestions reçoivent mon entière approbation.

Le projet de décret ci-joint complète et modifie les articles 42, 44 et 46 du décret du 21 juin 1934 et j'ai l'honneur, si vous en approuvez les dispositions, de vous prier de bien vouloir le revêtir de votre signature.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
Jacques STERN.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs qui l'ont modifié;

Vu le décret du 29 septembre 1928, portant réorganisation du domaine en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 21 juin 1934, portant réglementation de la circulation routière en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 septembre 1933, portant modification du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le troisième alinéa de l'article 42 du décret du 21 juin 1934 est abrogé.

ART. 2. — Les articles 44 et 46 du décret du 21 juin 1934 sont complétés comme suit :

Art. 44. — Les infractions à ces règlements et arrêtés seront déférées aux tribunaux de simple police et passibles de peines de 1 à 500 frs. d'amende; en cas de récidive dans les douze mois, l'amende pourra être doublée et il pourra, en outre, être prononcé une peine d'emprisonnement de cinq jours au plus.

Art. 46. — Les infractions au présent décret seront déférées aux tribunaux de simple police.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 6 mars 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Jacques STERN.

## Naturalisation

ARRETE N° 648 promulguant au Togo les décrets du 12 novembre 1939 portant 1° — accession à la qualité de Français des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun; 2° — extension aux colonies autres que les Antilles et la Réunion de dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française.

## LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 11 mars 1931 réglant les conditions d'accession à la qualité de citoyen français des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun. (Arrêté de promulgation du 17 avril 1931);

Vu les décrets du 12 novembre 1939 portant 1° accession à la qualité de Français des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun; 2° extension aux colonies autres que les Antilles et la Réunion de dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 12 novembre 1939 portant :

1° — Accession à la qualité de Français des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun;

2° — Extension aux colonies autres que les Antilles et la Réunion de dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

## RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 12 novembre 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Deux décrets-lois en date du 9 septembre 1939 relatifs l'un à la déchéance de la nationalité française, l'autre à l'acquisition par mariage de la qualité de Française par les ressortissantes des puissances ennemies, viennent de modifier la législation métropolitaine en la matière telle qu'elle résulte de la loi du 10 août 1927 et du titre III du décret-loi du 12 novembre 1938. Ces textes ont été rendus applicables aux Antilles et à la Réunion.

Dans les autres territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, le régime de la nationalité a été fixé par une série de décrets qui s'inspirent d'ailleurs, d'une façon générale, des dispositions de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité.

Il nous a paru, en conséquence, nécessaire d'étendre aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, non seulement les règles édictées par les décrets du 9 septembre 1929, mais encore celles posées par le titre III du décret-loi du 12 novembre 1938 qui a modifié les dispositions de la loi précitée relatives à l'acquisition ou à la perte de la nationalité française.

Tel est l'objet des sept projets de décrets que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Georges BONNET.

ACCESSION à la qualité de Français des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 10 août 1927, sur la nationalité;

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la situation et à la police des étrangers;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif à l'acquisition par mariage de la nationalité française par les ressortissantes ennemies;

Vu le décret du 11 mars 1931 fixant les conditions d'accession des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa du chiffre 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 1931 fixant les conditions d'accession à la qualité de Français

des étrangers autres que les administrés sous mandat dans les territoires du Togo et du Cameroun est modifié comme suit :

« Est assimilée à la résidence en France :

« a) Le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français ou l'exercice d'une fonction ou d'un emploi au siège d'une ambassade ou légation française ;

« b) Le séjour dans un pays en union douanière avec la France ».

ART. 2. — Le septième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 mars 1931 est ainsi modifié :

« L'étranger naturalisé jouit de tous les droits attachés à la qualité de Français.

« Néanmoins, lorsque la qualité de citoyen français est nécessaire pour permettre l'inscription sur des listes électorales quelles qu'elles soient, il ne devient électeur qu'à l'expiration d'un délai de cinq années, à dater du décret de naturalisation.

« Lorsque l'exercice de fonctions ou de mandats électifs est conditionné par la qualité de citoyen français le naturalisé ne pourra être investi de ces fonctions ou mandats, que dix ans après le décret de naturalisation.

« Toutefois, il jouira de tous les droits énumérés aux deux paragraphes précédents, s'il a accompli effectivement le temps de service actif dans l'armée française, correspondant aux obligations de sa classe d'âge.

« Il pourra cependant à l'expiration des cinq années après lesquelles il devient électeur, obtenir, pour des motifs exceptionnels que le délai prévu ci-dessus soit abrégé par décret, dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique, sur rapport motivé du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies.

« Pendant dix ans, à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, par une colonie ou un territoire sous mandat, les collectivités publiques d'une colonie ou d'un territoire sous mandat, inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel.

« Cette incapacité ne frappera pas les naturalisés qui auront accompli cinq ans au moins de service militaire.

« L'incapacité établie par l'alinéa 8 du présent article ne frappe pas les étrangers naturalisés antérieurement à la date de promulgation de la présente disposition.

« L'incapacité établie à l'alinéa 12 ne frappe pas les étrangers naturalisés antérieurement à la date sus-indiquée et qui ont accompli effectivement le temps de service actif dans l'armée française correspondant aux obligations de leur classe d'âge ».

ART. 3. — Le chiffre 1<sup>o</sup> de l'alinéa 4 de l'article 2 du décret du 11 mars 1931 est ainsi modifié :

« 1<sup>o</sup> — Aux individus qui, âgés de moins de vingt et un ans, auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'un arrêté d'assignation à résidence qui n'aura pas été expressément rapporté dans les formes où il est intervenu ».

ART. 4. — L'article 3 du décret du 11 mars 1931 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 3. — La femme étrangère qui épouse un Français au Togo ou au Cameroun n'acquiert la qualité de Française que sur sa demande expresse,

formulée par voie de déclaration souscrite avant la célébration du mariage.

La déclaration prend en effet de plein droit, six mois après la célébration du mariage.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables :

a) A la femme contre laquelle a été pris un arrêté d'expulsion ou d'assignation à résidence qui n'aura pas été expressément rapporté dans les formes où il est intervenu.

b) A la femme qui aura contracté mariage sans remplir les conditions exigées par la loi pour le mariage avec des étrangers.

c) A la femme qui, dans le délai prévu à l'alinéa 2 se sera vu refuser l'acquisition de la nationalité française par décret rendu à la demande du ministre des colonies, sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, et sur avis conforme du conseil d'Etat.

d) A la femme ressortissant à une nation en guerre avec la France qui contracte mariage pendant la durée des hostilités.

Art. 3 bis. — La femme française qui épouse un étranger au Togo ou au Cameroun conserve la nationalité française à moins que, par déclaration souscrite avant la célébration du mariage, elle ne déclare expressément vouloir acquérir en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier.

ART. 5. — Il est inséré, entre les articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 11 mars 1931, un article 1 bis, ainsi conçu :

Art. 1<sup>er</sup> bis. — Lorsqu'un étranger aura sciemment fait une fausse déclaration, présenté une pièce contenant une assertion mensongère ou erronée, ou employé des manœuvres frauduleuses quelconques à l'effet d'obtenir sa naturalisation ou sa réintégration, le décret intervenu pourra sous réserve des droits ouverts au profit des tiers de bonne foi, être rapporté par décret rendu sur avis conforme du conseil d'Etat. L'intéressé dûment appelé, aura la faculté de produire des pièces et mémoires.

Le décret devra être rapporté dans un délai de dix ans à partir de la découverte de la fraude, délai qui court seulement à dater de la mise en vigueur de la présente disposition si la découverte de la fraude est antérieure à sa mise en vigueur.

ART. 6. — L'article 8 du décret du 11 mars 1931 est ainsi modifié :

Art. 8. — Lorsqu'un Français épouse au Togo ou au Cameroun une femme étrangère, l'officier d'état civil, après s'être fait remettre les pièces nécessaires au mariage, avertit la future épouse que, par application de l'article 3 du présent décret, elle n'acquiert pas la nationalité française à moins qu'elle ne déclare vouloir acquérir la nationalité de son mari en conformité des dispositions de ce texte.

Si la femme manifeste cette volonté, elle doit souscrire, avant la célébration du mariage, une déclaration devant l'officier d'état civil.

Cette déclaration est établie en double exemplaire. Les deux exemplaires accompagnés d'une expédition de l'acte de mariage sont adressés sans retard au Commissaire de la République par l'officier d'état civil.

Le Commissaire de la République transmet ces documents au ministre des colonies. Il procède à une

enquête sur la moralité et le loyalisme de la déclarante et en communique, s'il le juge utile, les résultats au ministre des colonies, accompagnés du bulletin n° 2 du casier judiciaire en donnant son avis sur l'opportunité de s'opposer à l'acquisition par l'intéressée de la nationalité française conformément aux dispositions de l'article 3, lettre c, du présent décret.

Le ministre des colonies transmet le dossier au ministre de la justice qui, à l'expiration du délai de six mois prévu à l'alinéa 2 dudit article 3, fait remettre à l'intéressée, s'il y a lieu, un des exemplaires dûment visé de la déclaration. Le dossier est conservé dans les archives de la chancellerie.

L'officier de l'état civil ne doit en aucun cas délivrer à l'intéressée de certificat relatif à sa déclaration.

ART. 7. — L'article 9 du décret du 11 mars 1931 est modifié de la sorte :

Art. 9. — En cas de mariage contracté au Togo ou au Cameroun par une Française avec un étranger, l'officier d'état civil, après s'être fait remettre par le futur époux les pièces constituant le dossier du mariage, avertit la future épouse que, par application de l'article 3 *bis* du présent décret, elle conserve la nationalité française, à moins qu'elle ne déclare vouloir acquérir, en conformité de la loi nationale de son mari, la nationalité de celui-ci.

Si la femme manifeste cette volonté, elle doit, pour souscrire la déclaration prévue à cet effet, produire une attestation en due forme du gouvernement auquel ressortit son futur époux, attestant que, par l'effet du mariage, elle acquerra la nationalité de son mari en certifiant la nationalité de celui-ci.

La déclaration énonce la date, le numéro d'ordre et la durée du titre de séjour du futur époux, ainsi que l'autorité qui l'a accordée : elle doit, en outre, spécifier à peine de nullité, la nationalité que la future épouse a entendu acquérir.

Elle est établie en triple exemplaire. L'un des exemplaires est remis à l'intéressée, l'autre est adressé au Commissaire de la République et le troisième est envoyé, avec une expédition de l'acte de mariage, à la chancellerie, par l'intermédiaire du procureur de la République et du ministre des colonies, pour être déposé dans les archives.

ART. 8. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Georges BONNET.

*EXTENSION aux colonies autres que les Antilles et la Réunion de dispositions relatives à la déchéance de la nationalité française.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 10 août 1927 sur la nationalité modifiée par le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la situation et à la police des étrangers;

Vu les décrets des 5 novembre 1928, 4 décembre 1930, 11 mars 1931, 9 juillet 1933, 6 septembre 1933 et 19 octobre 1937, fixant les conditions d'acquisition, de perte et de recouvrement de la qualité de Français dans les territoires d'outre-mer autres que les Antilles et la Réunion, modifiés par les décrets du 12 novembre 1939;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif à la déchéance de la nationalité française;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 2 septembre 1939 et jusqu'au jour qui sera ultérieurement fixé par décret, dans les territoires d'outre-mer autres que les Antilles et la Réunion, la déchéance de la nationalité française prévue par la réglementation en vigueur pourra être prononcée contre l'étranger ayant acquis la nationalité française, soit par l'effet de la loi, soit sur sa demande ou celle de ses représentants légaux; quelle que soit la date à laquelle il a acquis la nationalité française et quelle que soit la date de la perpétration des faits qui lui sont reprochés.

Pendant la même période, pourra être déchu dans les formes prévues par la réglementation en vigueur dans les territoires d'outre-mer, tout français qui se sera comporté comme le ressortissant d'une puissance étrangère. Cette mesure pourra, dans les mêmes formes, être étendue à la femme et aux enfants mineurs.

ART. 2. — Les biens appartenant à l'individu contre lequel la déchéance de la nationalité française a été prononcée, pourront être placés sous séquestre par ordonnance du président du tribunal civil du lieu de leur situation, rendue sur réquisition du ministère public.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,  
Georges MANDEL.

## Sortie des marchandises

DECRET réglementant la sortie des marchandises.  
(Rectificatif).

Rectificatif au *Journal officiel* de la République française du 29 août 1939 :

Page 10820, tableau annexe, 1<sup>re</sup> colonne (portant l'entête Numéro du tarif douanier), 35<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « 135 *bis* à 136 », lire : « 135 *bis* et 136 »; 38<sup>e</sup> ligne, supprimer l'indice : « ex »; 49<sup>e</sup> ligne, avant : « 174 », ajouter l'indice : « ex »; 2<sup>e</sup> colonne (colonne portant l'entête Désignation des marchandises, 12<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « d'ânes », lire : « d'ânes »; 13<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « de bardots, de veau quand ces dernières, etc. », lire : « de bardots, de veau quand ces dernières, etc. »; 44<sup>e</sup> ligne, supprimer les mots : « ou en poudre »; 56<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « linters lavés, dégraissés, épurés, blanchis »

ou teints, en masse, en plaques ou en feuilles », lire : « Déchets : De coton : Linters lavés, dégraissés, épurés, blanchis ou teints, en masse, en plaques ou en feuilles. Autres. De fils de coton écrus, blanchis ou teints (inutilisables comme fils), lavés, dégraissés ou blanchis »; 71<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « moules à aiguiser », lire : « meules à aiguiser »; 81<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « gl'bertité », lire : « globertité »; 4<sup>e</sup> colonne (colonne portant l'entête Désignation des marchandises), 46<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « calcium », lire : « cadmium »; 51<sup>e</sup> et 52<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « de titene et zirconium », lire : « de titane et de zirconium »; 57<sup>e</sup> et 58<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « sels ammoniacaux et autres cyanamides calciques », lire : « sels ammoniacaux autres, cyanamide calcique »; 78<sup>e</sup> et 79<sup>e</sup> ligne, supprimer les mots : « et tous écrans radioscopiques »; 71<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « barium », lire : « baryum ».

Page 10821, 2<sup>e</sup> colonne (colonne portant l'entête Désignation des marchandises), 18<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « diphénilamine », lire : « diphénylamine »; 38<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « strichnine », lire : « strychnine »; 43<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « et », lire : « ou »; 3<sup>e</sup> colonne (colonne portant l'entête Numéros du tarif douanier); 2<sup>e</sup> ligne, au lieu de : « 356 », lire : « et 356 »; même colonne, entre la 32<sup>e</sup> et la 33<sup>e</sup> ligne, insérer : « 620 G-5 »; en regard de cette dernière mention, dans la 3<sup>e</sup> colonne (2<sup>e</sup> colonne portant l'entête Désignation des marchandises, insérer entre la 37<sup>e</sup> et la 38<sup>e</sup> ligne : « poudre d'ébonite ».

(Décret du 28 août 1939 promulgué au Togo le 5 octobre 1939 — Numéro spécial J. O. du 11/10/39 — pages 505 à 508).

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Organisation administrative

**ARRETE N° 531 portant suppression des Services de l'Agriculture et de l'Enseignement et création d'une Inspection de l'Agriculture et d'une Inspection de l'Enseignement.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 7 avril 1932 portant création d'un organisme de lutte antiacridienne;

Vu l'arrêté du 8 septembre 1938 du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République, instituant un service d'agriculture autonome au Togo;

Vu l'arrêté n° 550 du 23 septembre 1938 réorganisant le service de l'agriculture;

Vu l'arrêté n° 485 du 12 septembre 1939 portant réorganisation du service de l'agriculture;

Vu l'arrêté n° 274 du 16 mai 1927 créant au territoire du Togo un service de l'enseignement;

Vu les nécessités;

Sous réserve de l'approbation du Gouverneur général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Le Service de l'Agriculture est supprimé.

Il est créé une Inspection de l'Agriculture rattachée au Bureau des Affaires Economiques.

**ART. 2.** — Le Service de l'Enseignement est supprimé.

Il est créé une Inspection de l'Enseignement rattachée au Cabinet du Commissaire de la République.

**ART. 3.** — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1939, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 octobre 1939.

L. MONTAGNE.

(Approuvé par radiotélégramme n° 232 du 18 novembre 1939 de monsieur le Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

P. T. T.

### Taxes téléphoniques

**ARRETE N° 637 relevant les taxes téléphoniques dans les communications échangées entre certains bureaux du Togo d'une part et certains bureaux de la Gold-Coast d'autre part.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la convention passée le 7 octobre 1933 entre le gouverneur de la Gold-Coast à Accra et le gouverneur, commissaire de la République au Togo à Lomé;

Vu la dépêche ministérielle n° 623 du 20 février 1936 donnant l'accord du département;

Vu l'arrêté n° 574 du 13 octobre 1938 relevant les taxes téléphoniques dans les communications échangées entre certains bureaux du Togo d'une part et certains bureaux de la Gold-Coast d'autre part;

Vu le radiotélégramme ministériel n° C. 92 du 5 octobre 1939;

### ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Les communications téléphoniques échangées entre les bureaux de Lomé, Anécho, Atakpamé et Palimé d'une part d'Accra, Keta, Ada, Denu et Hô d'autre part acquitteront pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1939, par unité de conversation (3 minutes) ou fraction, les taxes suivantes :

#### De Lomé pour :

Denu	18,10
Keta	20,15
Ada	40,25
Accra	60,35
Hô	26,85

#### D'Anécho pour :

Denu	13,45
Keta	23,50
Ada	43,60
Accra	63,70



*De Palimé pour :*

Denu	16,80
Keta	26,85
Ada	46,95
Accra	67,05
Hô	20,15

*D'Atakpamé pour :*

Denu	16,80
Keta	26,85
Ada	46,95
Accra	67,05

ART. 2. — La taxe pour conversations de nuit est fixée au double et celle pour conversations urgentes au triple de la taxe des conversations ordinaires.

La taxe pour avis d'appel ou préavis est fixée à 5 francs.

Une taxe supplémentaire de 2 frs. 30 par kilomètre ou fraction de kilomètre sera perçue au bureau de départ pour les avis d'appel ou préavis devant être remis en dehors du périmètre de distribution gratuite des télégrammes.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

**Léproserie d'Akata**

ARRETE No 641 concernant la léproserie d'Akata.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La directrice-économe du village de Ségrégation d'Akata est placée sous l'autorité directe du commandant du cercle du centre. Ce dernier déterminera, par lettre-décision, le rôle et la nature des attributions de la directrice-économe à Akata après entente avec le chef du service de santé du Territoire.

ART. 2. — La lettre-décision sera contresignée par le chef du service de santé et sera soumise, avant d'avoir effet, à l'approbation préalable du Commissaire de la République.

ART. 3. — Le commandant du cercle du centre est seul responsable de la bonne administration du village de ségrégation d'Akata, conformément aux règlements en vigueur.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

**Organisation administrative**

*DECISION No 811 portant réorganisation des bureaux du Commissariat de la République au Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

**DECIDE :**

ARTICLE PREMIER. — Pour faire face aux nécessités administratives du temps de guerre et réduire au strict minimum le personnel administratif placé temporairement en affectation spéciale de 3 mois, les trois bureaux des affaires politiques, des affaires administratives et des affaires économiques du Commissariat de la République sont fusionnés en un seul bureau à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1939, qui prend le nom de bureau des affaires politiques, administratives et économiques.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 30 novembre 1939.

L. MONTAGNE.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Rappels d'ancienneté**

Par arrêté du :

22 septembre 1939 du ministre des colonies. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du cadre des administrateurs des colonies dont les noms suivent :

**2<sup>e</sup> — Administrateurs de 2<sup>e</sup> classe des colonies :**

Foursaud (Jean, Baptiste, André, Auguste, Louis) 5 mois 5 jours.

Nativel (Joseph, Léon) 5 mois 14 jours.

Roussel (Joseph, Albert, Charles) 2 ans 2 mois 12 jours.

**3<sup>e</sup> — Administrateurs de 3<sup>e</sup> classe des colonies :**

Moal (Henri) 6 ans 10 mois 9 jours.

Pic (Joseph) 4 ans 10 mois 29 jours.

Vuillet (Charles, Paul, Emile) 5 mois 4 jours.

Les bonifications d'ancienneté ci-dessus accordées ne pourront pas être utilisées par les intéressés en vue d'obtenir le bénéfice d'un échelon automatique de traitement.

Par arrêté du :

16 octobre 1939 du ministre des colonies. — Le dernier paragraphe de l'arrêté du 22 septembre 1939 précité est rapporté et remplacé par le texte suivant :

« Les bonifications d'ancienneté ci-dessus accordées ne pourront être utilisées par les intéressés en vue d'obtenir le bénéfice d'un échelon automatique de traitement que dans la mesure où elles n'ont pas déjà servi à des avancements en échelons dans le grade d'administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe ».

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### PERSONNEL EUROPÉEN

#### Affectations

Par décisions des :

23 novembre 1939. — M. Grunitzky Nicolas, adjoint technique auxiliaire, est mis à la disposition de M. le commandant de cercle du centre, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1939.

M. Grunitzky sera chargé spécialement des travaux de ponts sur la route du Litimé.

30 novembre 1939. — M. Sanson, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé chef du bureau des affaires politiques, administratives et économiques du Commissariat de la République.

M. De Guise, adjoint des services civils, est affecté au bureau des affaires politiques, administratives et économiques. Il remplira en outre les fonctions de chef du service des requêtes.

M. Milleliri, adjoint principal des services civils est nommé chef du bureau des finances et de la comptabilité du Commissariat de la République.

La présente décision aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1939.

### DIVERS

#### Affectation spéciale — Radiation

M. Valentin Pierre, sous-lieutenant de réserve d'infanterie coloniale, appartenant à la classe 1931/1934, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République au Togo, est rayé des contrôles de l'affectation spéciale pour compter du 6 novembre 1939, date de son départ en congé de convalescence.

#### Campagne de coton

Par arrêté n° 642 du :

28 novembre 1939. — La date d'ouverture de la campagne du coton dans toute l'étendue du territoire est fixée au 15 janvier 1940.

#### Centre de puériculture

Par décision n° 816 du :

30 novembre 1939. — Une subvention de dix mille francs (10.000 frs.) est accordée à l'Association des Mères Togolaises, pour le Centre de Puériculture de Lomé.

### C. F. T.

#### Halte de Bè

Par arrêté n° 636 du :

23 novembre 1939. — La halte de « Bè » située au P. K. 3.800 de la ligne d'Anécho est fermée à tout trafic pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1939.

#### Conseil de curatelle — années 1939 — 1940

Par décision n° 806 du :

28 novembre 1939. — M. Georges-Richard, trésorier-payeur, est désigné comme membre fonctionnaire du Conseil de Curatelle du territoire du Togo pour les années 1939 et 1940.

#### Indemnité de zone

Par décision n° 805 du :

24 novembre 1939. — La commission prévue à l'article 5 de l'arrêté du 30 octobre 1934, pour donner son avis dans la fixation des tarifs de l'indemnité de zone à attribuer en 1940, est fixée comme suit :

M. Georges-Richard, trésorier-payeur du Togo

Président

M.M. Milleliri, adjoint principal des services civils, adjoint au chef du bureau des finances,

Membres

Pallarès, instituteur principal, chef de la section du personnel;

Sanson, administrateur-adjoint des colonies, représentant les fonctionnaires des cadres généraux,

Veuillet, inspecteur de la voie, représentant les fonctionnaires des cadres locaux,

Membres représentant le personnel.

Dossou, commis d'administration principal représentant les fonctionnaires des cadres locaux indigènes.

La commission, qui se réunira sur la convocation de son président, dressera procès-verbal de ses travaux.

#### Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 645 du :

30 novembre 1939. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Zannou né vers 1904 à Atoueta (cercle d'Anécho) condamné à 2 ans de prison et 500 francs de dommages-intérêts par le jugement n° 112 du 25 juillet 1938 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho.

Le nommé Zannou est astreint à la résidence obligatoire à Atoueta jusqu'au 20 juillet 1940 date de l'expiration de sa peine de prison.

Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Kouassi Erich dit Brumbach né vers 1914 à Bamoun (Cameroun) condamné à 2 ans de prison, 2 ans d'interdiction de séjour et 500 francs de dommages-intérêts par le jugement n° 3 du 30 décembre 1938 du tribunal criminel d'Anécho.

Le nommé Kouassi Erich dit Brumbach est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pour la durée fixée par le jugement précité.

#### **Peste bovine**

Par arrêté n° 617 du :

18 novembre 1939. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 423 du 10 août 1939 déclarant infectés de peste bovine certains cantons du cercle de Mango.

#### **Production agricole**

##### *Composition des comités*

Par arrêté n° 621 du :

21 novembre 1939. — Sont nommés en qualité de membres du comité colonial du territoire du Togo et des comités régionaux de la production agricole, en dehors de ceux nommément désignés dans le décret du 8 septembre 1939 créant ces comités :

##### **I — COMITÉ COLONIAL**

Au titre de représentants des producteurs indigènes :

M.M. Emmanuel Ajavon;  
Félicio de Souza.

##### **II. — COMITÉS RÉGIONAUX**

###### *1<sup>o</sup> — Comité régional de Lomé :*

M.M. Joseph Kloutse, moniteur de l'agriculture;  
Amegee, vétérinaire-auxiliaire;  
Tamakloe Théophile, président du conseil des notables;  
Dorkenoo Michel, chef de canton d'Aképe.

###### *2<sup>o</sup> — Comité régional de Tsévié :*

M.M. Dogbe Gottlieb, moniteur de l'agriculture;  
Nopegnon Somali, vice-président du conseil des notables;  
Kodjo Avlimé, chef du village d'Assahoun.

###### *3<sup>o</sup> — Comité régional d'Anécho :*

M.M. Gnassounou, moniteur de l'agriculture;  
Lawson, chef supérieur d'Anécho;  
Smart Lassey, chef de canton de Porto-Séguro.

###### *4<sup>o</sup> — Comité régional d'Atakpamé :*

M.M. Atchou Ebenezer, moniteur de l'agriculture;  
Rodier, directeur de la S. O. C. A. F. A.;  
Ihou Attigbé, chef de canton de l'Akposso-Sud;  
Atchikiti, chef de canton d'Atakpamé.

###### *5<sup>o</sup> — Comité régional de Palimé :*

M.M. d'Almeida Eugène, moniteur de l'agriculture;  
Curtat Paul, commerçant;  
Fia Koffi, maire de Palimé;  
Frantz Azuma, notable.

###### *6<sup>o</sup> — Comité régional du Nord :*

M.M. Knill, conducteur principal de l'agriculture;  
Poinot, vétérinaire-lieutenant;  
Fillot, commerçant;  
Issaka, chef de canton de Tchamba;  
Palanga, chef supérieur des Cabrais.

#### **Sociétés indigènes de Prévoyance**

Par décision n° 804 du :

24 novembre 1939. — M. Mouragues, administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, est nommé, pour l'année 1939, président de la commission de surveillance des Sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Boissier, administrateur-adjoint des colonies, nommé à cette fonction par décision n° 387 du 25 mai 1939.

M. Terrac, adjoint principal des services civils, président de la S. I. P. de Lomé, est nommé membre de la commission de surveillance des Sociétés indigènes de prévoyance, en remplacement de M. Perret, adjoint principal hors classe des services civils, nommé à cette fonction par décision n° 901 du 8 décembre 1938.

#### **Villages de ségrégation**

Par décision n° 803 du :

24 novembre 1939. — Une subvention de trois mille francs (3.000 frs.) est accordée à l'Oeuvre d'Aide et d'Assistance aux nouveau-nés des villages de ségrégation.

## **Textes publiés à titre d'information**

### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

#### **Embarquement des familles des militaires servant hors cadres aux colonies**

NOTE n° 6454 1/2 D. S. M.

POUR MESSIEURS LES  
CHEF DU SERVICE COLONIAL DE :

Marseille; — Bordeaux; — Nantes; — Saint-Nazaire.

Paris, le 12 octobre 1939.

J'ai décidé que, par analogie avec les mesures qui ont été prises en faveur des fonctionnaires civils, les militaires servant *hors-cadres* aux colonies, pourraient être autorisés à nouveau à se faire rejoindre par leur famille, dans la mesure où des places seraient disponibles sur les paquebots.

En conséquence, je vous serais très obligé de vouloir bien faire connaître directement aux familles des militaires hors-cadres auxquelles a été déjà accordée une concession de passage gratuit, la date à laquelle elles devront rejoindre le port aux fins d'embarquement.

Il y aura naturellement lieu de commencer les embarquements par les familles qui detiennent depuis le plus longtemps leur concession de passage.

NOTA. — Les militaires auxquels avait été accordée antérieurement une concession de passage gratuit pour leur famille, et qui, en raison des circonstances, n'ont pu bénéficier de cette concession et ont dû s'embarquer seuls, devront établir *une nouvelle demande* (à transmettre dans les conditions habituelles avec l'avis de l'autorité territoriale locale), en vue d'être autorisés à se faire rejoindre par leur famille, à la colonie.

Pour le ministre et par ordre

Le général,  
directeur des services militaires  
PELLET.

N<sup>o</sup> 6455 1/2 D. S. M.

Paris, le 12 octobre 1939.

## LE MINISTRE DES COLONIES

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,  
MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERREDirection des troupes coloniales — 2<sup>e</sup> bureau — Paris.

J'ai décidé que, par assimilation avec les mesures qui ont été prises en faveur des fonctionnaires civils, les officiers et sous-officiers (1) désignés pour servir *hors-cadres* aux colonies pourront être à nouveau autorisés à se faire accompagner par leur famille.

Cette autorisation restera, toutefois, subordonnée aux conditions ci-dessous :

1<sup>o</sup> — Les familles ne seront embarquées en même temps que le chef de famille que dans la mesure des places disponibles à bord.

En conséquence, le chef du service colonial, intéressé fera connaître en temps voulu et télégraphiquement, s'il y a lieu, aux militaires ayant reçu l'autorisation de partir avec leur famille si l'embarquement de celle-ci peut avoir lieu.

Dans la négative, il leur précisera la date à laquelle leur famille pourra être mise en route.

2<sup>o</sup> — Pour certaines colonies, les autorisations continueront à n'être accordées par le département qu'après consultation préalable du gouverneur intéressé. Pour éviter toute perte de temps, et en raison du délai très bref dont disposent actuellement les militaires désignés pour les colonies, ces consultations seront toujours effectuées par câblogramme.

D'autre part, les militaires « *hors-cadres* » en service aux colonies pourront désormais présenter des demandes en vue d'être autorisés à se faire rejoindre par leurs familles. Ces demandes seront transmises d'urgence au département (direction des services militaires — 1<sup>er</sup> bureau — 2<sup>e</sup> section) dans les conditions habituelles.

Pour le ministre et par ordre  
Le général,  
directeur des services militaires  
PELLET.

## Distinctions honorifiques

Circulaire n<sup>o</sup> 265 S. G.

Paris, le 6 novembre 1939.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

A MESSIEURS LES MINISTRES ET SOUS-SECRÉTAIRES  
D'ÉTAT.

L'octroi de toutes décorations autres que celles attribuées pour faits de guerre a été suspendu pendant la durée de la guerre 1914-1918. Il y a lieu de suivre la même règle pendant la durée de la guerre actuelle.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien adresser aux services relevant de votre Autorité, les instructions nécessaires pour qu'ils ne vous saisissent de propositions de décorations ou de propositions qu'en faveur des militaires ou des civils qui se seraient distingués à l'occasion de faits de guerre, ou qui auraient reçu des blessures de guerre.

(1) — Personnel du service de santé, de la gendarmerie, etc. . . .

La présente circulaire ne concerne que les décorations accordées au titre français, les décorations à titre étranger restant toujours possibles dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Pour le président du conseil,  
Le conseiller d'Etat.  
secrétaire général de la présidence  
M. OUDINOT.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## Budget 1940

Télégramme-lettre n<sup>o</sup> 2444.Messieurs les présidents  
des Sociétés Indigènes de Prévoyance

Lomé,  
Tsévié,  
Anécho,  
Klouto,  
Atakpamé,  
Lama-Kara,  
Mango.

L'article 19 de l'arrêté n<sup>o</sup> 552 du 7 octobre 1937, modifié par l'arrêté n<sup>o</sup> 116 du 24 février 1938, prévoit que les projets de budget doivent être arrêtés par les assemblées générales en temps utile pour parvenir au Commissaire de la République deux mois avant la clôture de l'exercice en cours.

Par ailleurs, mon télégramme-lettre n<sup>o</sup> 1066 du 20 mai 1938 vous précisait mes instructions en ce qui concerne la date d'envoi au chef-lieu de ces documents, et que je vous rappelle ci-après :

« Je désire que les importants retards apportés cette année à l'approbation des budgets, retards qui n'ont pas été sans gêner votre activité, ne se reproduisent plus.

Aussi je tiens à préciser dès à présent que j'attacherai du prix à recevoir en triple exemplaire :

1<sup>o</sup> — Avant le 15 novembre 1938 les budgets 1939 établis après avis des conseillers techniques, délibérations des sections, du conseil d'administration et de l'assemblée générale; ces documents devront être appuyés d'un plan de campagne agricole établi par section ».

Pour 1939, malgré ces prescriptions, la plupart des budgets ne me sont parvenus que dans le courant du mois de décembre 1938.

Il ne m'est pas besoin d'insister sur les multiples inconvénients que présente une telle façon de procéder.

Les projets étudiés préalablement par le bureau des affaires économiques, par le bureau des finances, sont soumis ensuite à l'examen de la commission de surveillance avant d'être présentés à mon approbation.

En supposant qu'aucune observation ne soit formulée, les budgets, s'ils parviennent trop tard au chef-lieu, ne peuvent être rendus exécutoires avant l'ouverture du nouvel exercice. Mais, si les projets sont rejetés pour des causes quelconques ainsi qu'il est arrivé pour la plupart de ceux concernant l'exercice 1938, l'approbation définitive ne peut guère intervenir avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année suivante.

Dans l'incertitude d'une part du montant des fonds dont vous pouvez disposer et d'autre part des travaux que vous serez autorisés à réaliser, votre action se trouve paralysée pendant plusieurs mois sans motif autre que celui du retard apporté dans la présentation de vos projets.

Je vous prie, en conséquence, pour le prochain budget, au moment où la métropole du fait de ses besoins pour la Défense Nationale nous prescrit d'intensifier la production, de vous conformer strictement à mes instructions de 1938.

D'autre part je vous signale que, comme pour l'exercice 1939, il ne pourra être question pour 1940 de l'attribution de subventions pour assurer l'équilibre de vos budgets.

Au cours de l'année actuelle une aide substantielle, s'élevant au total pour le Territoire à plus de 500.000 francs, a été accordée aux Sociétés Indigènes de Prévoyance pour un montant total de cotisations de 600.000 francs. Il vous appartiendra de poursuivre votre action au moyen des sommes ainsi mises à votre disposition et dont une grande partie n'a pas été encore utilisée au cours de cette année.

Par ailleurs, je vous rappelle l'existence du Fonds Commun des Sociétés Indigènes de Prévoyance dont le budget pour 1940 va être établi incessamment dès que les propositions dont je vous ai demandé l'envoi par mon télégramme-officiel-circulaire n° 486 me seront parvenues.

Ce fonds s'élève actuellement en chiffres ronds à 700.000 francs.

Son principal but, ainsi que vous le savez, est, en dehors des prêts qu'il peut consentir, d'acquérir du matériel, de procéder à des essais, d'assurer l'exécution de travaux d'intérêt collectif ayant pour but l'amélioration des conditions de culture ou d'élevage dans l'intérêt commun et de faciliter, en un mot, d'une façon générale les opérations et le fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance.

Il vous appartiendra, en conséquence, d'alléger les dépenses de vos budgets en demandant l'aide du fonds commun dans le cadre fixé ci-dessus et notamment en ce qui concerne des achats de matériel agricole.

De plus j'attire votre attention sur la nécessité qui s'impose pour le prochain budget et ceux des exercices à venir, de prévoir d'une part le remboursement des avances consenties au cours des années écoulées par le budget local et d'autre part l'amortissement de votre matériel dont les valeurs d'inventaire figurant actuellement à vos comptes de gestion ne correspondent plus à la réalité.

Lomé, le 19 novembre 1939.

*Le gouverneur des colonies*  
*Commissaire de la République au Togo,*  
L. MONTAGNÉ.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis n° 30 aux navigateurs aériens

Les navigateurs aériens sont avisés que des travaux d'aménagement des pistes d'atterrissage sont en cours sur l'aérodrome de Bangui :

1° — La piste principale nord-sud de 900<sup>m</sup> × 40 est portée à 1.100<sup>m</sup> × 50 mètres.

2° — Une piste est-ouest de 800<sup>m</sup> × 40 en latérite est en construction.

La zone des travaux est balisée de jour seulement par des drapeaux rouges encadrant les zones dangereuses.

*L'ancienne piste nord-sud de 900<sup>m</sup> × 40 est seule praticable.*

Un examen attentif du terrain avant d'atterrir est recommandé jusqu'à nouvel avis.

### DOMAINES

#### Avis de demande d'immatriculation

##### *au livre foncier du territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur sousigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1109, déposée le 3 novembre 1939 le sieur Afatchao Hlamé, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Vokoutimé, cercle d'Anécho, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène ayant capacité suffisante aux fins des présentes, comme co-propriétaire, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire des consorts Sewoa Akowi Sakplato, se composant de :

- 1° — Afatchao Hlamé, âgé de 46 ans;
- 2° — Sewovi Vlavo-Komla, âgé de 50 ans;
- 3° — Thessi Ayoko Komla, âgée de 54 ans;
- 4° — Sewoavigan Hlamé, âgé de 36 ans;
- 5° — Messan Huvie, âgé de 46 ans;
- 6° — Dovi Akoueté, âgé de 31 ans;
- 7° — Sewoavi-Kpé Akoueté, âgé de 32 ans;
- 8° — Akouélé Akoueté, âgée de 28 ans;
- 9° — Kayie Akoueté, âgée de 24 ans;

a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouvent des cases en ruines, d'une contenance totale de 4 ares 24 centiares, situé à Anécho, quartier Ella cercle d'Anécho et borné au nord, au sud et à l'ouest par terrain à la Mission catholique — Titre 111 d'Anécho — à l'est par la rue de la Mission.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père feu Sewoa Akowi Sakplato, de son vivant propriétaire, demeurant à Anécho, y décédé, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
PHILIPPE.

#### Œuvres de guerre

##### *Dons offerts au Comité du Togo de l'Association des Dames Françaises de la Croix Rouge de France.*

Report des dons reçus en septembre 1939 (parus au journal officiel du 16 octobre — page 527)	13.956,75
M.M. Paul Dotse, commerçant notable à Agou	500,—
Les agents du service de l'exploitation du chemin de fer	350,—
Quête faite le 12 novembre 1939 au cours d'un match au Stade de Lomé	1.904,55
Total	16.711,30



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

TERRITOIRE DU TOGO PLACE SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

CAHIERS DES CHARGES

*et conditions spéciales pour la fourniture de divers lots de matières et objets énumérés  
à l'article premier nécessaires au service des Transports  
du Togo pour l'exercice 1940.*

ARTICLE \* PREMIER — OBJET DE LA FOURNITURE — Le présent cahier des charges concerne la fourniture de divers lots de matières et objets nécessaires au Service des Transports du Togo.

La livraison de ces matières et objets devra avoir lieu au plus tard dans les délais ci-dessous après notification du marché.

Lot N° 1 —	Bois d'Europe . . . . .	150 jours
Lot N° 2 —	Bois coloniaux . . . . .	120 —
Lot N° 3 —	Peintures . . . . .	150 —
Lot N° 4 —	Cuirs — Peaux — Caoutchoucs — Matières textiles et filamenteuses.	180 —
Lot N° 5 —	Matériel de gréement . . . . .	180 —
Lot N° 6 —	Rechanges pour locomotive Nasmith et Wilson . . . . .	240 —
Lot N° 7 —	Rechanges pour locomotive H. S. P. type Mikado. . . . .	240 —
Lot N° 8 —	Rechanges pour locomotive H. S. P. de 15 tonnes . . . . .	240 —
Lot N° 9 —	Tubes en acier . . . . .	210 —
Lot N° 10 —	Rechanges pour wagons . . . . .	240 —
Lot N° 11 —	Rechanges pour machine à bois . . . . .	180 —
Lot N° 12 —	Rechanges pour diplotrys à voie métrique. . . . .	180 —
Lot N° 13 —	Matières et matériel de fonderie . . . . .	150 —
Lot N° 14 —	Produits chimiques et de nettoyage. . . . .	150 —
Lot N° 15 —	Toile goudronnée pour toiture de wagons . . . . .	150 —
Lot N° 16 —	Boulonnerie . . . . .	210 —
Lot N° 17 —	Visserie . . . . .	210 —
Lot N° 18 —	Clous — Goupilles — Pions — Pointes — Rivets . . . . .	210 —
Lot N° 19 —	Fers profilés divers . . . . .	210 —
Lot N° 20 —	Tôles d'acier . . . . .	240 —
Lot N° 21 —	Aciers divers . . . . .	240 —
Lot N° 22 —	Métaux divers . . . . .	240 —
Lot N° 23 —	Matériaux de construction . . . . .	180 —
Lot N° 24 —	Matériel d'adduction d'eau . . . . .	210 —
Lot N° 25 —	Matériel de voie . . . . .	210 —
Lot N° 26 —	Quincaillerie . . . . .	210 —
Lot N° 27 —	Matières non classées . . . . .	180 —
Lot N° 28 —	Brosses et pinceaux . . . . .	180 —
Lot N° 29 —	Outillage divers . . . . .	210 —
Lot N° 30 —	Alésoirs — Fraises — Tarauds — Forêts . . . . .	210 —
Lot N° 31 —	Limes et Rapès . . . . .	210 —

**ART. 2. — FORME DU MARCHÉ — DATE ET LIEU** — Le marché pour ces fournitures sera passé sous forme d'adjudication publique avec concurrence et publicité le 29 février 1940 à 8 heures suivant les règles fixées aux conditions générales arrêtées le 25 août 1938 par le Commissaire de la République.

**ART. 3. — PERSONNES ADMISES A CONCOURIR** — Ne seront admis à prendre part à l'adjudication que les fournisseurs ou sociétés présentant toutes les garanties de solvabilité, de moralité et de capacité professionnelle.

Les références à fournir à cet effet devront être remises au chef du service des transports avant le 15 Février 1940 à 9 heures.

L'administration n'est pas tenue à faire connaître les motifs de son refus à concourir.

**ART. 4. — SOUMISSIONS** — Les soumissions sont établies sur papier timbré et placées sous enveloppe close.

Elles seront autant que possible conforme au modèle annexe au cahier des charges spéciales et ne contenir en aucun cas des clauses restrictives.

Elles seront présentées par lot et indiqueront les noms des personnes, les raisons sociales ou autres dénominations des sociétés commerciales qui se présenteront comme soumissionnaires leur domicile, etc.

La souscription de l'enveloppe contenant la soumission portera l'indication de la fourniture et de la date de d'adjudication.

Les soumissions seront accompagnées des pièces indiquées aux articles 19 et 26 du cahier des charges et conditions générales.

Ces diverses pièces ainsi que l'enveloppe contenant la soumission sont renfermées dans une autre enveloppe également close.

**ART. 5. — DIVERS MODES DE REMISES DES SOUMISSIONS** — Les soumissions sont remises suivant les règles fixées à l'article 29 des conditions générales.

Tout soumissionnaire devra être présent à la séance ou s'y faire représenter par une personne ayant pouvoir de signer le procès-verbal d'adjudication.

Une même personne ne pourra représenter qu'un soumissionnaire.

**ART. 6. — CAUTIONNEMENT** — Etant donné la nature de l'adjudication il ne sera pas exigé de cautionnement provisoire.

Un cautionnement définitif de 1/30<sup>e</sup> de la valeur connue de la fourniture sera réalisé dans les formes prescrites par les articles 9 et 11 des conditions générales du 25 août 1938.

La réalisation du cautionnement définitif devra être effectuée dans les dix jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

**ART. 7. — DOMICILE DU FOURNISSEUR** — Le fournisseur est tenu de faire élection de domicile à Lomé ou de s'y faire représenter par un fondé pouvoir.

Faute par lui d'avoir rempli cette obligation dans un délai de 20 jours à partir de l'approbation du marché, les notifications relatives à sa fourniture seront valablement faites à la Mairie de Lomé.

**ART. 8. — LIEU DE LIVRAISON** — La fourniture sera livrée aux magasins d'approvisionnement du service des transports du Togo. Les prix des concurrents s'entendent marchandises livrées au point ci-dessus.

**ART. 9. — RECEPTION — TOLERANCE** — La réception sera prononcée par une commission désignée par Monsieur le chef du service des transports du Togo, sous-ordonnateur du budget annexe du chemin de fer.

La réception sera effectuée suivant les prescriptions déterminées aux conditions générales.

Il sera admis une tolérance de 5 % en plus ou en moins sur les quantités prévues au marché.

**ART. 10. — PENALITE** — Dans le cas où les fournitures ne seront pas livrées dans le délai fixé à l'article 1 du cahier des charges, le fournisseur serait passible d'une pénalité de un franc pour mille francs et par jour de retard à compter du lendemain du jour où la livraison aurait dû être effectuée.

**ART. 11. — PAIEMENT** — Le paiement de la fourniture aura lieu à Lomé par les soins du service du trésor du Territoire après chaque livraison, sur présentation d'une facture en double expédition, dont une timbrée et dûment arrêtée en toutes lettres.

ART. 12. — PRIX DÉTAILLÉS — Les prix détaillés rigoureusement exacts de chaque lot exprimés par article tant en quantité qu'en valeur suivant les unités de base de système métrique, devront être adressés par l'adjudicataire à la comptabilité-matières, un mois après notification du marché.

ART. 13. — TIMBRE ET ENREGISTREMENT — Les frais de timbres et d'enregistrement des deux exemplaires du marché (primata et duplicata) sont à la charge du fournisseur qui devra en outre produire six copies lisiblement écrites ou dactylographiées ou imprimées de tous les éléments constituant ledit marché.

ART. 14. — APPROBATION DE L'ADJUDICATION — L'adjudication ne sera valable qu'après approbation du Commissaire de la République ou de son délégué.

ART. 15. — REFERENCES AUX CONDITIONS GÉNÉRALES — Les conditions générales arrêtées le 25 août 1938 par le Commissaire de la République et dont le fournisseur déclare avoir connaissance sont applicables à la présente fourniture, en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations du présent cahier des charges.

ART. 16. — CONTESTATIONS — Les contestations que soulèverait l'exécution de cette fourniture seront réglées administrativement.

ART. 17. — PUBLICITÉ — Le présent cahier des charges sera inséré au journal officiel du Territoire.

\* \* \*

LOT N° 1  
**Bois d'Europe**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Chevrans sapin de 0,08 × 0,08 × 5 mètres . . . . .	Nombre	100
2	Chevrans sapin de 0,12 × 0,08 × 5 mètres . . . . .	—	100
3	Chevrans sapin de 0,10 × 0,10 × 5 mètres . . . . .	—	50
4	Lames de persienne sapin 0,015 × 0,10 × 5 mètres . . . . .	—	100
5	Madrier sapin de 0,22 × 0,075 × 5 mètres . . . . .	—	50
6	Madrier sapin de 0,22 × 0,075 × 6 mètres . . . . .	—	50
7	Basting sapin de 0,15 × 0,075 × 6 mètres . . . . .	—	50
8	Planches sapin de 0,22 × 0,027 × 5 mètres . . . . .	—	100
9	Planches sapin de 0,22 × 0,035 × 5 mètres . . . . .	—	100
10	Planches sapin de 0,22 × 0,04 × 5 mètres . . . . .	—	50
11	Liston cintré en frêne (suivant dessin) . . . . .	—	50

*Conditions et spécifications techniques*

La spécification technique n° 30 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français est applicable à la présente fourniture.

\* \* \*

LOT N° 2  
**Bois coloniaux**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Planches Dabema de 0,22 × 0,032 × 5 mètres . . . . .	Nombre	100
2	Planches Dabema de 0,22 × 0,022 × 5 mètres . . . . .	—	100
3	Planches Dabema de 0,22 × 0,04 × 5 mètres . . . . .	—	40

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉ
4	Chevron Dabema de $0,12 \times 0,08 \times 5$ mètres.	Nombre	40
5	Madriers Dabema de $0,22 \times 0,075 \times 5$ mètres	—	20
6	Traverse Dabema pour aiguillage de $0,20 \times 0,16 \times 3m.50$	—	20
7	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 3m.40$	—	20
8	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 3m.25$	—	20
9	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 3$ mètres.	—	20
10	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 2m.80$	—	20
11	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 2m.60$	—	20
12	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 2m.50$	—	20
13	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 2m.20$	—	24
14	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 2$ mètres	—	24
15	Traverse Dabema de $0,20 \times 0,16 \times 1m.80$	—	100
16	Traverse Dabema pour pont de $0,24 \times 0,20 \times 1m.80$	—	100
17	Traverse Dabema pour pont de $0,24 \times 0,20 \times 3m.50$	—	40
18	Traverse Dabema pour pont de $0,24 \times 0,10 \times 5$ mètres	—	120
19	Planches iroko de $0,15 \times 0,037 \times 2m.50$	—	200
20	Planches iroko de $0,11 \times 0,025 \times 5$ mètres.	—	100
21	Planches iroko de $0,15 \times 0,037 \times 3$ mètres.	—	200
22	Planches iroko de $0,22 \times 0,027 \times 5$ mètres.	—	200
23	Planches iroko de $0,22 \times 0,035 \times 5$ mètres.	—	20
24	Chevron iroko de $0,10 \times 0,10 \times 5$ mètres	—	20
25	Chevrans iroko pour quilles de $0,08 \times 0,13 \times 8$ mètres	—	40
26	Madrier iroko de $0,15 \times 0,08 \times 5$ mètres	—	20
27	Madrier iroko de $0,22 \times 0,08 \times 6$ mètres	—	30
28	Madrier iroko de $0,22 \times 0,075 \times 5$ mètres	—	20
29	Madrier iroko de $0,08 \times 0,20 \times 6$ mètres	—	40
30	Plateau iroko pour étrave de $0,15 \times 0,60 \times 2m.50$	—	40
31	Planches Ayous ou Samba de $0,11 \times 0,018 \times 6$ mètres.	—	400
32	Planches Ayous ou Samba de $0,11 \times 0,018 \times 4$ mètres.	—	300
33	Planches Ayous ou Samba de $0,22 \times 0,022 \times 6$ mètres.	—	100

### *Conditions et spécifications techniques*

Les spécifications techniques du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la présente fourniture.

### LOT N° 3 **Peintures**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Coaltar fût de 200 kg. environ (poids net)	Kg.	6.200
2	Goudron végétal pour goudronnage des bois, fût de 100 kg.	—	400
3	Huile de lin cuite, bidon de 25 kg. net	—	1.700
4	Essence de Térébenthine, bidon de 10 kg. net	—	1.100
5	Blanc de zinc, broyé à l'huile, boîte de 25 kg. net.	—	2.700
6	Peinture blanche broyée à l'huile, boîte de 25 kg. net	—	350
7	Peinture brune rouge, boîte de 25 kg. net	—	600
8	Peinture gris-moyen, boîte de 25 kg. net	—	1.250

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
9	Peinture noire préparée, boîte de 25 kg. net . . . . .	Kilo	160
10	Ripolin blanc de neige, boîte de 1 kg. net. . . . .	—	2
11	Minium alumino-ferreux en pâte, bidon de 20 kg. net. . . . .	—	400
12	Minium de plomb en poudre, boîte de 25 kg. net . . . . .	—	700
13	Minium de fer en poudre, boîte de 25 kg. net . . . . .	—	250
14	Carbonyl, bidon de 25 kg. net . . . . .	—	200
15	Blanc d'Espagne, bidon de 20 kg. net. . . . .	—	160
16	Siccatif liquide, bidon de 10 kg. net . . . . .	—	150
17	Chaux vive, fût de 50 kg. net. . . . .	—	2.350
18	Ocre jaune en poudre pour badigeon, baril de 25 kg. . . . .	—	600
19	Ocre rouge en poudre pour badigeon, baril de 25 kg. . . . .	—	50
20	Ocre bleu en poudre pour badigeon, baril de 25 kg. . . . .	—	50
21	Ocre vert-clair en poudre pour badigeon, baril de 25 kg. . . . .	—	50
22	Noir de fumée en poudre, boîte de 25 kg. . . . .	—	150
23	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin jaune de chrome bouton d'or, baril de 25 kg. . . . .	—	110
24	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin vert de chrome bouton d'or, baril de 25 kg. . . . .	—	50
25	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin Ocre jaune supé- rieur, baril de 25 kg. . . . .	—	125
26	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin Ocre rouge supé- rieur, baril de 25 kg. . . . .	—	100
27	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin vert wagon, baril de 25 kg. . . . .	—	50
28	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin vert clair, baril de 25 kg. . . . .	—	50
29	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin Bleu d'outre-mer, baril de 25 kg. . . . .	—	50
30	Couleur en poudre pour peinture à l'huile de lin Noir d'Ivoire fin, baril de 20 kg. . . . .	—	60

### *Conditions et spécifications techniques*

Les spécifications techniques N°s 163, 167, 234, 235, 238, 239, 240, 241, 245, 247, 248 et 251 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la fourniture.

Le goudron végétal destiné au goudronnage des bois proviendra de la distillation de bois résineux; il sera parfaitement pur.

Le goudron minéral ou coaltar à base de houille sera complètement purgé de sels amoniacaux et d'huiles essentielles. Il sera liquide, sans aucun mélange de sable ou de toute autre matière étrangère.

\* \*

\*

### LOT N° 4

### **Cuirs — Peaux — Caoutchouc — Matières textiles et filamenteuses**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Croupon cuir gras épaisseur 6 <sup>m/m</sup> (15 kg. environ) . . . . .	Nombre	6
2	Croupon cuir gras de 8 à 10 <sup>m/m</sup> d'épaisseur . . . . .	—	1



N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
3	Croupon cuir sec . . . . .	Nombre	1
4	Caoutchouc blanc pour joints épaisseur 6 <sup>m/m</sup> . . . . .	m2	4
5	Caoutchouc blanc pour joints épaisseur 4 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	4
6	Caoutchouc blanc pour joints épaisseur 3 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	2
7	Caoutchouc blanc pour joints épaisseur 2 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
8	Caoutchouc blanc pour joints épaisseur 10 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
9	Caoutchouc blanc en feuille pour clapet de crépine épaisseur 15 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
10	Tresse amiante graphitée carrée 5 <sup>m/m</sup> . . . . .	Kg.	3
11	Tresse amiante graphitée carrée 8 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	3
12	Tresse amiante graphitée de 8 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	15
13	Tresse amiante graphitée de 12 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	20
14	Tresse amiante graphitée de 18 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	30
15	Tresse amiante carrée de 15 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	15
16	Tresse amiante suifée ronde 2 <sup>m/m</sup> de diamètre . . . . .	—	3
17	Tresse amiante suifée ronde 4 <sup>m/m</sup> de diamètre . . . . .	—	3
18	Joints comprimés amiante et caoutchouc en feuille de 1m. × 1m. × 1 <sup>m/m</sup> d'épaisseur . . . . .	Feuille	2
19	Joints comprimés amiante et caoutchouc en feuille de 1m. × 1m. × 2 <sup>m/m</sup> d'épaisseur . . . . .	—	2
20	Joints pour autoclave en tresse d'amiante armée de 30 × 15 <sup>m/m</sup> . . . . .	Mètre	20
21	Joints pour autoclave, en tresse d'amiante armée de 15 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	20
22	Amiante en feuille de 4 <sup>m/m</sup> de 1m. × 1 mètre . . . . .	Feuille	2
23	Cordonnet amiante de 4 <sup>m/m</sup> . . . . .	Kgs.	10
24	Cordonnet amiante de 6 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	6
25	Tuyau caoutchouc insertion 4 toiles, spirale noyée, diamètre intérieur 45 <sup>m/m</sup> en longueur de 10 mètres . . . . .	Mètre	20
26	Tuyau caoutchouc insertion 4 toiles, diamètre intérieur 27 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	20
27	Tuyau caoutchouc entoilé 9 × 16 spéciale pour acétylène et oxygène . . . . .	—	20
28	Tuyau caoutchouc de 30 <sup>m/m</sup> de diamètre intérieur . . . . .	—	100
29	Déchet de coton (Balle de 100 kg.) . . . . .	Kg.	3.200
30	Garniture de laine pour tampon de 115 × 90 × 25 . . . . .	Nombre	400
31	Garniture de laine pour tampon de 120 × 70 × 25 . . . . .	—	150
32	Garniture de laine pour tampon de 130 × 100 × 25 . . . . .	—	600
33	Garniture de laine pour tampon de 155 × 130 × 25 . . . . .	—	30
34	Garniture de laine pour tampon de 160 × 110 × 25 . . . . .	—	50
35	Garniture de laine pour tampon de 200 × 120 × 25 . . . . .	—	30
36	Garniture de laine pour tampon de 230 × 120 × 25 . . . . .	—	30
37	Laine en écheveaux pour tampon graisseur . . . . .	Kg.	20
38	Vieux chiffons . . . . .	—	150

### *Conditions et spécifications techniques*

Les spécifications techniques N°s 77, 78, 98 et 125 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la présente fourniture.

**LOT N° 5**  
**Matériel de Gréement**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Filin manille de 22 <sup>m/m</sup> de diamètre à 3 torons et en rouleau de 50 mètres	Rouleau	6
2	Filin manille de 22 <sup>m/m</sup> de diamètre à 4 torons et en pièces de 200 mètres	—	10
3	Filin manille de 40 <sup>m/m</sup> de diamètre à 4 torons et en pièces de 200 mètres	—	25
4	Filin manille de 16 <sup>m/m</sup> de diamètre à 4 torons et en pièces de 200 mètres	—	40
5	Filin manille de 5 <sup>m/m</sup> de diamètre et en pièces de 200 mètres . . . . .	—	10
6	Fil à voile en bobine, de 1 <sup>m/m</sup> 3 de diamètre . . . . .	Kilo	2
7	Câble extra souple galvanisé de 10 <sup>m/m</sup> de diamètre en pièces de 100 mètres . . . . .	Pièces	4
8	Câble en fil d'acier rigide zingué de 25 <sup>m/m</sup> de diamètre en pièces de 200 mètres . . . . .	—	2
9	Câble en fil d'acier souple de 15 <sup>m/m</sup> de diamètre en pièces de 200 mètres	—	2

*Conditions et spécifications techniques*

Les spécifications techniques N° 44 et 218 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la présente fourniture.

**LOT N° 6**

**Rechange pour locomotives Nasmith et Wilson**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Boîte à clapet d'alimentation (boiler feed valve) complète droite	Nombre	2
2	Boîte à clapet d'alimentation (boiler feed valve) complète gauche	—	2
3	Tampon autoclave pour flanc de boîte à feu suivant plan N° Z. 4.080/51	—	8
4	Tampon autoclave pour arrondis de plaque A. R. de boîte à feu . . . . .	—	8
5	Crochet de traction A. V. pou. locomotive . . . . .	—	2
6	Crochet de traction pour tender . . . . .	—	2
7	Boisseau pour tampon de choc suivant plan N° Z. 131 A. . . . .	—	4

*Conditions et spécifications techniques*

Ces pièces seront exécutées suivant les meilleures règles de l'art; les matières employées pour leur confection devront répondre aux conditions des spécifications techniques unifiées des grands réseaux français. Elles devront s'adapter sans retouches aux machines auxquelles elles sont destinées.

## LOT N° 7

**Rechange pour locomotive H. S. P. type Mikado**

Livrée en exécution du marché A. G. C. N° 1510 du 26 juin 1925

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Robinet inférieur indicateur de niveau d'eau . . . . .	Nombre	4
2	Robinet supérieur indicateur de niveau d'eau . . . . .	—	4
3	Tuyères pour injecteurs . . . . .	Jeux	8

*Conditions et spécifications techniques*

Ces pièces seront exécutées suivant les meilleures règles de l'art; les matières employées pour leur confection devront répondre aux conditions des spécifications techniques unifiées des grands réseaux français. Elles devront s'adapter sans retouches aux machines auxquelles elles sont destinées

\* \*

\*

## LOT N° 8

**Rechange pour locomotive H. S. P. de 15 tonnes**

A vide livrée en exécution du marché N° 1917 A. G. C. du 14 septembre 1923

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tuyères pour injecteurs . . . . .	Jeux	4
2	Robinet purgeur de niveau d'eau . . . . .	Nombre	4
3	Graisseur Roscoé . . . . .	—	1
4	Robinet pour sifflet . . . . .	—	4

*Conditions et spécifications techniques*

Ces pièces seront exécutées suivant les meilleures règles de l'art; les matières employées pour leur confection devront répondre aux conditions des spécifications techniques unifiées des grands réseaux français. Elles devront s'adapter sans retouches aux machines auxquelles elles sont destinées.

\*

\* \*

## LOT N° 9

**Tubes en acier**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tubes en acier sans soudure, pour vapeur, diamètre $80 \times 73^{m/m}$ , longueur 4 mètres . . . . .	Nombre	1
2	Tubes en acier sans soudure, pour vapeur, diamètre $110 \times 102^{m/m}$ , longueur 4 mètres . . . . .	—	1
3	Tubes en acier sans soudure, pour vapeur, diamètre $115 \times 105^{m/m}$ , longueur 4 mètres . . . . .	—	2

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
4	Tubes en acier sans soudure, pour vapeur, diamètre $135 \times 125^{m/m}$ , longueur 4 mètres	Nombre	1
5	Tubes en acier sans soudure, pour vapeur, diamètre $142 \times 130^{m/m}$ , longueur 3 mètres	—	1

### *Conditions et spécifications techniques*

La spécification technique N° 22 du cahier des charges unifié des réseaux des chemins de fer français est applicable à la présente fourniture.

### LOT N° 10

### **Rechanges pour wagons**

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Boisseau de buttoir, suivant plan N° 10.005	Nombre	12
2	Ressort de choc et de traction, suivant plan N° 10.007	—	70

### *Conditions et spécifications techniques*

Ces pièces seront exécutées suivant les meilleures règles de l'art; les matières employées pour leur confection devront répondre aux conditions des spécifications techniques unifiées des grands réseaux français. Elles devront s'adapter sans retouches aux machines auxquelles elles sont destinées.

### LOT N° 11

### **Rechanges pour machine à bois**

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Lames pour raboteuse, dégauchisseuse, plan N° R. C. 39 bis	Nombre	6
2	Lames de scie à ruban, denture couchée fond arrondi pour bois sec, brasée et affûtée, longueur 6m.50, largeur $15^{m/m}$ , écartement denture $4^{m/m}$	—	2
3	Lames de scie à ruban, denture couchée fond arrondi pour bois sec, brasée et affûtée, longueur 6m.50, largeur $40^{m/m}$ , écartement denture $10^{m/m}$	—	4
4	Lames de scie à ruban, denture à gencive pour bois sec, fond arrondi brasée et affûtée, longueur 7m.20, largeur $40^{m/m}$ , écartement denture $10^{m/m}$	—	6
5	Lames de scie à ruban, denture à gencive pour bois sec, fond arrondi brasée et affûtée, longueur 7m.20, largeur $60^{m/m}$ , écartement denture $14^{m/m}$	—	6

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
6	Lames de scie à ruban, denture à gencive pour bois dur, brasée et affûtée, longueur 7m.20, largeur 50 <sup>m/m</sup> écartement denture 16 <sup>m/m</sup> . . .	Nombre	4
7	Lames de scie à ruban, denture à gencive pour bois dur, brasée et affûtée, longueur 7m.20, largeur 60 <sup>m/m</sup> écartement denture 20 <sup>m/m</sup> . . .	—	4
8	Garniture caoutchouc pour volants de scie à ruban de 6m.900 de diamètre, largeur 60 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	6
9	Colle spéciale pour fixation de garnitures caoutchoucs pour volants de scie à ruban en boîte de 1 kilo . . . . .	Boîte	1
10	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 10 <sup>m/m</sup> longueur 200 <sup>m/m</sup> . . . . .	Nombre	1
11	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 15 <sup>m/m</sup> longueur 200 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
12	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 20 <sup>m/m</sup> longueur 250 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
13	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 25 <sup>m/m</sup> longueur 200 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
14	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 30 <sup>m/m</sup> longueur 250 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
15	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 45 <sup>m/m</sup> longueur 220 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
16	Acier spécial pour lames de toupie épaisseur 6 <sup>m/m</sup> , largeur 50 <sup>m/m</sup> longueur 250 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
17	Monture pour scie circulaire oscillante avec bague de réglage gradué et clé pour arbre de toupie de 40 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	1
18	Lame de scie pour monture ci-dessus, diamètre 200 <sup>m/m</sup> épaisseur 25/10 . . . . .	—	6

### *Conditions et spécifications techniques*

Tous ces articles seront de la meilleure qualité et exécutés suivant les meilleures règles de l'art.

La spécification technique N° 263 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français est applicable à la fourniture des lames de scie.

### LOT N° 12

### **Rechanges pour diplorlys à voie métrique**

*Provenant de la maison « les fils Collet »*

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Roues complètes de 170 <sup>m/m</sup> de diamètre sur roulement montées sur axe de 170 <sup>m/m</sup> de longueur — (230 <sup>m/m</sup> de longueur y compris les extrémités filetées) avec roulement à billes et rondelles feutrées, bagues etc... — suivant plan . . . . .	Nombre	6
2	Roulements à billes pour roues ci-dessus . . . . .	—	12
3	Axes de roulements pour roues ci-dessus . . . . .	—	6



*Conditions et spécifications techniques*

Ces articles seront de la meilleure qualité commerciale, exempts de tout défaut nuisible à leur emploi. Ils devront être exécutés conformément au dessin remis au fournisseur.

## LOT N° 13

**Matières et matériel de fonderie**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Argile réfractaire, en baril de 200 kg. net . . . . .	Kg.	1.400
2	Sable de fonderie en baril de 200 kg. net . . . . .	—	1.000
3	Creuset en plombagine de 80 kg. suivant plan N° 1.935/7 . . . . .	Nombre	10
4	Briques réfractaires de 215 <sup>m/m</sup> × 110 <sup>m/m</sup> × 65 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	300

*Conditions et spécifications techniques*

Tous ces articles seront de la meilleure qualité commerciale. La spécification technique N° 114 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français est applicable à la présente fourniture.

## LOT N° 14

**Produits chimiques et de nettoyage**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Prussiate de potasse . . . . .	Kgs.	25
2	Potasse caustique . . . . .	—	430
3	Borax en morceaux . . . . .	—	6
4	Sel amoniac en morceaux . . . . .	—	6
5	Acide chlorhydrique . . . . .	Litre	20
6	Savon blanc de Marseille 72% en morceaux de 500 grammes . . . . .	Kgs.	50
7	Savon mou noir, boîte de 5 kg. . . . .	—	50
8	Poudre à cémenter « WHITERITE » (cément de caron) pour cémentation en vase clos. (sac de 25 kg.) . . . . .	—	100
9	Brillant métaux, boîte de 80 c/litre environ . . . . .	Boîte	65
10	Alcool à brûler . . . . .	Litre	19
11	Encaustique pour meuble, boîte de 1 kg. . . . .	Boîte	15
12	Alun . . . . .	Kg.	200

*Conditions et spécifications techniques*

Tous ces produits seront de la meilleure qualité commerciale. Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur emploi.

## LOT N° 15

**Toile goudronnée pour toiture de wagons**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Toile goudronnée pour toiture de wagon, en rouleau de 21 mètres de longueur et 2m.70 de largeur — suivant échantillon . . . . .	Rouleau	12

*Conditions et spécifications techniques*

La toile goudronnée devra être conforme à l'échantillon remis sur demande au fournisseur

## LOT N° 16

**Boulonnerie**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Boulons bruts tête ronde, collet court carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 100 . . . . .	Cent	1
2	Boulons bruts tête ronde, collet court carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 150 . . . . .	—	1
3	Boulons bruts tête ronde, collet court carré, serrant sur bois, diamètre 12 longueur sous tête 200 . . . . .	—	1
4	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12 longueur 50 . . . . .	—	4
5	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12, longueur 60 . . . . .	—	2
6	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12, longueur 100 . . . . .	—	1
7	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 12, longueur 150 . . . . .	—	1
8	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 14, longueur 150 . . . . .	—	1
9	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou carré serrant sur bois, diamètre 14, longueur 180 . . . . .	—	1
10	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 20 . . . . .	—	1
11	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 50 . . . . .	—	1
12	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 60 . . . . .	—	3
13	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 25 . . . . .	—	5
14	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 35 . . . . .	—	4
15	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 50 . . . . .	—	3
16	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 60 . . . . .	—	3

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
17	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 70 . . . . .	Cent	1
18	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 80 . . . . .	—	3
19	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 14, longueur 35 . . . . .	—	1
20	Boulons bruts tête fraisée avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 18, longueur 25 . . . . .	—	2
21	Boulons de charpente tête fraisée et fendue avec écrou et contre écrou carrés, à livrer avec une rondelle par boulon — diamètre 10 <sup>m/m</sup> longueur 150 <sup>m/m</sup> . . . . .	—	5
22	Boulons de charpente tête et écrou carrés, diamètre 20 <sup>m/m</sup> longueur 280 <sup>m/m</sup> , 2 rondelles par boulon . . . . .	—	2
23	Boulons de charpente tête et écrou carrés, diamètre 20 <sup>m/m</sup> , longueur 250 <sup>m/m</sup> , 2 rondelles par boulon . . . . .	—	½
24	Boulons de charpente tête et écrou carrés, diamètre 20 <sup>m/m</sup> , longueur 200 <sup>m/m</sup> , 2 rondelles par boulon . . . . .	—	½
25	Boulons de charpente tête et écrou carrés, diamètre 12 <sup>m/m</sup> , longueur 150 <sup>m/m</sup> , 2 rondelles par boulon . . . . .	—	½
26	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur sous tête 50 . . . . .	—	13
27	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur sous tête 25 . . . . .	—	2
28	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur sous tête 60 . . . . .	—	3
29	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur sous tête 70 . . . . .	—	3
30	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur sous tête 80 . . . . .	—	4
31	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 14, longueur sous tête 25 . . . . .	—	1
32	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 16, longueur sous tête 35 . . . . .	—	1
33	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 16, longueur sous tête 60 . . . . .	—	1
34	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur sous tête 60 . . . . .	—	6
35	Boulons bruts tête ronde, avec ergot, écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur sous tête 175 . . . . .	—	1
36	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 6, longueur 50 . . . . .	—	½
37	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 6, longueur 20 . . . . .	—	7
38	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 8, longueur 30 . . . . .	—	6
39	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 8, longueur 35 . . . . .	—	3
40	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 8, longueur 25 . . . . .	—	½
41	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 8, longueur 40 . . . . .	—	2
42	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 20 . . . . .	—	7
43	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 35 . . . . .	—	13
44	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 50 . . . . .	—	7½
45	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 60 . . . . .	—	1½
46	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 10, longueur 70 . . . . .	—	1
47	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 30 . . . . .	—	11
48	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 35 . . . . .	—	6
49	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 40 . . . . .	—	10

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
50	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 50.	Cent	8
51	Boulons tête et écrou 6 pans pas S. I. diamètre 12, longueur 60.	—	1
52	Boulons tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 12 longueur 160.	—	1
53	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 14, longueur 35	—	10
54	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 16, longueur 35	—	17
55	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 16, longueur 40	—	17
56	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 16, longueur 50	—	15
57	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 16, longueur 60	—	6 1/2
58	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 16, longueur 65	—	2
59	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 18, longueur 40	—	5
60	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 18, longueur 50	—	1
61	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 18, longueur 65	—	1
62	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 18, longueur 95	—	3
63	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 18, longueur 100	—	1
64	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 40	—	5
65	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 55	—	4
66	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 65	—	6
67	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 70	—	2
68	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 80.	—	2
69	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 95.	—	7
70	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 160.	—	1/2
71	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 240.	—	1/2
72	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 20, longueur 340.	—	1/2
73	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 22, longueur 55.	—	5
74	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 22, longueur 150.	—	2
75	Boulons bruts tête et écrou 6 pans, pas S. I. diamètre 24, longueur 110.	—	4
76	Boulons à ancre avec écrou 6 pans, pas S. I. suivant plan N° 4, diamètre 12, longueur sous tête 50.	—	20
77	Boulons à ancre avec écrou 6 pans, pas S. I. suivant plan N° 4, diamètre 12, longueur sous tête 60.	—	30
78	Boulons à ancre avec écrou 6 pans pas S. I. suivant plan N° 4, diamètre 12, longueur sous tête 70.	—	5
79	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 10 <sup>m/m</sup> .	—	3
80	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 12 <sup>m/m</sup> .	—	3
81	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 14 <sup>m/m</sup> .	—	4
82	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 16 <sup>m/m</sup> .	—	4
83	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 18 <sup>m/m</sup> .	—	4
84	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 20 <sup>m/m</sup> .	—	4
85	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 22 <sup>m/m</sup> .	—	4
86	Ecrous forgés 6 pans, pas S. I. diamètre filété 26 <sup>m/m</sup> .	—	1
87	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 11 <sup>m/m</sup> .	—	2
88	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 13 <sup>m/m</sup> .	—	3
89	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 15 <sup>m/m</sup> .	—	2
90	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 17 <sup>m/m</sup> .	—	4
91	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 19 <sup>m/m</sup> .	—	3
92	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 21 <sup>m/m</sup> .	—	3
93	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 23 <sup>m/m</sup> .	—	8
94	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 26 <sup>m/m</sup> .	—	8
95	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 31 <sup>m/m</sup> .	—	2
96	Rondelles fer noir découpé diamètre intérieur 47 <sup>m/m</sup> .	—	2
97	Boulons galvanisés tête fraisée de 10 × 150	Kg.	70
98	Boulons galvanisés tête fraisée de 10 × 180	—	40

*Conditions et spécifications techniques*

La spécification technique N° 1 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français est applicable à la présente fourniture.

\*  
\*  
\*  
LOT N° 17**Visserie**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Vis à bois en fer tête fraisée de 15 × 2 . . . . .	Cent	1
2	Vis à bois en fer tête fraisée de 20 × 3 . . . . .	—	4
3	Vis à bois en fer tête fraisée de 30 × 3 . . . . .	—	6
4	Vis à bois en fer tête fraisée de 30 × 4 . . . . .	—	4
5	Vis à bois en fer tête fraisée de 40 × 4 . . . . .	—	5
6	Vis à bois en fer tête fraisée de 50 × 5 . . . . .	—	5
7	Vis à bois en fer tête fraisée de 50 × 6 . . . . .	—	3
8	Vis à bois en fer tête fraisée de 60 × 6 . . . . .	—	2
9	Vis à bois en fer tête ronde de 30 × 3 . . . . .	—	2
10	Vis à bois en fer tête ronde de 40 × 5 . . . . .	—	2
11	Vis à bois en fer tête ronde de 50 × 5 . . . . .	—	2
12	Vis à bois en laiton tête fraisée de 15 × 2 . . . . .	—	1
13	Vis à bois en laiton tête fraisée de 20 × 3 . . . . .	—	1
14	Vis à bois en laiton tête fraisée de 25 × 3 . . . . .	—	2
15	Vis à bois en laiton tête fraisée de 30 × 3 . . . . .	—	2
16	Vis à bois en laiton tête fraisée de 40 × 4 . . . . .	—	4
17	Vis à bois en laiton tête fraisée de 40 × 5 . . . . .	—	4
18	Vis à bois en laiton tête fraisée de 50 × 5 . . . . .	—	2
19	Vis à bois en laiton tête fraisée de 60 × 6 . . . . .	—	2
20	Vis à bois en laiton tête ronde de 20 × 3 . . . . .	—	1
21	Vis à bois en laiton tête ronde de 25 × 4 . . . . .	—	1
22	Vis à bois en laiton tête ronde de 30 × 4 . . . . .	—	2
23	Vis à bois en laiton tête ronde de 40 × 5 . . . . .	—	4
24	Vis à bois en laiton tête ronde de 50 × 5 . . . . .	—	2
25	Vis à bois tête carrée en acier de 9 × 60 . . . . .	—	4
26	Vis à bois tête carrée en acier de 12 × 80 . . . . .	—	2
27	Vis à bois tête carrée en acier de 10 × 70 . . . . .	—	2
28	Vis à bois tête fraisée en acier de 3 × 15 . . . . .	—	4
29	Vis à bois tête fraisée en acier de 4 × 20 . . . . .	—	30
30	Vis à bois tête fraisée en acier de 4 × 25 . . . . .	—	12
31	Vis à bois tête fraisée en acier de 4 × 30 . . . . .	—	6
32	Vis à bois tête fraisée en acier de 5 × 25 . . . . .	—	8
33	Vis à bois tête fraisée en acier de 6 × 30 . . . . .	—	15
34	Vis à bois tête fraisée en acier de 7 × 60 . . . . .	—	2
35	Vis à bois tête ronde, en acier de 5 × 20 . . . . .	—	50
36	Vis à métaux en acier, tête fraisée pas S. 1., diamètre 10, longueur 20 . . . . .	—	2
37	Vis à métaux en acier, tête fraisée pas S. 1., diamètre 12, longueur 20 . . . . .	—	2
38	Vis à métaux, tête fraisée de 5 × 30 pas de 75 . . . . .	—	½
39	Vis à métaux, tête fraisée de 6 × 30 pas de 100 . . . . .	—	1
40	Vis à métaux, tête fraisée de 8 × 40 pas de 125 . . . . .	—	1
41	Vis à métaux de 6 × 30 tête ronde pas de 100 . . . . .	—	1
42	Vis à métaux en laiton tête fraisée de 18 × 25 pas de 250 . . . . .	—	1



N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
43	Vis à métaux tête fraisée en laiton de 8 × 20 pas de 150	Cent	1
44	Vis à métaux tête fraisés en laiton de 8 × 20 pas de 125	—	½
45	Vis à métaux en laiton tête fraisée pas S. I. 8 × 20	—	1
46	Vis à métaux en laiton tête fraisée pas S. I. 10 × 25	—	2
47	Vis à métaux en laiton tête fraisée pas S. I. 11 × 25	—	2
48	Vis à métaux en laiton tête fraisée pas S. I. 14 × 25	—	4
49	Vis à bois en cuivre T. P. de 5 × 60	—	6
50	Vis à bois en cuivre T. P. de 6 × 40	—	4
51	Vis à métaux en acier, tête 6 pans, pas S. I. diamètre 6, longueur sous tête 15	—	12
52	Vis à métaux en acier, tête 6 pans, pas S. I. diamètre 7, longueur sous tête 15	—	12
53	Vis à métaux en acier, tête 6 pans, pas S. I. diamètre 8, longueur sous tête 15	—	8
54	Vis à métaux en acier, tête 6 pans, pas S. I., diamètre 10, longueur sous tête 20	—	5
55	Vis à métaux en acier, tête 6 pans, pas S. I., diamètre 12, longueur sous tête 20	—	2
56	Vis à bois en laiton tête plate de 4 × 30	—	2
57	Vis à bois en laiton tête plate de 5 × 30	—	4

### *Conditions et spécifications techniques*

La spécification N° 1 du cahier des charges du réseau des chemins de fer français est applicable à la présente fourniture.

\*  
\* \* \*

### LOT N° 18

### **Glous — goupilles — pointes — pitons — rivets**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Clous de semencé cuivre de 10 <sup>m</sup> /m de longueur	Kg.	10
2	Goupilles fendues 2 × 25	Cent	4 ½
3	Goupilles fendues 4 × 35	—	½
4	Goupilles fendues 4 × 45	—	10 ½
5	Goupilles fendues 3 × 35	—	7
6	Goupilles fendues 5 × 55	—	35
7	Goupilles fendues 6 × 70	—	9
8	Goupilles fendues 7 × 80	—	4
9	Goupilles fendues 8 × 95	—	2
10	Goupilles conique, cône 2% fendues sur 1/3 de leur longueur 6 × 60	—	4
11	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 8/10, long. 15 <sup>m</sup> /m.	kg.	5
12	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 12/10, long. 20 <sup>m</sup> /m.	—	20
13	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 15/10, long. 20 <sup>m</sup> /m.	—	35
14	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 15/10, long. 25 <sup>m</sup> /m.	—	20
15	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 20/10, long. 30 <sup>m</sup> /m.	—	20
16	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 20/10, long. 40 <sup>m</sup> /m.	—	65

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
17	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 24/10, long. 40 <sup>m</sup> /m.	Kg.	55
18	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 27/10, long. 50 <sup>m</sup> /m.	—	137
19	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 30/10, long. 60 <sup>m</sup> /m.	—	180
20	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 30/10, long. 62 <sup>m</sup> /m.	—	25
21	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 30/10, long. 70 <sup>m</sup> /m.	—	50
22	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 34/10, long. 80 <sup>m</sup> /m.	—	90
23	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 35/10, long. 80 <sup>m</sup> /m.	—	50
24	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 50/10, long. 100 <sup>m</sup> /m.	—	80
25	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 50/10, long. 120 <sup>m</sup> /m.	—	20
26	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 54/10, long. 125 <sup>m</sup> /m.	—	15
27	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 55/10, long. 120 <sup>m</sup> /m.	—	50
28	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 60/10, long. 160 <sup>m</sup> /m.	—	10
29	Pointe acier doux, tête plate, en cartouche de 5 kg. diam. 70/10, long. 180 <sup>m</sup> /m.	—	25
30	Pointe acier doux, tête d'homme en cart. de 5 kg. diam. 20/10, long. 40 <sup>m</sup> /m.	—	5
31	Pointe acier doux, tête d'homme en cart. de 5 kg. diam. 30/10, long. 60 <sup>m</sup> /m.	—	5
32	Pointe galvanisées à large tête, pour pose de carton bitumé, longueur 20 <sup>m</sup> /m.	—	40
33	Pointe galvanisée carrée de 5 × 100	—	40
34	Pointe galvanisée carrée de 5 × 80	—	20
35	Pointe galvanisée carrée de 4 × 70	—	60
36	Pointe galvanisée carrée de 4 × 50	—	80
37	Pointe galvanisée carrée de 4 × 40	—	75
38	Rivets acier B. tête ronde avec bavure diamètre 20, longueur sous tête 60	Cent.	5
39	Rivets acier B. tête ronde avec bavure diamètre 20, longueur sous tête 65	—	5
40	Rivets acier B. tête ronde avec bavure diamètre 20, longueur sous tête 70	—	2
41	Rivets acier B. tête ronde avec bavure diamètre 22, longueur sous tête 65	—	30
42	Rivets acier B. tête ronde avec bavure diamètre 22, longueur sous tête 75	—	4
43	Rivets acier B. tête ronde avec bavure diamètre 22, longueur sous tête 150	—	10
44	Rivets acier B. tête ronde diamètre 6, longueur sous tête 30	—	2
45	Rivets acier B. tête ronde diamètre 8, longueur sous tête 20	—	9
46	Rivets acier B. tête ronde diamètre 8, longueur sous tête 30	—	7
47	Rivets acier B. tête ronde diamètre 12, longueur sous tête 30	—	40
48	Rivets acier B. tête ronde diamètre 12, longueur sous tête 35	—	20
49	Rivets acier B. tête ronde diamètre 12, longueur sous tête 40	—	10
50	Rivets acier B. tête ronde diamètre 12, longueur sous tête 45	—	6
51	Rivets acier B. tête ronde diamètre 12, longueur sous tête 50	—	2
52	Rivets acier B. tête ronde diamètre 14, longueur sous tête 35	—	20
53	Rivets acier B. tête ronde diamètre 14, longueur sous tête 60	—	1
54	Rivets acier B. tête ronde diamètre 16, longueur sous tête 45	—	35
55	Rivets acier B. tête ronde diamètre 16, longueur sous tête 50	—	30
56	Rivets acier B. tête ronde diamètre 18, longueur sous tête 50	—	5
57	Rivets acier B. tête ronde diamètre 20, longueur sous tête 60	—	5
58	Rivets acier B. tête ronde diamètre 22, longueur sous tête 60	—	2
59	Rivets acier B. tête ronde de 12 × 45 avec rondelle de 2 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	1
60	Rivets acier B. tête ronde de 10 × 30 avec rondelle de 2 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	1
61	Rivets acier B. tête ronde de 8 × 30 avec rondelle de 2 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	1
62	Rivets acier B. tête ronde de 6 × 30 avec rondelle de 2 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	1
63	Rivets acier B. tête ronde de 8 × 32 avec rondelle de 2 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	1
64	Rivets en cuivre rouge tête fraisée de 5 × 20 <sup>m</sup> /m	—	7
65	Rivets à chaud tête ronde diamètre 10 <sup>m</sup> /m longueur 40 <sup>m</sup> /m	—	1
66	Rivets à chaud tête ronde diamètre 16 <sup>m</sup> /m, longueur 40 <sup>m</sup> /m	—	1
67	Rivets à chaud tête ronde diamètre 16 <sup>m</sup> /m longueur 50 <sup>m</sup> /m	—	1
68	Rivets à chaud tête ronde diamètre 18 <sup>m</sup> /m longueur 60 <sup>m</sup> /m	—	1
69	Rivets à chaud tête ronde diamètre 20 <sup>m</sup> /m longueur 60 <sup>m</sup> /m	—	½

### *Conditions. et spécifications techniques*

Les spécifications techniques N°s 1, 2, et 186 du cahier des charges des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la présente fourniture.

### LOT N° 19

### **Fers profilés divers**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Fers plats épaisseur 4 <sup>m</sup> /m largeur 50 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	Barre	20
2	Fers plats épaisseur 4 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	20
3	Fers plats épaisseur 4 <sup>m</sup> /m largeur 80 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	20
4	Fers plats épaisseur 5 <sup>m</sup> /m largeur 20 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	10
5	Fers plats épaisseur 5 <sup>m</sup> /m largeur 40 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	10
6	Fers plats épaisseur 6 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	10
7	Fers plats épaisseur 6 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	8
8	Fers plats épaisseur 7 <sup>m</sup> /m largeur 150 <sup>m</sup> /m longueur 3 mètres	—	8
9	Fers plats épaisseur 7 <sup>m</sup> /m largeur 200 <sup>m</sup> /m longueur 3 mètres	—	30
10	Fers plats épaisseur 8 <sup>m</sup> /m largeur 90 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	10
11	Fers plats épaisseur 8 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	10
12	Fers plats épaisseur 10 <sup>m</sup> /m largeur 40 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	5
13	Fers plats épaisseur 10 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	10
14	Fers plats épaisseur 12 <sup>m</sup> /m largeur 125 <sup>m</sup> /m longueur 3 m.50	—	4
15	Fers plats épaisseur 14 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	10
16	Fers plats épaisseur 18 <sup>m</sup> /m largeur 60 <sup>m</sup> /m longueur 4 mètres	—	10
17	Fers plats épaisseur 20 <sup>m</sup> /m largeur 80 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	2
18	Fers plats épaisseur 20 <sup>m</sup> /m largeur 74 <sup>m</sup> /m longueur 5 mètres	—	10
19	Fers plats galvanisés de 3×50×6 mètres	—	12
20	Fer rond diamètre 20 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	10
21	Fer rond diamètre 24 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	25
22	Fer rond diamètre 6 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	400
23	Fer rond diamètre 12 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	100
24	Fer rond diamètre 16 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	50
25	Fer rond diamètre 20 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	10
26	Fer rond diamètre 30 <sup>m</sup> /m longueur 6 mètres	—	10
27	Fer U de 75×35×6 longueur 4 m.50	—	10
28	Fer U de 80×45×6 longueur 5 mètres	—	20
29	Fer U de 120×60×7 longueur 4 mètres	—	20
30	Fer U de 300×75×10 longueur 1 m.65	—	5
31	Fer U de 250×85×10 longueur 2 m.40	—	5
32	Fer U de 300×75×10 longueur 2 m.40	—	8
33	Fer T de 70×70×8 longueur 6 mètres	—	10
34	Fer T de 80×60×7 longueur 6 mètres	—	15
35	Fer T de 90×90×10 longueur 5 mètres	—	20
36	Fer cornière 25×25×2,5 longueur 5 mètres	—	14
37	Fer cornière 40×40×5 longueur 5 mètres	—	25
38	Fer cornière 50×50×5 longueur 5 mètres	—	10
39	Fer cornière 50×50×5 longueur 5 mètres	—	15
40	Fer cornière 60×40×5 longueur 5 mètres	—	30
41	Fer cornière 75×50×7 longueur 7 mètres	—	6
42	Fer cornière 80×50×7 longueur 4 mètres	—	5

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
43	Fer cornière 80×80×8 longueur 5 mètres . . . . .	Barre	10
44	Fer cornière 90×90×9 longueur 5 mètres . . . . .	—	10
45	Fer cornière galvanisé 60×60×8×5 mètres . . . . .	—	8

### *Conditions et spécifications techniques*

Les spécifications techniques N° 4 et 9 du cahier des charges unifiés des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la présente fourniture.

### LOT N° 20

### **Tôles d'acier**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tôle acier doux épaisseur 10/10 longueur 2 mètres largeur 1 mètre . . . . .	Nombre	5
2	Tôle acier doux épaisseur 10/10 longueur 1 mètre largeur 1 mètre . . . . .	—	10
3	Tôle acier doux épaisseur 15/10 longueur 2 mètres largeur 1 mètre . . . . .	—	4
4	Tôle acier doux épaisseur 20/10 longueur 3,50 largeur 1 mètre 70 . . . . .	—	3
5	Tôle acier doux épaisseur 20/10 longueur 1 mètre largeur 1 mètre . . . . .	—	10
6	Tôle acier doux épaisseur 30/10 longueur 1 mètre largeur 1 mètre . . . . .	—	5
7	Tôle acier doux épaisseur 10/10 longueur 1 mètre largeur 0,20 . . . . .	—	10
8	Tôle acier doux épaisseur 20/10 longueur 1 mètre largeur 0,20 . . . . .	—	10
9	Tôle acier doux épaisseur 30/10 longueur 1 mètre largeur 0,20 . . . . .	—	5
10	Tôle acier doux épaisseur 40/10 longueur 1 mètre largeur 0,20 . . . . .	—	5
11	Tôle acier doux épaisseur 1 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres largeur 1 mètre . . . . .	—	2
12	Tôle acier doux épaisseur 2 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres largeur 1 mètre 50 . . . . .	—	4
13	Tôle acier doux épaisseur 3 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres largeur 1 mètre . . . . .	—	3
14	Tôle acier doux épaisseur 4 <sup>m</sup> /m longueur 4,20 largeur 0,90 . . . . .	—	4
15	Tôle acier doux épaisseur 5 <sup>m</sup> /m longueur 3,50 largeur 0,80 . . . . .	—	4
16	Tôle acier doux épaisseur 6 <sup>m</sup> /m longueur 3 mètres largeur 0,80 . . . . .	—	6
17	Tôle acier doux épaisseur 6 <sup>m</sup> /m longueur 3 mètres largeur 1 mètre . . . . .	—	5
18	Tôle acier doux épaisseur 6 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres 30 largeur 1 mètre 20 . . . . .	—	4
19	Tôle acier doux épaisseur 6 <sup>m</sup> /m longueur 4 mètres largeur 1 mètre 50 . . . . .	—	2
20	Tôle acier doux épaisseur 7 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres 40 largeur 1 mètre 30 . . . . .	—	1
21	Tôle acier doux épaisseur 8 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres largeur 1 mètre 10 . . . . .	—	4
22	Tôle acier doux épaisseur 5/10 longueur 2 mètres largeur 1 mètre . . . . .	—	4
23	Tôle striée de 7 <sup>m</sup> /m d'épaisseur 0,80 de largeur 2 mètres de longueur . . . . .	—	15

### *Conditions et spécifications techniques*

Les spécifications techniques N° 6 et 7 du cahier des charges des réseaux des chemins de fer français sont applicables à la présente fourniture.

## LOT N° 21

**Aciers divers**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 13 <sup>m</sup> /m	Barre	5
2	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 18 <sup>m</sup> /m	—	10
3	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 20 <sup>m</sup> /m	—	15
4	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 25 <sup>m</sup> /m	—	25
5	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 30 <sup>m</sup> /m	—	15
6	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 32 <sup>m</sup> /m	—	15
7	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 35 <sup>m</sup> /m	—	6
8	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 40 <sup>m</sup> /m	—	7
9	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 45 <sup>m</sup> /m	—	2
10	Acier B. rond longueur 5 mètres diamètre 80 <sup>m</sup> /m	—	2
11	Acier D. rond longueur 5 m.50 diamètre 40 <sup>m</sup> /m	—	5
12	Acier D. rond longueur 6 m.50 diamètre 40 <sup>m</sup> /m	—	5
13	Acier E. rond longueur 4 m.50 diamètre 65 <sup>m</sup> /m	—	2
14	Acier E. rond longueur 5 mètres diamètre 75 <sup>m</sup> /m	—	1
15	Acier E. rond longueur 2 m.50 diamètre 80 <sup>m</sup> /m	—	2
16	Acier E. rond longueur 4 m.50 diamètre 90 <sup>m</sup> /m	—	2
17	Acier fondu pour burin en lame de 2 mètres de long, 26 <sup>m</sup> /m de large et 13 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	10
18	Acier fondu pour burin, longueur 2 mètres, largeur 20 <sup>m</sup> /m, épaisseur 13 <sup>m</sup> /m	—	3
19	Acier fondu pour tranches en barre carrée de 40×40 longueur 2 mètres	—	4

*Conditions et spécifications techniques*

La spécification technique N° 3 du cahier des charges des réseaux des chemins de fer français est applicable à la fourniture des aciers de forge. Les aciers fondus seront de la meilleure qualité commerciale, exempts de tout défaut nuisible à leur emploi.

\*  
\*   \*  
\*

## LOT N° 22

**Métaux divers**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Antifriction composition A. E. 1	Kg.	245
2	Cuivre rouge en lingots	—	1.000
3	Etain Banka en saumon	—	300
4	Etain à souder en baguettes	—	45
5	Plomb en feuille de 0,50×0,60 épaisseur 5 <sup>m</sup> /m	—	100
6	Plomb en feuille de 1 mètre×1 mètre épaisseur 2 <sup>m</sup> /m	feuille	1
7	Zinc laminé N° 12 en feuille de 3 mètres×1 mètre	—	5
8	Fonte hématite en gueuses	Kg.	2.500
9	Phosphore de cuivre	—	20
10	Laiton rond étiré pour décolletage en barre de 3 mètres, diamètre 25 <sup>m</sup> /m	Barre	6
11	Laiton rond étiré pour décolletage en barre de 3 mètres, diamètre 30 <sup>m</sup> /m	—	6
12	Laiton en planches, épaisseur 1 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres, largeur 0 m.67	Planche	3



N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
13	Laiton en planche, épaisseur 1 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres, pargeur 1 mètre	Planche	2
14	Laiton en planche, épaisseur 2 <sup>m</sup> /m longueur 2 mètres, largeur 1 mètre	—	2
15	Laiton en planche, épaisseur 3 <sup>m</sup> /m longueur 1 mètre, largeur 1 mètre	—	2
16	Clinquant en feuille de laiton épaisseur 5/10	Nombre	2
17	Clinquant en feuille de laiton épaisseur 2/10	—	1
18	Clinquant en feuille de laiton épaisseur 1/10	—	1
19	Fil d'acier de 2 <sup>m</sup> /m botte de 5 kg. environ	Botte	2
20	Fil d'acier de 4 <sup>m</sup> /m botte de 5 kg. environ	—	1
21	Fil d'acier doux recuit diamètre 5/10 en botillon de 0 k.500	Botillon	2
22	Fil de fer recuit de 1 <sup>m</sup> /m en couronne de 10 kg.	Couronne	10
23	Fil de fer de 3 <sup>m</sup> /m en couronne de 25 kg.	—	5

### *Conditions et spécifications techniques*

Ces articles seront de la meilleure qualité commerciale, exempts de tout défaut nuisible à leur aspect et à leur emploi.

Ils devront répondre aux conditions unifiées des grands réseaux français.

\*

\* \*

### LOT N° 23

### **Matériaux de construction**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tôle ondulée épaisseur 10/10 de 1,80 × 0,67	Nombre	100
2	Tôle faitière galvanisée, épaisseur 10/10 long. 1,80 développement 0,80	—	50
3	Tôle faitière galvanisée épaisseur 10/10, longueur 1,80 développement 0,60.	Nombre	50
4	Évérte ondulée de 2,05 × 1,05	—	50
5	Évérte ondulée de 1,80 × 1,05	—	50
6	Carton bitumé pour toiture, en rouleau de 20 mètres de long, 0,90 de large.	Rouleau	10
7	Évérte en plaques planes carrées de 1 mètre de côté et de 4 <sup>m</sup> /m d'épaisseur.	Nombre	100
8	Descente en zinc de 0,12 de diamètre intérieur en longueur de 2 mètres	—	25
9	Gouttières demi-rondes en zinc de 0,15 de diamètre en longueur de 5 mètres.	—	20
10	Tuyaux en grès vernissés de 0,12 de diamètre longueur 1 mètre	—	25
11	Tuyaux en grès vernissés de 0,12 de diamètre longueur 0,60	—	10
12	Coudes en grès vernissés 0,12 de diamètre 1/8	—	6
13	Carreaux vernissés blancs 0,15 × 0,15	—	400
14	Toile métallique laiton pour moustiquaire, maille carrée, entre axes des fils 2 × 2 diamètre du fil 4/10 largeur 1 mètre, en rouleau de 25 mètres.	Rouleau	54
15	Ronce galvanisée pour clôture 2 fils avec picots doubles espaces de 0,11, diamètre du fil 2 <sup>m</sup> /m, rouleaux de 100 mètres	—	50

### *Conditions et spécifications techniques*

Ces articles seront de la meilleure qualité commerciale, exempts de tout défaut nuisible à leur emploi, à leur aspect et à leur solidité et seront exécutés suivant les règles de l'art.

\*

\* \*

## LOT N° 24

**Matériel d'adduction d'eau**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Tuyaux de 50 × 60 acier galvanisé avec manchons de 5 mètres environ	Mètre	200
2	Manchon en acier galvanisé de 50/60	Nombre	10
3	Tuyau de 40 × 48 acier galvanisé	Mètre	50
4	Manchons 1/4 acier galvanisé	Nombre	10
5	Manchon 1/4	—	10
6	Manchons de réduction 50/60 à 40/48	—	6
7	Manchons de réduction 40/48 à 20/27	—	5
8	Bouchon acier galvanisé dessus carrée pour tuyau 50/60	—	5
9	Bouchon acier galvanisé dessus carré pour tuyau de 40/49	—	5
10	Robinet d'arrêt cuivre à 2 eaux orifices, diamètre 20, fermeture à vis pour tuyau de 20/27	—	10
11	Robinet de prise cuivre à douille fileté à souder fermeture à vis pour tuyau de 20/27, orifice de 20	—	10

*Conditions et spécifications techniques*

Ces articles devront être de la meilleure qualité commerciale et devront être exécutés suivant les règles de l'art.

\*  
\* \*

## LOT N° 25

**Matériel de voie**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Eclisses de raccordement suivant dessin	Paire	20
2	Rondelle grower de 5 <sup>m</sup> /m d'épaisseur trou de 22 <sup>m</sup> /m	Cent	100
3	Rechanges pour branchements à 2 vois à 7° 30	Nombre	10
4	Triangles de manœuvre (suivant dessin)	—	2
5	Boîte de manœuvre (suivant dessin)	—	2
6	Croisements à 7° 30 en rails de 26 kg. (suivant dessin) gauche	—	2
	Croisements à 7° 30 en rails de 26 kg. (suivant dessin) droite	—	2
	Comprenant chacun :		
	<i>La pointe de cœur et les pattes de lièvre, les rails et contre rails, l'ensemble monté sur traverses métallique avec selles spéciales, crapauds, entretoises et boulons.</i>		
7	Pointes de cœur semblables à celle du croisement ci-dessus composées seulement de la pointe et de la contre pointe assemblées entre elles et boulonnées	—	6
8	Contre rails conformes à ceux du croisement ci-dessus, livrés seuls coudés et non percés	—	10
9	Aiguilles en dérivation à droite	—	2
10	Aiguilles en dérivation à gauche	—	2

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
	Comprenant chacun : (dessin) <i>Les aiguilles et contre aiguilles avec tubes, des butées, entretoises, triangles d'écartement montées sur traverses métalliques, y compris coussinets de talon et de glissement.</i>		
11	Aiguilles de rechange conformes en tous points à celles des aiguillages ci-dessus livrées seules et non percées pour appareil à droite	—	6
12	Aiguilles de rechange conforme en tous points à celles des aiguillages ci-dessus livrées seules et non percées pour appareil à gauche	—	6
13	Boulons d'aiguillages (suivant dessin) de 45 × 16	—	50
14	Boulons d'aiguillages de 65 × 18 (à tête basse)	—	25
15	Boulons d'aiguillages de 65 × 18 (ordinaires)	—	25
16	Boulons d'aiguillages de 110 × 18	—	25
17	Boulons d'aiguillages de 130 × 18	—	25
18	Boulons d'aiguillages de 200 × 18	—	10
19	Boulons d'aiguillages de 95 × 20	—	10
20	Boulons d'aiguillages de 105 × 20	—	10
21	Boulons d'aiguillages de 140 × 20	—	10
22	Boulons d'aiguillages de 155 × 20	—	10
23	Boulons d'aiguillages de 185 × 20	—	10
24	Boulons d'aiguillages de 225 × 20	—	10
25	Boulons d'aiguillages de 235 × 20	—	10
26	Boulons d'aiguillages de 330 × 20	—	10
27	Boulons d'aiguillages de 250 × 20	—	10
28	Axe de triangles d'écartement avec goupilles et rondelles (suivant dessin)	—	10

### *Conditions et spécifications techniques*

Ces articles devront être de la meilleure qualité commerciale et devront être exécutés conformément aux dessins remis au fournisseur.

\* \* \*

LOT N° 26

### **Quincaillerie**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Serrures à gorges pêne dormant canon pour bois de 35 <sup>m/m</sup> , 2 tours et demi-tour à ressort, 2 clés et un bouton double céramique ivoire 140 × 87 <sup>m/m</sup> en cuivre à droite tirant	Nombre	5
2	Serrures à gorges pêne dormant canon pour bois de 35 <sup>m/m</sup> , 2 tours et demi-tour à ressort, 2 clés et un bouton double céramique ivoire 140 × 87 <sup>m/m</sup> en cuivre à droite poussant	—	5
3	Serrures à gorges pêne dormant canon pour bois de 35 <sup>m/m</sup> , 2 tours et demi-tour à ressort, 2 clés et un bouton double céramique ivoire 140 × 87 <sup>m/m</sup> en cuivre à gauche tirant	—	5
4	Serrures à gorges pêne dormant canon pour bois de 35 <sup>m/m</sup> , 2 tours et demi-tour à ressort, 2 clés et un bouton double céramique ivoire 140 × 87 <sup>m/m</sup> en cuivre à gauche poussant	—	11

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
5	Serrures pour magasin acier pêne dormant noir de 140 <sup>m/m</sup> × 80 à droite tirant	Nombre	5
6	Serrures pour magasin acier pêne dormant noir de 140 <sup>m/m</sup> × 80 à droite poussant		5
7	Serrures d'armoire basses, en cuivre tour avec 2 clés de 60 × 70 à droite		5
8	Serrures d'armoire basses, en cuivre tour avec 2 clés de 60 × 70 à gauche		5
9	Paumelle en cuivre à olive longueur 110 <sup>m/m</sup> à gauche		26
10	Paumelle en cuivre à bouts ronds, longueur 160 <sup>m/m</sup> à droite	—	12
11	Paumelles en cuivre à bouts ronds, longueur 160 <sup>m/m</sup> à gauche	—	12
12	Paumelles en cuivre, à bouts ronds de 80 <sup>m/m</sup> à droite	—	12
13	Paumelles en cuivre, à bouts ronds de 80 <sup>m/m</sup> à gauche	—	12
14	Paumelles acier, bague cuivre longueur 160 <sup>m/m</sup> à gauche	—	20
15	Paumelles acier, bague cuivre longueur 160 <sup>m/m</sup> à droite	—	20
16	Paumelles à toule, broche, bague, à gonds à scellement sans équerre, longueur 0,25 à droite	—	30
17	Paumelles à toule, broche, bague, à gonds à scellement sans équerre, longueur 0,25 à gauche	—	30
18	Pentures à gonds de scellement de 50 × 4 <sup>m/m</sup> longueur 0,50	—	50
19	Charnières cuivre ordinaires, forme longue — longueur 40 <sup>m/m</sup>	—	20
20	Charnières cuivre ordinaires, forme longue — longueur 60 <sup>m/m</sup>	—	20
21	Pentures à paumelle de 0,30 de longueur	—	20
22	Verrous cuivre automatique à coulisse, pêne et tige d'une seule pièce long. 140 <sup>m/m</sup>	—	10
23	Targettes automatiques pêne rond à ressort, à gland en cuivre avec gache longueur 40 <sup>m/m</sup>	—	10
24	Loqueteaux va et vient en laiton pêne à ressort pour porte de 80 × 20 <sup>m/m</sup> avec gache	—	30

### Conditions et spécifications techniques

Ces articles seront de la meilleure qualité commerciale, exempts de tout défaut nuisible à leur aspect et à leur emploi.

### LOT N° 27

### Matières non classées

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Brosses métalliques à main fil d'acier rond, 5 rangs, longueur 20 <sup>m/m</sup>	Nombre	95
2	Brosses écouvillon pour ramonage des tubes de chaudières, à fil d'acier rond, monture à torsion avec cône protecteur, diamètre 40 <sup>m/m</sup>		40
3	Agrafes « Clipper » en boîte de 25 cartes de 37 agrafes et 14 baguettes fibre N° 2	Boîte	5
4	Agrafes « Clipper » en boîte de 25 cartes de 37 agrafes et 14 baguettes fibre N° 3		4
5	Agrafes « Clipper » en boîte de 25 cartes de 37 agrafes et 14 baguettes fibre N° 4	—	2
6	Manche en cornouiller pour marteaux 1 kg.500, longueur 45 c/m	Nombre	100
7	Manche de lime en orme ou frêne, virole en acier, diamètre de la virole 20 <sup>m/m</sup>		50

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
8	Manche de lime en orme ou frêne, virole en acier, diamètre de la virole 25 <sup>m</sup> /m	Nombre	100
9	Manche de lime en orme ou frêne, virole en acier, diamètre de la virole 30 <sup>m</sup> /m	—	100
10	Carbure de calcium, en fût de 80 kg. environ	Fût	12
11	Carde pour nettoyage des limes en ruban, largeur 50 <sup>m</sup> /m	Mètre	4
12	Papier verre, feuillé de 0,30×0,25 N° 00	Feuille	110
13	Papier verre, feuillé de 0,30×0,25 N° 0	—	110
14	Papier verre, feuillé de 0,30×0,25 N° 1	—	130
15	Papier verre, feuillé de 0,30×0,25 N° 2	—	190
16	Papier verre, feuillé de 0,30×0,25 N° 3	—	160
17	Toile verte imperméable pour raccomodage	Mètre	45
18	Gomme arabique	Kg.	125
19	Colle forte de menuisier	—	30
20	Lanterne tempête	Nombre	108
21	Verres de rechange pour lanterne tempête, blancs (naturel)	—	70
22	Verres de rechange pour lanterne tempête, verts	—	20
23	Verres de rechange pour lanterne tempête, rouges	—	20
24	Mèche pour lanterne tempête	Mètre	45
25	Huile graphitée, bidon de 50 kg.	Kgs.	500
26	Sceaux de maçon forte tôle galvanisée, côtés et fond renforcés, bords roulés, contenance 12 litres	Nombre	20
27	Auge à mortier, tôle galvanisée, avec poignée de 0,60×0,40×0,20	—	5
28	Forges portatives à ventilateurs, fer forgé, foyer carré de 67 c/m	—	2
29	Cordeau de maçon, longueur 50 mètres	—	10
30	Verre à vitre demi double en feuille de 0,80×0,50	Feuille	10
31	Sacoches de chef de train	Nombre	6
32	Corneils de chef de train	—	12
33	Lanterne à main des gares, lampe 7 lignes, au pétrole, 4 faces, blanc, rouge, vert	—	50
34	Lanternes signaux de côté	—	10
35	Huile fine d'horlogerie	Kgs.	8
36	Balais paille de riz avec manche	Nombre	21
37	Plomb Tyden (N° 10.001 à 20.000)	—	10.000
38	Fil perlé pour plomb de 14 <sup>m</sup> /m	Bobine	50
39	Sifflets de poche	Nombre	50
40	Série de pavillon du code international composée de 27 pavillons en étamine pure laine montés avec tête toile à voile, drisse et chavillot — Dimensions des pavillons 100×150	Série	2
41	Pavillon Français en étamine pure laine, tête toile à voile drisse et chavillot, dimension des pavillons: 150×225	Nombre	3
42	Mousseline blanche, pièce de 10 mètres	Pièce	1
43	Graisse consistante	Kgs.	100
44	Graisse belleville, boîte de 1 kg.	—	4
45	Toile émeri fine N° 00, feuille de 1 mètre×60	Feuille	10
46	Toile émeri grosse N° 1, feuille de 1 mètre×60	—	10
47	Etoupe à calfater goudronnée	Kgs.	80
48	Aiguille à voile N° 14	Nombre	24
49	Double mètre en bois 10 branches	—	20
50	Toile émeri sur-tissu croisé première qualité largeur 42 à 50 c/m N° 00	Mètre	10

### Conditions et spécifications techniques

Tous ces articles seront conformes à la spécification demandée et de la meilleure qualité commerciale.

Ils ne devront présenter aucun défaut pouvant nuire à leur aspect, à leur emploi et à leur solidité.

\*  
\*  
\*

### LOT N° 28

### **Brosses et pinceaux**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Pinceaux plats pour colle de bagages	Nombre	50
2	Pinceaux à peinture en soie de porc virole cuivre ronds, diamètre 25 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	313
3	Pinceaux à peinture en soie de porc virole cuivre ronds, diamètre 35 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	148
4	Pinceaux à peinture en soie de porc virole cuivre ronds, diamètre 15 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	10
5	Pinceaux à peinture en soie de porc virole cuivre ronds, diamètre 30 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	25
6	Pinceaux à peinture en soie de porc virole cuivre ronds, diamètre 12 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	72
7	Pinceaux à peinture en soie de porc virole cuivre à vignettes	—	48
8	Brosses plates à badigeon en soie grise de 150 <sup>m</sup> / <sub>m</sub> de largeur, garniture métallique	—	120
9	Brosses plates à badigeon en soie grise de 51 <sup>m</sup> / <sub>m</sub> de largeur, garniture métallique	—	4
10	Brosses rondes à coaltar, en soie végétale virole métallique, diamètre 54 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	100
11	Brosses rondes à coaltar, en soie végétale virole métallique, diamètre 40 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	83
12	Brosses à coaltar à manche longue virole métallique, diamètre 54 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	12
13	Brosses à coaltar à manche courte, virole métallique, diamètre 54 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	60

### *Conditions et spécifications techniques*

Ces articles seront de la meilleure qualité commerciale, exempts de tout défaut nuisible à leur aspect et à leur emploi.

\*  
\*  
\*

### LOT N° 29

### **Outillage divers**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Douilles porte forêt au cône morse — Cônes N° 1 — 2	Nombre	2
2	Douilles porte forêt au cône morse — Cônes N° 2 — 3	—	2
3	Douilles porte forêt au cône morse — Cônes N° 3 — 4	—	2
4	Diamant à main pour rectification des meules 0 carat 50 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	1
5	Meule à ébarber sur bati de meules pour travaux généraux d'atelier, diamètre 558 <sup>m</sup> / <sub>m</sub> , épaisseur 76 <sup>m</sup> / <sub>m</sub> ; avec garniture plomb pour alésage à 38 <sup>m</sup> / <sub>m</sub> (marque NORTON ou HERBERT)	—	4
6	Bidon tôle étamée pour huile, bouchon de remplissage et de goulot, en laiton estampé, 2 cercles feuillard — Contenance 4 kilos, hauteur 300 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	8
7	Bidon tôle étamée pour huile, bouchon de remplissage et de goulot, en laiton estampé, 2 cercles feuillard — Contenance 10 kilos, hauteur 375 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	12
8	Burettes à huile ou à suif, en tôle étamée extra forte, couvercle à charnière — Contenance 2 kg. diamètre base 125 <sup>m</sup> / <sub>m</sub> hauteur 200 <sup>m</sup> / <sub>m</sub>	—	20



N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
9	Règle divisée montée sur patin à coulisse, hauteur 500 <sup>m</sup> /m	Nombre	1
10	Mètre pliant en aluminium, 5 branches	—	6
11	Mètre pliant en aluminium, 10 branches	—	8
12	Emporte-pièces à frapper diamètre 4 <sup>m</sup> /m	—	2
13	Emporte-pièces à frapper diamètre 5 <sup>m</sup> /m	—	2
14	Emporte-pièces à frapper diamètre 6 <sup>m</sup> /m	—	2
15	Emporte-pièces à frapper diamètre 7 <sup>m</sup> /m	—	2
16	Emporte-pièces à frapper diamètre 8 <sup>m</sup> /m	—	2
17	Emporte-pièces à frapper diamètre 9 <sup>m</sup> /m	—	2
18	Emporte-pièces à frapper diamètre 10 <sup>m</sup> /m	—	2
19	Emporte-pièces à frapper diamètre 11 <sup>m</sup> /m	—	1
20	Emporte-pièces à frapper diamètre 13 <sup>m</sup> /m	—	1
21	Emporte-pièces à frapper diamètre 15 <sup>m</sup> /m	—	1
22	Emporte-pièces à frapper diamètre 17 <sup>m</sup> /m	—	1
23	Emporte-pièces à frapper diamètre 19 <sup>m</sup> /m	—	1
24	Emporte-pièces à frapper diamètre 20 <sup>m</sup> /m	—	1
25	Emporte-pièces à frapper diamètre 21 <sup>m</sup> /m	—	1
26	Emporte-pièces à frapper diamètre 23 <sup>m</sup> /m	—	1
27	Meule « Norton ou Herbert » en alundum, grain de 50 à 60 grade J. K. plate, diamètre 152 <sup>m</sup> /m épaisseur 19 <sup>m</sup> /m; alésage 30 <sup>m</sup> /m	—	4
28	Meule « Norton ou Herbert » en alundum, grain de 50 à 60 grade J. K. plate, diamètre 127 <sup>m</sup> /m, épaisseur 16 <sup>m</sup> /m, alésage 30 <sup>m</sup> /m	—	4
29	Meules plates « Norton ou Herbert » pour affûtage d'outils, diamètre 305 <sup>m</sup> /m épaisseur 38 <sup>m</sup> /m, alésage 24 <sup>m</sup> /m	—	8
30	Meules plates « Norton ou Herbert » pour affûtage d'outils, diamètre 178 <sup>m</sup> /m, épaisseur 13 <sup>m</sup> /m, alésage 22 <sup>m</sup> /m	—	8
31	Meule émeri, biseautée, de 30 c/m, marque « Norton ou Herbert » diamètre 25 <sup>m</sup> /m épaisseur alésage 25 <sup>m</sup> /m	—	2
32	Meule en grès diamètre 900 <sup>m</sup> /m épaisseur 130 <sup>m</sup> /m	—	2
33	Meule en grès 0,40 de large	—	4
34	Lunette d'atelier, monture aluminium avec événements latéraux, glaces blanches biseautées de 4 à 6 <sup>m</sup> /m épaisseur	—	4
35	Lunettes entièrement en toile métallique, sans verres; grand modèle	—	20
36	Lunettes pour soudeurs, à branches, verres coquilles verts	—	4
37	Verres de rechange verts pour lunettes ci-dessus	—	8
38	Pied à coulisse au 1/20 <sup>e</sup> type français, tout en acier forgé, becs simples renforcés, longueur de la règle, 200 <sup>m</sup> /m	—	11
39	Mandrin à combinaison à 3 mors reversibles et indépendants, diamètre 250 <sup>m</sup> /m	—	2
40	Compas tout en acier avec charnière à rivet première qualité, longueur 200 <sup>m</sup> /m d'épaisseur	—	6
41	Compas tout en acier avec charnière à rivet première qualité, longueur 200 <sup>m</sup> /m d'intérieur	—	6
42	Lettres en acier fondu trempé pour marquer sur acier, hauteur 6 <sup>m</sup> /m	Jeu	1
43	Lettres en acier fondu trempé pour marquer sur acier, hauteur 8 <sup>m</sup> /m	—	1
44	Lettres en acier fondu trempé pour marquer sur acier, hauteur 12 <sup>m</sup> /m	—	1
45	Chiffres en acier fondu trempé pour marquer sur acier, hauteur 6 <sup>m</sup> /m	—	1
46	Chiffres en acier fondu trempé pour marquer sur acier, hauteur 8 <sup>m</sup> /m	—	1
47	Chiffres en acier fondu trempé pour marquer sur acier, hauteur 12 <sup>m</sup> /m	—	1
48	Vignettes zinc découpées pour alphabets, hauteur 15 <sup>m</sup> /m	—	1
49	Vignettes zinc découpées pour alphabets, hauteur 20 <sup>m</sup> /m	—	1
50	Vignettes zinc découpées pour alphabets, hauteur 100 <sup>m</sup> /m	—	1
51	Vignettes zinc découpées pour chiffres, hauteur des caractères 15 <sup>m</sup> /m	—	1
52	Vignettes zinc découpées pour chiffres, hauteur des caractères 20 <sup>m</sup> /m	—	1

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
53	Vignettes zinc découpées pour chiffres, hauteur des caractères 100 <sup>m</sup> /m	Jeu	1
54	Etaux à main ordinaires, longueur 140 <sup>m</sup> /m	Nombre	6
55	Etaux à main ordinaires, longueur 180 <sup>m</sup> /m	—	6
56	Marteaux de chaudronnier à garnir 32 et 34 <sup>m</sup> /m	—	12
57	Marteaux d'ajusteur à forme en travers, largeur de la tête 32 <sup>m</sup> /m poids approximatif 0 kg, 500	—	24
58	Massé de chaudronnier de 4 kgs.	—	6
59	Marteaux de forge à frapper devant panne en longueur poids : 2 kgs.	—	2
60	Marteaux de forge à frapper devant panne en longueur poids : 4 kgs.	—	4
61	Marteaux de forge à frapper devant panne en longueur poids : 5 kgs.	—	2
62	Massettes de cantonnier à double tête bombée, poids 600 grammes	—	50
63	Tranche à froid de 2 kgs	—	40
64	Serre-joint en acier forgé vis avec rondelle de butée ouverture 100 <sup>m</sup> /m	—	3
65	Serre-joint en acier forgé vis avec rondelle de butée ouverture 200 <sup>m</sup> /m	—	6
66	Serre-joint en acier à crémaillère, longueur 125, 150 c/m.	—	4
67	Serre-joint en acier à crémaillère, longueur 175, 200 c/m.	—	3
68	Clés « Vanasam » en acier incassable chromé, molybdène vanadium, extra plates, nickelé chromé, ouvertures : 6×8, 8×10, 9×11, 10×12, 12×14, 14×15, 16×18, 18×20, 21×23, 23×26 (2 de chaque)	—	20
69	Clés « Vanasam » en acier incassable chromé, molybdène vanadium, extra plates, nickelé chromé demi-épaisses en demi-fine : 10×12, 12×14, 14×15, 16×18, 19×21, 21×23, 23×26, 27×29, 30×32, (2 de chaque)	—	18
70	Tarrière torse à douilles, à vis de 14 <sup>m</sup> /m	—	4
71	Tarrière torse à douilles, à vis de 16 <sup>m</sup> /m	—	20
72	Tarrière torse à douilles, à vis de 18 <sup>m</sup> /m	—	20
73	Clés à molettes acier forgé, ouverture 20 <sup>m</sup> /m	—	6
74	Clés à molettes acier forgé, ouverture 25 <sup>m</sup> /m	—	6
75	Clés à molettes acier forgé, ouverture 30 <sup>m</sup> /m	—	6
76	Clés à molettes acier forgé, ouverture 35 <sup>m</sup> /m	—	6
77	Clés à molettes acier forgé, ouverture 40 <sup>m</sup> /m	—	4
78	Clés à molettes acier forgé, ouverture 45 <sup>m</sup> /m	—	4
79	Burins en acier fondu longueur 20 <sup>m</sup> /m	—	20
80	Cliquets à canon, longueur 450 <sup>m</sup> /m, emmenchement cône morse avec jeu de douilles s'adaptant pour cône N° 1 2 et 3	—	2
81	Montures de scie à métaux extensibles pour scie de 300 à 400 <sup>m</sup> /m	—	6
	Ténailles de forge, longueur 0,55, plates	—	4
82	Ténailles de forge, longueur 0,55 creuses	—	4
83	Ténailles de forge, longueur 0,55 plates coudées	—	2
84	Ténailles de forge, longueur 0,55 creuse-coudées	—	2
85	Pincés universelles, longueur 14c/m	—	4
86	Pincés universelles, longueur 20c/m	—	2
87	Porte-forets à 2 vitesses, changement de vitesse automatique, capacité du mandrin 13 <sup>m</sup> /m livré avec le mandrin	—	2
89	Mandrin de rechange	—	1
90	Broches de tailleurs de pierres longueur 30 <sup>m</sup> /m largeur 10 <sup>m</sup> /m	—	10
91	Broches de tailleurs de pierres longueur 40 <sup>m</sup> /m largeur 15 <sup>m</sup> /m	—	10
92	Fers à souder à essence à pompe durée 1 h.45	—	1
93	Lampes à brasés, contenance 1 litre 75	—	1
94	Manches de pioche, en frêne longueur 0 m.90	—	50
95	Battes à bourrer en fer	—	100
96	Niveaux de pose en chêne, donnant le niveau horizontal et vertical, longueur 1 m.10	—	25

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
97	Règles à devers, (suivant dessin)	Nombre	50
98	Palmer à tambours, tout maillechort, couverture en millimètre : 30	—	1
<b>OUTILLAGE POUR BUCHERONS</b>			
99	Hâches de bucheron, acier trempé tête carrée, œil oval, longueur 220 <sup>m/m</sup> , largeur taillant 145 <sup>m/m</sup> , poids 2 kgs 250 avec manche frêne de 0,80	—	200
100	Manche frêne de 0 m.80 pour hâche ci-dessus	—	500
101	Cognée parisienne, acier trempé œil oval, longueur 340 <sup>m/m</sup> , largeur taillant 105 <sup>m/m</sup> poids 2 kgs 500 avec manche frêne de 0 m.80	—	100
102	Merlins acier trempé, œil oval, longueur totale 220 <sup>m/m</sup> , largeur au taillant 108 <sup>m/m</sup> , poids 3 kgs.500 avec manche frêne de 0 m.80	—	100
103	Serpes modèle coutances, longueur 280 <sup>m/m</sup> , poids 0 kg.975	—	100
104	Coupe-coupe manche bois ou corne, à 2 ligature, lame forte, forme triangulaire, pods 0 kg.900	—	200
105	Scie passe partout à 2 main, lame arrondie, acier extra, longues dents et large voie, denture façon américaine, poignée bois ajustable, lame de 1 m.80	—	80
106	Herminettes	—	50

### *Conditions et spécifications techniques*

La fourniture devra être conforme à la spécification indiquée. Les matières premières entrant dans la fabrication des articles seront de la première qualité.

Elle ne devra présenter aucun défaut nuisible à son emploi, à sa solidité et son aspect.

La mise en œuvre sera faite avec soin et suivant les meilleures règles de l'art.

### LOT N° 30

### **Alésoirs — Fraises — Tarauds — Forets**

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Alésoirs façon Paris en acier fondu, diamètre 6, 7, 8, 9, 10, 12.5, 13, (2 de chaque dimension)	Nombre	14
2	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 13.5, 14.5, 15.5, 16.5, 17.5, 18.5, (1 de chaque dimension)	—	6
3	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 19, 19.5, 20, 20.5, 21, 21.5, (1 de chaque dimension)	—	6
4	Alésoirs façon Paris en acier fondu diamètre 22, 22.5, 24.5, 25.5, (2 de chaque dimension)	—	8
5	Alésoirs façon Paris en acier fondu diamètre 23, 23.5, 25, 26, (1 de chaque dimension)	—	4
6	Alésoirs façon Paris, en acier fondu diamètre 26.5, 27, 27.5, 28, 30 (2 de chaque dimension)	—	10
7	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 29.5, 30.5, 31, 31.5, 32, (1 de chaque dimension)	—	5
8	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 32.5, 35.5, 37.5, 39, (2 de chaque dimension)	—	8
9	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 33, 33.5, 34, 34.5, 35, 36.5, 38, 39.5, 40, 40.5, (1 de chaque dimension)	—	10

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
10	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 41, 41.5, 43, 45, 46, 47, 48, 48.5, 49, 51, 52, (1 de chaque dimension)	Nombre	11
11	Alésoirs façon Paris, en acier fondu, diamètre 20m/m	—	2
12	Alésoirs façon Paris, ordinaire, cannelés, en acier fondu, diamètre 14m/m	—	2
13	Alésoirs façon Paris, ordinaire en acier, diamètre 21, 22, (2 de chaque dimension)	—	4
14	Alésoirs expansible de 50m/m de diamètre	—	1
15	Alésoirs à goupille, queue carrée cône 2% diamètre gros bout 4m/m	—	6
16	Alésoirs à goupille, queue carrée cône 2%, diamètre gros bout 7m/m	—	4
17	Alésoirs à goupille, queue carrée cône 2%, diamètre gros bout 8m/m	—	6
18	Alésoirs à goupille, queue carrée cône 2%, diamètre gros bout 13m/m	—	3
19	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine, queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 9m/m, petit diamètre 6m/m	—	2
20	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine, queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale, grand diamètre 11m/m, petit diamètre 7m/m	—	4
21	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine, queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 13m/m, petit diamètre 8m/m	—	10
22	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 15m/m, petit diamètre 9.5m/m	—	10
23	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 17m/m, petit diamètre 11m/m	—	6
24	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 19m/m, petit diamètre 12m/m	—	6
25	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 21m/m, petit diamètre 13m/m	—	10
26	Alésoirs de chaudronnier, en acier fondu, à machine queue cône morse, à clé, taille hélicoïdale grand diamètre 23m/m, petit diamètre 15m/m	—	6
27	Fraises coniques en acier rapide, angle 60° queue cône morse à clé, diamètre 30m/m	—	3
28	Fraises acier rapide à denture droite, queue cylindrique, diamètre 3m/m	—	4
29	Fraises acier rapide à denture droite, queue cylindrique, diamètre 4m/m	—	4
30	Fraises acier rapide à denture droite, queue cylindrique, diamètre 5m/m	—	4
31	Fraises acier rapide à denture droite, queue cylindrique, diamètre 6m/m	—	4
32	Fraises acier rapide à denture droite, queue cylindrique, diamètre 8m/m	—	3
33	Fraises acier rapide à denture droite, queue cylindrique, diamètre 10m/m	—	3
34	Fraises hélicoïdales, en acier rapide, queue cylindrique, diamètre 3m/m	—	3
35	Fraises hélicoïdales, en acier rapide, queue cylindrique, diamètre 7m/m	—	3
36	Fraises hélicoïdales en acier rapide, queue cylindrique diamètre 9m/m	—	3
37	Fraises hélicoïdales en acier rapide, queue cylindrique diamètre 10m/m	—	3
38	Fraises hélicoïdales en acier rapide, queue cylindrique diamètre 12m/m	—	2
39	Fraises hélicoïdales en acier rapide, queue cylindrique diamètre 14m/m	—	2
40	Fraises hélicoïdales en acier rapide, queue cylindrique diamètre 16m/m	—	2
41	Fraise conique à 2 tailles, en acier rapide trou fileté, diam. 25m/m ang. 45°	—	10
42	Fraise conique à 2 tailles, en acier rapide trou fileté, diam. 25m/m ang. 50°	—	3
43	Fraise conique à 2 tailles, en acier rapide trou fileté, diam. 25m/m ang. 60°	—	10
44	Fraise conique à 2 tailles, en acier rapide trou fileté, diam. 35m/m ang. 60°	—	3
45	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 12m/m	—	3
46	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 14m/m	—	3
47	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 16m/m	—	3
48	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 18m/m	—	3

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
49	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 20 <sup>m/m</sup>	Nombre	2
50	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 22 <sup>m/m</sup>	—	2
51	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 24 <sup>m/m</sup>	—	2
52	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 2 à trou fileté de 10×150 diamètre 26 <sup>m/m</sup>	—	2
53	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 3 à trou fileté de 12×175 diamètre 28 <sup>m/m</sup>	—	2
54	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 3 à trou fileté de 12×175 diamètre 30 <sup>m/m</sup>	—	2
55	Fraises en acier rapide à denture hélicoïdale queue cône morse n° 3 à trou fileté de 12×175 diamètre 40 <sup>m/m</sup>	—	1
56	Forets à centrer en acier fondu, diamètre de corps 8 <sup>m/m</sup> , diamètre de la pointe 3 <sup>m/m</sup>	—	12
57	Forets à centrer en acier fondu, diamètre de corps 12 <sup>m/m</sup> , diamètre de la pointe 5 <sup>m/m</sup>	—	6
58	Forets à centrer en acier fondu, diamètre de corps 18 <sup>m/m</sup> , diamètre de la pointe 6 <sup>m/m</sup>	—	4
59	Forets hélicoïdaux à queue cylindrique acier rapide tournant à droite, série courte : diamètre 1 <sup>m/m</sup> , 2 <sup>m/m</sup> , 2 <sup>m/m</sup> 5, 3 <sup>m/m</sup> , 4 <sup>m/m</sup> , (12 de de chaque dimension)	—	60
60	Forets hélicoïdaux à queue cylindrique acier rapide tournant à droite, série courte, diamètre 5 <sup>m/m</sup>	—	18
61	Forets hélicoïdaux à queue cylindrique acier rapide tournant à droite, série courte, diamètre 6 <sup>m/m</sup> , 6 <sup>m/m</sup> 5, 7 <sup>m/m</sup> , (10 de chaque dimension)	—	30
62	Forets hélicoïdaux à queue cylindrique acier rapide tournant à droite, série courte, diamètre 7 <sup>m/m</sup> 5, 8 <sup>m/m</sup> , (6 de chaque dimension)	—	12
63	Forets hélicoïdaux à queue cylindrique acier rapide tournant à droite, série courte, diamètre 8 <sup>m/m</sup> 5, 9 <sup>m/m</sup> , 9 <sup>m/m</sup> 5, 10 <sup>m/m</sup> , 10 <sup>m/m</sup> 5, (12 de chaque dimension)	—	60
64	Forets hélicoïdaux à queue cylindrique acier rapide tournant à droite, série courte, diamètre 11 <sup>m/m</sup> , 12 <sup>m/m</sup> , (6 de chaque dimension)	—	12
65	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 1, diamètre 10 <sup>m/m</sup> , 10 <sup>m/m</sup> 5, (6 de chaque dimension)	—	12
66	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 1, diamètre 11 <sup>m/m</sup> , 11 <sup>m/m</sup> 5, 12 <sup>m/m</sup> , 12 <sup>m/m</sup> 5, 13 <sup>m/m</sup> , 13 <sup>m/m</sup> 5, 14 <sup>m/m</sup> , 14 <sup>m/m</sup> 5, (3 de chaque dimension)	—	24
67	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 2 diamètre 15 <sup>m/m</sup> 5, 16 <sup>m/m</sup> 5, 19 <sup>m/m</sup> , (2 de chaque dimension)	—	6
68	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 2 diamètre 23 <sup>m/m</sup>	—	4
69	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 3 diamètre 24 <sup>m/m</sup> , 25 <sup>m/m</sup> , (4 de chaque dimension)	—	8
70	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 3 diamètre 26 <sup>m/m</sup> , 28 <sup>m/m</sup> , (2 de chaque dimension)	—	4
71	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 3 diamètre 30 <sup>m/m</sup> , 31 <sup>m/m</sup> , (1 de chaque dimension)	—	2
72	Forets hélicoïdaux en acier fondu à queue conique cône morse n° 4 diamètre 34 <sup>m/m</sup> , 38, 39, 40, 42, 45 <sup>m/m</sup> , (1 de chaque dimension)	—	6
73	Forets hélicoïdaux, queue conique, en acier fondu série longue, diam. 10 <sup>m/m</sup>	—	10
74	Forets hélicoïdaux, queue conique, en acier fondu série longue, diam. 12 <sup>m/m</sup>	—	10
75	Forets hélicoïdaux, queue conique, en acier fondu série longue, diam. 16 <sup>m/m</sup>	—	12

N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
76	Forets hélicoïdaux, queue conique, en acier fondu série longue, diam. 24m/m.	Nombre	10
77	Forets hélicoïdaux, acier rapide à queue conique diamètre 11m/m <sup>2</sup>	—	5
78	Forets hélicoïdaux, acier rapide, tournant à droite, queue cylindrique diamètre 2m/m	—	5
79	Forets hélicoïdaux, acier rapide, tournant à droite, queue cylindrique, diamètre 2m/m <sup>5</sup> , série courte	—	5
80	Forets hélicoïdaux, acier fondu, queue cylindrique diamètre 3m/m, 3. 5, 5m/m, 5. 5, 6m/m, 6. 5, 7m/m, 7. 5, 8m/m, 8. 5, (5 de chaque dimension)	—	60
81	Forets hélicoïdaux, acier fondu queue conique, diamètre 10m/m	—	3
82	Forets hélicoïdaux, acier fondu queue conique, tournant à droite, diamètre 10m/m <sup>5</sup>	—	3
83	Forets hélicoïdaux, acier fondu queue conique, tournant à droite, diamètre 11m/m	—	3
84	Forets hélicoïdaux, acier fondu queue conique, tournant à droite, diamètre 12m/m, 13m/m, 14m/m, 16m/m, 17m/m, (3 de chaque dimension)	—	15
85	Forets hélicoïdaux, acier fondu queue conique de 21m/m	—	2
86	Mèches en acier fondu queue cylindrique de 3m/m, 4m/m, 6m/m, 8m/m de diamètre, (6 de chaque dimension)	—	24
87	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 5×90	—	3
88	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 5×100	—	3
89	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 6×100	—	4
90	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 7×100	—	2
91	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 8×125	—	4
92	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 9×125	—	2
93	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 10×150	—	3
94	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 11×150	—	2
95	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 12×175	—	3
96	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 13×175	—	1
97	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 14×200	—	2
98	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 15×200	—	1
99	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 16×200	—	1
100	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 17×200	—	1
101	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 18×250	—	1
102	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 19×250	—	1
103	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 20×250	—	2
104	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) pas S. I. 21×250	—	1



N° D'ORDRE	DESIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
105	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 22×250	Nombre	1
106	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 23×250	—	1
107	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 24×300	—	1
108	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 25×300	—	1
109	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 26×300	—	1
110	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 27×300	—	1
111	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 28×300	—	1
112	Tarauds à main, acier fondu au carbone (par jeu de 3 à droite) par S. I. 30×350	—	1

*conditions et spécifications techniques*

La fourniture devra être conforme à la spécification indiquée.

Les matières premières entrant dans la fabrication des articles seront de toute première qualité, exemptes de tout défaut préjudiciable à leur emploi, à leur solidité et à leur aspect.

Leur mise en œuvre sera faite avec soin et suivant les meilleures règles de l'art.

## LOT N° 31

**Limes et rapes**

N° D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
1	Limes plates batardes à champs ronds pour affutage des scies, longueur 250 <sup>m/m</sup>	Nombre	48
2	Limes tiers point à une taille pour affutage des scies taille mi-douce, longueur 250 <sup>m/m</sup>	—	48
3	Limes tiers point à une taille pour affutage des scies, taille douce, longueur 150 <sup>m/m</sup>	—	24
4	Limes 3/4, une taille, angles vifs, pour affutage des lames de scie à bois, longueur 175 <sup>m/m</sup>	—	24
5	Limes batardes de 350 <sup>m/m</sup> , rondes	—	24
6	Limes batardes de 350 <sup>m/m</sup> , demi-rondes	—	60
7	Limes batardes de 350 <sup>m/m</sup> , carrées	—	48
8	Limes batardes de 350 <sup>m/m</sup> , triangulaires	—	48
9	Limes batardes de 350 <sup>m/m</sup> , plates à main, angles vifs	—	40
10	Limes demi-douces de 350 <sup>m/m</sup> , demi-rondes	—	36
11	Limes demi-douces de 350 <sup>m/m</sup> , carrées	—	48
12	Limes demi-douces de 350 <sup>m/m</sup> , triangulaires	—	48
13	Limes demi-douces de 350 <sup>m/m</sup> , plates à main angles vifs	—	52
14	Limes demi-douces de 350 <sup>m/m</sup> , plates à champs ronds	—	12
15	Limes douces de 300 <sup>m/m</sup> , carrées	—	18
16	Limes douces de 300 <sup>m/m</sup> , triangulaires	—	24

Nos D'ORDRE	DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	QUANTITÉS
17	Limes douces de 300 <sup>m</sup> /m, demi-rondes	Nombre	30
18	Limes douces de 300 <sup>m</sup> /m, plates à main, angles vifs	—	26
19	Limes douces de 300 <sup>m</sup> /m, rondes	—	6
20	Limes douces de 300 <sup>m</sup> /m, tiers point	—	6
21	Limes douces de 300 <sup>m</sup> /m, plates à bords ronds	—	6
22	Limes demi-douces de 275 <sup>m</sup> /m, plates	—	12
23	Limes demi-douces de 275 <sup>m</sup> /m, triangulaires	—	12
24	Limes batardes de 250 <sup>m</sup> /m, plates	—	4
25	Limes batardes de 400 <sup>m</sup> /m, plates	—	12
26	Limes batardes de 400 <sup>m</sup> /m, demi-rondes	—	6
27	Limes batardes de 400 <sup>m</sup> /m, carrées	—	6
28	Limes batardes de 300 <sup>m</sup> /m, rondes	—	6
29	Limes batardes de 300 <sup>m</sup> /m, plates	—	4
30	Limes demi-douces de 250 <sup>m</sup> /m, plates	—	4
31	Limes demi-douces de 300 <sup>m</sup> /m, plates	—	4
32	Limes douces de 250 <sup>m</sup> /m, plates	—	2
33	Limes douces de 350 <sup>m</sup> /m, plates	—	2
34	Limes demi-douces de 225 <sup>m</sup> /m, triangulaires	—	12
35	Limes demi-douces de 225 <sup>m</sup> /m, plates à main, angles vifs	—	12
36	Limes douces de 225 <sup>m</sup> /m, rondes	—	12
37	Limes douces de 225 <sup>m</sup> /m, demi-rondes	—	12
38	Limes douces de 225 <sup>m</sup> /m, triangulaires	—	6
39	Limes douces de 225 <sup>m</sup> /m, plates à main angles vifs	—	6
40	Limes aiguilles dites de « Genève » en acier, qualité supérieure, à manche ronde, taille, (demi-douce) N° 1, longueur totale 18 c/m, ronde	—	6
41	Limes aiguilles dites de « Genève » en acier, qualité supérieure, à manche ronde, taille, (demi-douce) N° 1, longueur totale 18 c/m, carrée	—	6
42	Limes aiguilles dites de « Genève » en acier, qualité supérieure, à manche ronde, taille, (demi-douce) N° 1, longueur totale 18 c/m, triangulaire	—	6
43	Limes aiguilles dites de « Genève » en acier, qualité supérieure, à manche ronde, taille, (demi-douce) N° 1, longueur totale 18 c/m, demi-ronde	—	6
44	Limes aiguilles dites de « Genève » en acier, qualité supérieure, à manche ronde, taille, (demi-douce) N° 1, longueur totale 18 c/m, couteau	—	6
45	Limes aiguilles dites de « Genève » en acier, qualité supérieure, à manche ronde, taille, (demi-douce) N° 1, longueur totale 18 c/m, ovale	—	6
46	Limes demi-douce de 300 <sup>m</sup> /m, plates à main à angles vifs	—	12
47	Limes demi-douces de 300 <sup>m</sup> /m, demi-rondes	—	12
48	Limes demi-douces de 300 <sup>m</sup> /m, triangulaire	—	12
49	Râpes à bois 1/2 rondes, longueur 350 <sup>m</sup> /m, batardes	—	12
50	Râpes à bois 1/2 rondes, longueur 350 <sup>m</sup> /m, batardes, demi-douces	—	12

### *conditions et spécifications techniques*

La fourniture devra répondre aux conditions de la spécification technique N° 195 des cahiers des charges unifiés des grands réseaux français.

Les matières premières entrant dans la fabrication des articles seront de toute première qualité, exemptes de tout défaut préjudiciable à leur emploi, à leur solidité, ou à leur aspect.

Leur mise en œuvre sera faite avec soin et suivant les meilleures règles de l'art.

Approuvé :

Lomé le 30 Novembre 1939

En Conseil d'Administration  
dans sa séance du 1<sup>er</sup> Décembre 1939  
Le Gouverneur des Colonies  
Commissaire de la République au Togo,

L'Ingénieur Principal  
Chef du Service des Transports du Togo,

PIALOUX

MONTAGNE

**SOUSCRIPTION POUR LA DEFENSE DE L'EMPIRE**

A l'occasion de la commémoration de l'Armistice de 1918, le Commissaire de la République au Togo a autorisé, sur les instances de nombreux togolais, l'ouverture d'une souscription pour la défense de l'Empire.

Afin d'assurer à cette collecte la clarté, l'ordre et le caractère strictement volontaire nécessaire, les instructions suivantes avaient été adressées aux commandants des circonscriptions chargés de recueillir les dons :

« A la demande conseils notables Territoire vous autorise à recevoir du samedi onze jusqu'au samedi dix-huit novembre à dix-sept heures délai de clôture strictement de rigueur souscriptions pour œuvres de guerre dans conditions suivantes stop. Versements individuels ne devront être acceptés que de la part contribuables catégories supérieures c'est-à-dire figurant sur rôles nominatifs stop. En aucun cas vous ne solliciterez et ne recevrez souscriptions individuelles ou collectives de la part contribuables catégories ordinaires stop. Toutefois ne m'oppose pas à ce que participation de la masse se fasse conformément suggestion notables au moyen souscription versée par budget Société prévoyance montant ne pouvant dépasser un vingtième encaisse stop. »

« Versements seront reçus par chefs subdivisions administratives et donneront lieu à délivrance reçu tiré d'un quittancier à souche spécialement destiné à cet effet stop. »

« Chefs circonscriptions me télégraphieront résultats samedi dix-huit avant vingt heures et m'adresseront par premier courrier montant sommes recueillies par mandat-poste et liste nominative souscripteurs avec montant souscription stop. Cette liste sera publiée journal officiel affichée dans tous lieux publics circonscriptions un diplôme sera envoyé à chaque souscripteur stop. Montant total souscriptions sera adressé par mes soins à ministre colonies qui les affectera défense Empire conformément à ses ordres. »

« Signé : L. MONTAGNÉ ».

**Cercle de Lomé**

**SUBDIVISION DE LOMÉ**

*Européens et assimilés :*

Anonyme	120,—
M.M. Aouad frères, commerçants	1.000,—
Astier, brig. des douanes	25,—
Barma, adjoint principal des services civils	50,—
Mme Basman Simani, commerçante	200,—
M.M. Bérard Jean, administrateur-adjoint des colonies	50,—
Bernard, procureur de la République	50,—
Brassard, ingénieur radio-télégraphiste	50,—
Caron, ingénieur météorologiste	50,—
Chappuis, commerçant	25,—
Chruisckshank, agent général de la United Africa Company	400,—
à reporter	2.020,—

report	2.020,—
M.M. Cuenod, commerçant	25,—
Dobson, agent fondé de pouvoir de la maison « John Holt »	100,—
Dufresne, dessinateur travaux publics	20,—
Fouad Jazzar, commerçant	1.000,—
Gallet, pharmacien-lieutenant	40,—
Gébara, commerçant	1.000,—
Georges-Richard, trésorier payeur	100,—
Ginet Henri, inspecteur de police	25,—
de Guise Félix Robert, adjoint des serv. civ.	50,—
Guitard, commerçant	25,—
Habib Joseph, commerçant	200,—
Hockey, commerçant	50,—
Horard, chef ouvrier d'art des travaux publics	25,—
Jazzar Fouad, commerçant	1.650,—
Jazzar Kalil, commerçant	1.000,—
Lacan, médecin-lieutenant	40,—
Lagar dère, médecin-capitaine	50,—
Larrère, commis principal du trésor	25,—
Leitch J., agent de la maison « John Holt »	50,—
Mancion, ingénieur d'agriculture	100,—
Mas, entrepreneur des travaux publics	2.000,—
Montagné, gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo	200,—
Moquay, capitaine de port	50,—
Mouragues, administrateur-adjoint des colonies	50,—
Mouzas, agent fondé de pouvoirs de la maison G. B. Ollivant	500,—
Nassar M. A., commerçant	1.000,—
Nassif Georges Antoine, commerçant	2.000,—
Pallarès, instituteur	50,—
Mme Patanchon, institutrice	50,—
M.M. Philippe, receveur de l'enregistrement	50,—
Réhart, directeur de la police du Togo	50,—
Roby, lieutenant d'administration	25,—
de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies	75,—
Saint-Criq, commis principal du trésor	50,—
Mme et M. Siro, instituteurs	100,—
à reporter	13.845,—

<i>report</i>	13.845,—
M.M. Stoll René, chef du garage central . . . . .	25,—
Urvois, médecin lieutenant colonel, chef du service de santé . . . . .	100,—
William Victor, commerçant . . . . .	1.000,—
Zinder, commerçant . . . . .	100,—

*Togolais :*

M.M. Abalo Amouzougan, employé de commerce . . . . .	5,—
Abalo Koudaouh, employé de commerce . . . . .	5,—
Aboki Walter, commis d'administration . . . . .	5,—
Aboni Simon, commerçant . . . . .	10,—
Aboudou, commerçant . . . . .	5,—
Aboudou Galadima, commerçant . . . . .	50,—
Acolatse Alfred, planteur . . . . .	10,—
Acolatse Berchmans, employé de commerce . . . . .	5,—
Adado Sani, chef de canton . . . . .	100,—
Adanlete Michel, employé de commerce . . . . .	10,—
Adeh Luc, employé de commerce . . . . .	2,—
Mme. Adigo Bernardine, infirmière . . . . .	5,—
M.M. Adigo Dorothee, aide-médecin . . . . .	10,—
Adigo Louis, aide-médecin . . . . .	10,—
Adjakey, employé de commerce . . . . .	5,—
Adjalle Jacob, chef de canton . . . . .	200,—
Adjalle Joseph, employé de commerce . . . . .	25,—
Adjangba Peter, hôtelier . . . . .	5,—
Adjevi Sylvain, commis d'administration . . . . .	5,—
Adjevi Symphorien, commis d'administration . . . . .	10,—
Adjido Guillaume, infirmier . . . . .	5,—
Adodo Adeh, planteur . . . . .	20,—
Adokor E. J., employé de commerce . . . . .	5,—
Adotevi Mathias, planteur . . . . .	25,—
Afandomi Cosme, commis des P. T. T. . . . .	5,—
Afanou Louis, infirmier . . . . .	5,—
Agbaglah Jean, infirmier . . . . .	5,—
Agbemenyah, employé de commerce . . . . .	3,—
Agbemenyah Jean, employé de commerce . . . . .	5,—
Agbenyah, employé de commerce . . . . .	5,—
Agbessi Gilbert, planteur . . . . .	5,—

*à reporter* 15.640,—

<i>report</i>	15.640,—
M.M. Agbeve, propriétaire . . . . .	25,—
Agbezoudo, propriétaire . . . . .	20,—
Agbo, commerçant . . . . .	2,—
Agbo Foli, employé de commerce . . . . .	5,—
Agbodjan John William, propriétaire . . . . .	5,—
Agbosse Gbonfou, propriétaire . . . . .	25,—
Aglago, camionneur . . . . .	15,—
Aglome Gbetsogbé, planteur . . . . .	15,—
Agossa, adjudant-chef . . . . .	25,—
Aguey Jean, commis d'administration . . . . .	5,—
Aguiar Jacintho, propriétaire planteur . . . . .	25,—
Ahoe Laurence, propriétaire . . . . .	5,—
Aholou Hermann, employé de commerce . . . . .	20,—
Ahyee Ambroise, employé de commerce . . . . .	25,—
Ajavon Adolphe, commis d'administration . . . . .	5,—
Ajavon Adolphe, employé de commerce . . . . .	5,—
Ajavon Emmanuel, propriétaire . . . . .	100,—
Ajavon Frédéric, commis d'administration . . . . .	5,—
Ajavon Henri, instituteur . . . . .	10,—
Ajavon Joseph, facteur-chef . . . . .	5,—
Ajavon Joseph, commis d'administration . . . . .	10,—
Akakpo Justin, commis des P. T. T. . . . .	5,—
Akakpo Mensah, maçon . . . . .	5,—
Akakpo Moise, employé de commerce . . . . .	5,—
Akele Isidore, commis des P. T. T. . . . .	10,—
Aklassou, chef de canton . . . . .	60,—
Ako Augustin, commis des P. T. T. . . . .	5,—
Akouete Adoté Jean, instituteur . . . . .	5,—
Akouete Paulin, commis d'administration . . . . .	10,—
Akpaloo Komlan, commerçant . . . . .	15,—
Akpalou Aziabli, propriétaire . . . . .	15,—
Akpokli Charles, inspecteur de police . . . . .	10,—
Alakpa, chef de canton . . . . .	50,—
d'Almeida Alfred, préposé des douanes . . . . .	25,—
d'Almeida Alex, instituteur . . . . .	25,—

*à reporter* 16.242,—

	<i>report</i> . . .	16.242,—
M.M. d'Almeida Benoit, infirmier	3,—	
d'Almeida Félicien, commis d'administration	5,—	
d'Almeida Joseph, commis d'administration	5,—	
d'Almeida Maurice, facteur enregistreur	5,—	
Alomenou Ebansa, commis d'administration	20,—	
Amadou Moïse, propriétaire	20,—	
Amagli Andréas, peintre au wharf	5,—	
Amah Georges, commis d'administration	5,—	
Amah Moorhouse, moniteur enseignement	5,—	
Amedewokpo Nougalo, surveillant des P. T. T.	5,—	
Ameganshie Linus, employé de commerce	5,—	
Ameganvi James, employé de commerce	2,—	
Amegee, vétérinaire auxiliaire	10,—	
Amegee Michel, employé de commerce	5,—	
Amegnigan Urbain, aide-médecin	5,—	
Amegnizin Faustin, commis d'administration	5,—	
Amegnon Lanzo, employé de commerce	5,—	
Ametepe James, employé de commerce	5,—	
Amezaili, employé de commerce	2,—	
Aminou, commerçant	5,—	
Amorin C. J., employé de commerce	25,—	
Amouzou Adokou, propriétaire	25,—	
Amouzou Adolphe, commis d'administration	10,—	
Amouzou Gervais, infirmier	10,—	
Amouzou Pierre, moniteur enseignement	5,—	
Amouzou Romuald, commis d'administration	5,—	
Amouzou Vitus, commis d'administration	5,—	
Ananou David, instituteur	5,—	
Anthevi Isaac, employé de commerce	5,—	
Andele Gou Joseph, employé de commerce	5,—	
Ankrah David, instituteur	5,—	
Anonyme	71,—	
<i>à reporter</i> . . .	16.545,—	

	<i>report</i> . . .	16.545,—
M.M. Anoumou Joseph Frantz, employé de commerce	3,—	
Anthony Alex, propriétaire	25,—	
Anthony C. D., propriétaire	25,—	
Anthony Joseph, employé de commerce	5,—	
Anthony Joseph, employé de commerce	5,—	
Anthony Vinolia, agent auxiliaire	5,—	
Armerding Stephan, commis des douanes	20,—	
Armiyao, commerçant	25,—	
Ashiabor Daniel, préposé des douanes	5,—	
Assagba Michel, planton	5,—	
Atakpamey Victor, commis d'administration	5,—	
Atayi John Amaté, agent auxiliaire	25,—	
Atayi Jonathan, commis d'administration	5,—	
Attiogbe Mensah, commerçant	5,—	
Atiojohoun, propriétaire	25,—	
Atikpoe Valentin employé de commerce	5,—	
Atohun Joseph, employé de commerce	5,—	
Atsou Alex, surveillant de routes	5,—	
Ayi Stephan, propriétaire	30,—	
Ayih Frédéric, instituteur	5,—	
Ayite Christophe, employé de commerce	5,—	
Azakpo Joseph, commis d'administration	5,—	
Aziagan Frédéric, employé de commerce	5,—	
Baeta W. T., employé de commerce	25,—	
Bakar Achigbi, propriétaire	25,—	
Bandeira Simon, employé de commerce	5,—	
Banermann Pierre, commis d'administration	10,—	
Barrigah Samuel, instituteur	5,—	
Blabou Jacob, agent d'hygiène	5,—	
Boboloe, propriétaire	25,—	
Bocovi Ambroise, commis des P. T. T.	10,—	
Boflan Kouassi, propriétaire	20,—	
Bossman J. K., employé de commerce	25,—	
Bossou Joseph, planton	5,—	
<i>à reporter</i> . . .	16.958,—	

	<i>report</i>	16.958,—
M.M. Botchoe Bernard, agent d'hygiène	5,—	
Botor, propriétaire	25,—	
Bouraima Samuel, facteur des F. T. T.	5,—	
Bruce Cuthbert inspecteur de police	5,—	
Bruce Jacob, employé de commerce	10,—	
Bruce Thomas, commis des P. T. T.	10,—	
Brym Louis, commis d'administration	10,—	
Byll Alexandre, commis d'administration	10,—	
Byll Hilaire, préposé des douanes	5,—	
Mme Byll Marie, sage-femme auxiliaire	10,—	
M.M. Capochichi Marc, agent auxiliaire	5,—	
Capochichi Max, agent auxiliaire	5,—	
Cassiano Adjayi, propriétaire	10,—	
Chardey Francis, interprète	15,—	
Clocuh Christian, médecin auxiliaire	10,—	
Mme Clocuh Josephine, sage-femme auxiliaire	10,—	
M.M. Coco Dominique, médecin auxiliaire	10,—	
Codjo Aug. Koudzawoo, propriétaire	5,—	
Comlar Ferdinand, propriétaire	50,—	
Dagan Anselme, pointeur	5,—	
Deckon Cosme, inspecteur de police	5,—	
Deckon Joseph, planton à enseignement	5,—	
Deganus Arnold, employé de commerce	5,—	
Degboe Alphonse, instituteur	5,—	
Degboe Gaspard, commis d'administration	5,—	
Denadou Mathias, infirmier	5,—	
Devenou Lassey, planteur	5,—	
Devoh Joseph, médecin auxiliaire	10,—	
Djadoo, facteur enregistreur	15,—	
Djaka Gbolo, propriétaire	25,—	
Djelou Michel, commis d'administration	5,—	
Dogbe Godwin, commis d'administration	5,—	
	<i>à reporter</i>	17.273,—

	<i>report</i>	17.273,—
M.M. Dogble, propriétaire	25,—	
Dogble Kloutsé, planteur	5,—	
Dognon Ambroise, propriétaire	25,—	
Dognon Wendelinus, commerçant	15,—	
Doe Robert, infirmier	5,—	
Doh Albert, employé de commerce	20,—	
Doh Gohoho, commerçant	15,—	
Dominique Jean, employé de commerce	10,—	
Dorkenoo, chef de canton	100,—	
Dosse Kouadjo, commerçant	5,—	
Dossevi Pierre, commis d'administration	25,—	
Mme Dossevi Rose, monitrice de l'enseignement	4,—	
M.M. Dossou Augustin, commis d'administration	5,—	
Dossou Jean, agent contractuel	10,—	
Dossouvi Henri, employé de commerce	5,—	
Dos-Reis, employé de commerce	10,—	
Dos-Reis Justin, commis des P. T. T.	5,—	
Doumassi Joseph, planteur	5,—	
Dovi Christophe, facteur des P. T. T.	5,—	
Eboe Latévi, propriétaire	20,—	
Edo Dognon, commerçant	10,—	
Edoe, Tèvi, Lacle, employé de commerce	5,—	
Edoh Nador, planteur	5,—	
Egbi, commerçant	15,—	
Eklou Gbogbo, propriétaire	10,—	
Eklou Michel, préposé des douanes	5,—	
Eklou Semako, planteur	5,—	
Ekoue Ayayivi, préposé des douanes	5,—	
Ekoue Martin, aide-médecin	5,—	
Ekue Simon, employé de commerce	2,—	
Eledjinawo, propriétaire	20,—	
Emaku Simon, employé de commerce	5,—	
da Ernesto Léopold, commis d'administration	10,—	
Esikata, planteur	15,—	
Esso, planteur	15,—	
Eteh Benoît, moniteur de l'enseignement	1,—	
Evenoumede Pierre, aide-pharmacien	10,—	
	<i>à reporter</i>	17.735,—



	<i>report</i>	17.735,—
M.M. Eyebiyi Samuel, commis d'administration	5,—	
Fabre Henri, préposé des douanes	5,—	
Fiawoo Gilbert, employé de commerce	5,—	
Folly Fidèle, infirmier	5,—	
Folly Joseph, commis d'administration	5,—	
Folly Michel, commis d'administration	10,—	
Freitas Paulin, instituteur	10,—	
Fumey William, propriétaire	25,—	
Gaba Aho, commis des P. T. T.	10,—	
Gaba A. J., employé de commerce	25,—	
Gaba Ernest, employé de commerce	10,—	
Gaba J. A., propriétaire	25,—	
Gadegbekou, employé de commerce	5,—	
Gadegbekou Hermann, aide-médecin	5,—	
Gaoussou, planton	5,—	
Gbaguidi Léonard, commis d'administration	5,—	
Gbeblewoo Nicolas, préposé des douanes	10,—	
Gbedema David, infirmier	5,—	
Gbedema Elias, infirmier	5,—	
Gbedey Robert, comptable des travaux publics	25,—	
Gbedey Théophile, commis d'administration	5,—	
Gbedze, commerçant	15,—	
Gbegnedji Venance, agent auxiliaire	2,—	
Gbegnedji Wessigbé, propriétaire	100,—	
Mlle Gbetie Marie, monitrice de l'enseignement	5,—	
M.M. Gbikpi André Daniel, préposé des douanes	20,—	
Gbodjidigo, propriétaire	25,—	
Georges R. C. propriétaire	15,—	
Geraldo Laminou, instituteur	5,—	
Geraldo Moussé, notable propriétaire	100,—	
Geraldo Sadoulaï, agent auxiliaire	5,—	
Gibirilla Sanoussi, notable	100,—	
Gnassounou Paul, commis d'administration	10,—	
Gnassounou Pierre, commis d'administration	10,—	
Gnassounou Richard, commis d'administration	10,—	
<i>à reporter</i>	18.367,—	

	<i>report</i>	18.367,—
M.M. Gnassounou Victor, commis d'administration	5,—	
Goeh Clément, commis d'administration	5,—	
Goeurk Jean, employé de commerce	10,—	
Gonçalves Antoine, commis des P. T. T.	10,—	
Gonçalves René, commis des P. T. T.	10,—	
Goyiho, propriétaire	15,—	
Hillah Michel, infirmier	5,—	
Homawoo, propriétaire	25,—	
Home, planteur	10,—	
Hounkpati John, facteur	5,—	
Houssoumoukpe Edougneto, mécanicien	5,—	
Hundt Jean, commis d'administration	5,—	
Hundt Joseph, employé de commerce	15,—	
Mlle Hundt Josephine, couturière	5,—	
M.M. Hukpetor, chef de village	25,—	
Ibida Charles, commerçant	15,—	
James Jean, ouvrier	10,—	
Johnson André, commis d'administration	10,—	
Johnson David, moniteur de l'enseignement	10,—	
Johnson D. Félix, préposé des douanes	10,—	
Kagni Amoussou, agent auxiliaire	5,—	
Kate Joseph, planteur	30,—	
Kaye Edouard, employé de commerce	5,—	
Kloutse Missiamenou, planteur	5,—	
Kloyi Guébeli, planteur	5,—	
Klutse Antoine, agent auxiliaire	5,—	
Kimakor Victor, facteur des P. T. T.	5,—	
Kitissou Mathias, commis d'administration	10,—	
Keko Gnagblodjo, planteur	5,—	
Kloutse Joseph, moniteur agricole	5,—	
Kodjo Moïse, ouvrier	10,—	
Kodjovi Mensah canotier au wharf	5,—	
Kogni Komlan, cultivateur	5,—	
Koffi Alowoanou, maître-ouvrier	20,—	
Koffi François, agent auxiliaire	5,—	
Koffi Jacques, commis des P. T. T.	15,—	
<i>à reporter</i>	18.717,—	

<i>renort</i>	18.717,—
M.M. Koffi Kouami, cultivateur	5,—
Kokou Louis, commis d'administration	10,—
Kokou Michel, employé de commerce	5,—
Kokoroko, cultivateur	5,—
Komako Jérôme, planteur	20,—
Komlan Pius, agent auxiliaire	5,—
Kouakoutse Ferdinand, propriétaire	25,—
Kouanvih Laurent, instituteur	10,—
Koude Aménou, planteur	20,—
Koue Hermann, commis d'administration	10,—
Kouevi Afanou, agent auxiliaire	5,—
Kouevi Joseph, agent auxiliaire	5,—
Kouevi François, instituteur	10,—
Koukoui Marius, commis d'administration	5,—
Koukpaki Julien, ouvrier	5,—
Koulewoshie Seth, planteur	5,—
Koussawo Antoine, peintre wharf	5,—
Kouzo Bernard, mécanicien forgeron	5,—
Kpodar Assio'gbor, maître ouvrier	10,—
Kpodar Emile, infirmier	5,—
Kpogo, cultivateur	25,—
Mme Kponton Félicienne, sage-femme auxiliaire	25,—
M.M. Kponton Sylvestre, comptable des chemins de fer	20,—
Kpozou, planteur	15,—
Kruger Ernest, commis des P. T. T.	5,—
Kuadjovi Henri, employé de commerce	5,—
Kuassivi J. N., employé de commerce	5,—
Kuawo Kumako, mécanicien conducteur	5,—
Kudadjé Gabriël, préposé des douanes	5,—
Kudolo Daniel, commerçant	25,—
Kueh Alfred, employé de commerce	10,—
Kuevor Joseph, employé de commerce	15,—
Lacle Jean, infirmier	5,—
Lade Cléophas, infirmier	5,—
Lafoneku Samson, agent d'hygiène	5,—
Lassey Bernard, agent auxiliaire	5,—
<i>à reporter</i>	19.072,—

<i>report</i>	19.072,—
M.M. Lassey Combévi, commis d'administration	5,—
Late Mensah, commerçant	5,—
Latevi Noudo, propriétaire	25,—
Lawson Albert, commis d'administration	10,—
Lawson Andréas, propriétaire notable	25,—
Lawson Ben, maçon	10,—
Lawson Dionys, employé de commerce	5,—
Lawson Fred, employé de commerce	10,—
Lawson Gilbert, employé de commerce	10,—
Lawson Jacob, commis d'administration	5,—
Lawson James, infirmier	5,—
Lawson D. Joseph, préposé des douanes	5,—
Lawson Joseph, commerçant	5,—
Lawson Léonard, commis d'administration	5,—
Lawson Martin, aide-pharmacien	10,—
Lawson Nicolas, commis d'administration	10,—
Lawson Pierre, infirmier	10,—
Lawson Pierre, commerçant	5,—
Lawson Wooly, commis auxiliaire	3,—
Le Blond Louis, facteur	3,—
Lodonou Joseph, infirmier	5,—
Logossou Paul, infirmier	5,—
Maathey Pierre, charpentier	5,—
Maboudou Joseph, commis d'administration	5,—
Mme Maboudou Victorine, sage-femme auxiliaire	10,—
M.M. Maleaux Joseph, commis des P. T. T.	10,—
Martin Emmanuel, agent auxiliaire	5,—
Massougbdji Bernard, infirmier	5,—
Mathias, employé de commerce	15,—
Mebounou Michel, commis d'administration	10,—
de Mederos Jean, instituteur	10,—
de Medeiros Ignacio, agent auxiliaire	10,—
Mensah Albert, hôtelier	50,—
Mensah Assindo, canotier	5,—
Mensah Amedjro, ouvrier	5,—
Mensah André, agent auxiliaire	5,—
<i>à reporter</i>	19.403,—

	<i>report</i> . . .	19.403,—
M.M. Mensah Jacob, agent auxiliaire . . . . .	5,—	
Mensah Joseph, agent auxiliaire . . . . .	20,—	
Mensah Jean-Baptiste, commerçant . . . . .	10,—	
Mensah Louis, infirmier . . . . .	5,—	
Mensah Noudjrodou, planteur . . . . .	5,—	
Miheaye Todédjrapou, canotier . . . . .	5,—	
Mikem Michel, instituteur . . . . .	5,—	
Momo Camara, mécanicien conducteur . . . . .	5,—	
Nomanyo, cultivateur . . . . .	10,—	
Nouogan Houbouké, cultivateur . . . . .	5,—	
Occansey Ludwing, propriétaire . . . . .	25,—	
Olympio César, propriétaire . . . . .	100,—	
Olympio Curthbert, employé de commerce . . . . .	10,—	
Olympio Sylvanus, agent U. A. C. . . . .	200,—	
Mme Paass Berthe, monitrice de l'enseignement . . . . .	5,—	
M.M. Paass R. H., employé de commerce . . . . .	25,—	
Paraiso Basile, commis d'administration . . . . .	10,—	
Paty Daniel, interprète . . . . .	10,—	
Pereira Eusèbe, commis des P. T. T. . . . .	10,—	
Pietri Lazare, préposé des douanes . . . . .	10,—	
Pindra François, commis d'administration . . . . .	5,—	
Pethos Mathias, garde-frontière . . . . .	5,—	
Poenou Marcellin, commis des P. T. T. . . . .	10,—	
Quam-Dessou Servatus, comptable . . . . .	15,—	
Quashie Martin, agent auxiliaire . . . . .	5,—	
Quashie William, commis d'administration . . . . .	10,—	
Quenum Joseph, moniteur enseignement . . . . .	5,—	
Quevison Charles, commis d'administration . . . . .	5,—	
Reinhardt Victor, employé de commerce . . . . .	5,—	
Romao Joseph, préposé des douanes . . . . .	10,—	
Sama Amoumouvi, cultivateur . . . . .	5,—	
Samatey L., employé de commerce . . . . .	25,—	
<i>à reporter</i> . . .	19.988,—	

	<i>report</i> . . .	19.988,—
M.M. Samuel Abraham, instituteur . . . . .	10,—	
Santos Paulin, commis d'administration . . . . .	5,—	
Santos Pédro, commis d'administration . . . . .	5,—	
Sant'Anna Faustin, commis d'administration . . . . .	10,—	
Sanvee Jonathan, commis d'administration . . . . .	25,—	
Sanvee Josiah, employé de commerce . . . . .	50,—	
Savi de Tové, publiciste . . . . .	15,—	
Seddoh Ben, employé de commerce . . . . .	20,—	
Sedjro Tété, chef de canton . . . . .	100,—	
Mme Sedor Anna, infirmière . . . . .	5,—	
M.M. Semekonon, chef de canton . . . . .	50,—	
Senouvo Léonard, agent auxiliaire . . . . .	5,—	
Siggini Joseph, employé de commerce . . . . .	10,—	
Sitti Jean, instituteur . . . . .	5,—	
Sodji Florence, infirmier . . . . .	5,—	
Sossah Cosme, facteur des P. T. T. . . . .	5,—	
Sossou Vodounou, surveillant des P. T. T. . . . .	5,—	
de Souza Augustino, propriétaire notable . . . . .	1.000,—	
de Souza Dominique, commis d'administration . . . . .	10,—	
de Souza Félicio, propriétaire notable . . . . .	100,—	
Souzeh, employé de commerce . . . . .	5,—	
Taga, planteur . . . . .	25,—	
Tamakloe Ben, employé de commerce . . . . .	5,—	
Tamakloe Théophile, propriétaire notable . . . . .	100,—	
Teco Justin, garde d'hygiène . . . . .	5,—	
Teco Folly, ouvrier . . . . .	5,—	
Teco Joseph, ouvrier . . . . .	5,—	
Tetevi Marc, facteur . . . . .	5,—	
Tevi Latévi, mécanicien conducteur . . . . .	10,—	
Tevi Michel, agent auxiliaire . . . . .	5,—	
Tigoe Joseph, aide-médecin . . . . .	5,—	
Titi Kayi, infirmière . . . . .	5,—	
Titus Théophile, commis d'administration . . . . .	5,—	
Tokou Michel, instituteur . . . . .	10,—	
Tossou Djodekoumé, ouvrier . . . . .	5,—	
<i>à reporter</i> . . .	21.628,—	

<i>report</i>	21.628,—
M.M. Tossou Koussahoun, agent auxiliaire	5,—
Tossoukpe Albert, commis d'administration	5,—
Toyî Bruno, préposé des douanes	25,—
Tsikplonou, planteur	10,—
Vallabregue Robert, commis d'administration	2,—
Vieyra François, commis d'administration	10,—
Vignon Antoine, pointeur au wharf.	5,—
Vintoura, employé de commerce	5,—
Viotey Frantz, agent d'hygiène	5,—
Wilson Jean, instituteur	25,—
Wood A. J., employé de commerce	10,—
Yakanou, cultivateur	15,—
Yaovi Urbain, mécanicien conducteur	5,—
Yehouessi Pierre, boucher	5,—
Yevou Joseph, commis d'administration	5,—
Zamba François, commis d'administration	5,—
Zobiaki Joseph, facteur des P. T. T.	5,—
Zupitzer Emile, commis des P. T. T.	5,—
<i>Associations :</i>	
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (agent fondé de pouvoirs: Monsieur Ambach)	5.000,—
G. B. Ollivant (agent fondé de pouvoirs: M. Mouzalas)	2.000,—
Société Commerciale de l'Ouest Africain (agent fondé de pouvoirs: Monsieur Trosselly)	5.000,—
Société Indigène de Prévoyance de Lomé	800,—
Total pour la commune mixte de Lomé et la subdivision de Lomé	34.580,—

## SUBDIVISION DE TSÉVIÉ

*Européens :*

R. P. Bardol, missionnaire	50,—
Steinmetz, missionnaire	50,—
M. Terrac Jean, adjoint principal des services civils	150,—

*Togolais :*

M.M. Acolatsé Moïse, employé de commerce	10,—
Adjalle Ignace, interprète	25,—
<i>à reporter</i>	285,—

<i>report</i>	285,—
M.M. Adjavon Alfred, employé de commerce	10,—
Adjavon Kpedja, chef de quartier	25,—
Adjé, chef de village	10,—
Adjivon Philippe, infirmier	25,—
Adzognon Kati, chef de quartier	25,—
Adjonou, notable planteur	10,—
Adjovi, chef de quartier	10,—
Adognon, chef de village	50,—
Adokou, chef de village	15,—
Adotevi Barthelemy, commis d'administration	50,—
Adoté Jacob, instituteur	25,—
Adrangni, chef de quartier	10,—
Afokpa, chef de village	16,—
Agama, chef de village	15,—
Agbalegnon, chef de village	40,—
Agbéviadé Emmanuel, industriel	17,—
Aghessi Pierre, chef de canton	40,—
Agbleke, chef de village	25,—
Agbigbi, chef de village	10,—
Agbodjalou, chef de village	25,—
Agboka, chef de village	10,—
Agbolekame Illa, chef de village	25,—
Agboli Paul, chef de canton	34,—
Agbozo, chef de canton	20,—
Agnithey Reiny, commis d'administration	25,—
Agodo, chef de village	50,—
Agouze, chef de village	30,—
Ahali, chef de quartier	20,—
Ahama, chef de quartier	25,—
Ahiakpor Andréas, acheteur de produits	50,—
Aho Philippe, secrétaire chef canton	30,—
Ahombo, chef de quartier	50,—
Ahonsou, chef de village	10,—
Ahoughbato, chef de village	25,—
Akakpa, chef de canton	100,—
Akakpo Léonard, moniteur agricole	25,—
Akakpo Noudoda, chef de canton	50,—
Akey Tognon, chef de quartier	10,—
Aklassou, chef de canton	100,—
Akoussa, chef de village	25,—
Akpah Anatifo, chef de village	34,—
Aleke, chef de canton	120,—
<i>à reporter</i>	1.606,—

	<i>report</i>	1.606,—
M.M. Alfred, chef de village	20,—	
Almeida Emmanuel, employé de commerce	25,—	
Aloe Sevon, notable planteur	10,—	
Alowodo, chef de village	15,—	
Amaglo Richard, chef de village	50,—	
Amaglo, chef de village	25,—	
Amaglo, chef de village	60,—	
Amechipo Aho, chef de village	15,—	
Amegashie Maurice, employé de commerce	50,—	
Amegee Alfred, acheteur de produits	5,—	
Amenovon Thomas, propriétaire à Kéwé	15,—	
Amenou Ezo, chef de quartier	25,—	
Anani, chef de quartier	10,—	
Anani Woameno, chef de quartier	25,—	
Anipa, chef de village	25,—	
Apeti, chef de canton	100,—	
Aquereburu Benjamin, infirmier	15,—	
Assignon, chef de quartier	10,—	
Ataglo, chef de canton	50,—	
Atayi Louis, infirmier	25,—	
Atikpoe Alfred, employé de commerce	25,—	
Attigbe Francis, employé de commerce	25,—	
Atisso Ahonto, chef de quartier	25,—	
Atisso Gasso, chef de village	25,—	
Ativi Pierre, acheteur de produits	10,—	
Avogbedo, chef de village	25,—	
Avogbedo, chef de village	15,—	
Avougan, chef de canton	100,—	
Awou Agbago, chef de quartier	10,—	
Ayao Koussitoutou, chef de quartier	10,—	
Ayivi, sous-chef de village	25,—	
Azi Egbevado, chef de village	25,—	
Aziablé, chef de village	50,—	
Aziablé Vendelinus, chef de canton	100,—	
Aziabou Dali, chef de quartier	8,70	
Aziadjo, chef de village	100,—	
Aziagnon Têvi, chef de village	15,—	
<i>à reporter</i>	2.774,70	

	<i>report</i>	2.774,70
M.M. Aziagome Ketitou, chef de village	25,—	
Aziale, chef de quartier	25,—	
Aziape, chef de quartier	50,—	
Mlle. Blanck Martine, infirmière	10,—	
M.M. Bohoe Fiadjigbé, industriel	20,—	
Boko Dessou, chef de quartier	20,—	
Bounassi, chef de village	15,—	
Comlan Léo, mécanicien	10,—	
Dagadou, chef de village	50,—	
Dagnon Tsomana, chef de quartier	25,—	
Dangbe Amékugee, chef de village	15,—	
Davoue, chef de village	100,—	
Desson Dossou, chef de quartier	10,—	
Djabakou Joseph, employé de commerce	50,—	
Djaka, chef de quartier	10,—	
Djaka Amedo, acheteur de produits	5,—	
Djapa Joseph, industriel	10,—	
Djamessi, notable planteur	10,—	
Djedje, chef de village	25,—	
Djagba Andréas, notable planteur	10,70	
Djoka, notable	25,—	
Doevi Henri, employé de commerce	25,—	
Dognon Elias, acheteur de produits	5,—	
Dogba, chef de village	15,—	
Doké, chef de village	50,—	
Doké, chef de quartier	20,—	
Dôgbe Gottlieb, moniteur agricole	15,—	
Doknor Guedou, notable planteur	8,70	
Dokou, chef de canton	25,—	
Dossou Vincent, employé de commerce	50,—	
Doumegnon, sous-chef de village	15,—	
Edo Alabi, chef de quartier	50,—	
Edo Tessou, notable planteur	10,—	
Edo, chef de village	25,—	
Edo Toffa, chef de canton	100,—	
Edor Aoukou, chef de canton	15,—	
Egue, chef de village	10,—	
Eha, chef de village	10,—	
Ekla, chef de village	25,—	
Ekla Gbadaglo, chef de village	10,85	
<i>à reporter</i>	3.779,95	

	<i>report</i>	3.779,95
M.M. Essiakou Christophe, com- merçant	50,—	
Etchisse, chef de village	25,—	
Etré, chef de village	25,—	
Etsé chef de quartier	10,—	
Eyikpo, chef de village	10,—	
Fiagbe Adolphe, employé de commerce	25,—	
Fiamor Erasmus, employé de commerce	60,—	
Fiawo Emmanuel, employé de commerce	50,—	
Figah Joseph, écrivain pu- blic	25,—	
Foly Katé, chef de village	30,—	
Gaka, chef de village	16,—	
Galle, sous-chef de village	16,—	
Gali Goya, chef de quar- tier	17,70	
Gassou Degbé, chef de vil- lage	15,—	
Gavi Apla, chef de quar- tier	15,—	
Gavi, chef de quartier	25,—	
Gayapa Linus, chef de quartier	25,—	
Gayapa Dogan, chef de quartier	8,70	
Gbegan, chef de village	50,—	
Godjo, chef de village	10,—	
Goeh Victor, boutiquier	10,—	
Goka Laurent, employé de commerce	35,—	
Gomassi, chef de village	15,—	
Gueli, chef de village	10,—	
Guidi, chef de village	50,—	
Hadji Ehrnfried, mission- naire	10,—	
Hantz Richard, commis d'administration	5,—	
Henry Clément, bouti- quier	10,—	
Hope Francis, commerçant	20,40	
Houngla Tété, chef de quartier	8,70	
Jacob, secrétaire chef de canton	20,—	
Kagninou Bernard, chef de quartier	25,—	
Kangni Lucien, aide-méde- cin	25,—	
Kaiser Toti, chef de quar- tier	25,—	
Kanonou Dominique, bouti- quier	5,—	
Kavegue Rudolph, acheteur de produits	50,—	
Kavegue Boniface, com- merçant	5,—	
<i>à reporter</i>	4.617,45	

	<i>report</i>	4.617,45
M.M. Kavegue Joseph, chef de quartier	15,—	
Kavegue Pierre, acheteur de produits	5,—	
Kedessi, chef de village	10,—	
Kegbola Doto, chef de quartier	25,—	
Kepome Aloys, acheteur de produits	10,—	
Ketempi Sylvanus, chef de quartier	10,—	
Kini, chef de village	25,—	
Kloga, sous-chef de village	15,—	
Klutse Paul, infirmier	25,—	
Kodogui, chef de village	13,—	
Kodjo Aylimé, chef de vil- lage	50,—	
Kodjo, chef de village	15,—	
Kodjo Fiadjigbé, indus- triel	17,—	
Kohou, chef de canton	40,—	
Kondo, chef de village	10,—	
Kokou Freeman, camion- neur	25,—	
Komlan, chef de village	45,—	
Kouami, sous-chef de vil- lage	25,—	
Kouassi, chef de village	50,—	
Kouassi, chef de village	10,—	
Kouevi Gabriel, aide-méde- cin	60,—	
Koueviakoe Ignace, em- ployé de commerce	25,—	
Koumazan Théophile, mo- niteur de l'enseignement	10,—	
Koutoglo, chef de village	15,—	
Kpadenou Gervais, moni- teur de l'enseignement	25,—	
Kpatcha, chef de canton	15,—	
Kpeglo Mathieu, commer- çant	10,—	
Kpego, chef de village	10,—	
Kpetigo Laba, employé de commerce	100,—	
Kpodo, chef de village	16,—	
Kpogo Fétsé, chef de can- ton	25,—	
Kpotogbe Arnold, moni- teur de l'enseignement	10,—	
Labba, chef de quartier	50,—	
Lawson Peter, acheteur de produits	25,—	
Ledi Kassa, chef de quar- tier	25,—	
Logossou, planteur, mem- bre conseil des notables	50,—	
Lowo Pierre, moniteur de l'enseignement	10,—	
Maglo Sodofia, chef de canton	100,—	
<i>à reporter</i>	5.635,45	



	<i>report</i>	5.635,45-
M.M. Makolen Moïse, employé de commerce	10,—	
Malam Mama, chef de quartier	45,—	
Messan Adjovi, chef de quartier	15,—	
Messan, chef de village	50,—	
Nopegnon Somali, chef de quartier	100,—	
Noudoda James, chef surveillant de route	5,—	
Noukafou, chef de village	16,—	
Otone Atiga, chef de quartier	10,—	
Passah Seth, chef de canton	100,—	
Pelly Bernard, chef de village	100,—	
Pussesse, chef de village	50,—	
Sadji Seth, chef de canton	100,—	
Sakpe, chef de village	25,—	
Sape Wesso, commerçant	5,—	
Segbedji Laté, chef de village	8,—	
Segbor Adolphe, boutiquier	5,—	
Sekle, chef de village	50,—	
Senaya, employé de commerce	50,—	
Seshie Francis, agent U.-A. C. à Gamé	50,—	
Sewavi Nicolas, mécanicien conducteur	5,—	
Sivomey Gérard, acheteur produits	25,—	
Sodogadji, chef de village	25,—	
Sohou Pédro, chef de canton	100,—	
Sossah Louis, commerçant	5,—	
Souka, chef de village	50,—	
Soule Gbéto, chef de quartier	10,—	
Souli Maglo, notable planteur	10,75	
Sousou Socdé, notable planteur	5,—	
De Souza Albert, employé de commerce	25,—	
Tamato, chef de village	10,—	
Tekpli, sous chef de village	15,—	
Tengue Gaffa, chef de canton	50,—	
Tengue Tony, chef de village	15,—	
Tengue, chef de village	16,—	
Tete, chef de village	15,—	
Tevi Toyi, chef de canton	25,—	
Tobia Devo, chef de quartier	10,—	
<i>à reporter</i>		6.846,20

	<i>report</i>	6.846,20
M.M. Tobolo, sous chef de canton	10,—	
Togbe Agba, chef de canton	40,—	
Tossou Michel, moniteur agricole	25,—	
Zaba, chef de village	15,—	
Zigah André, employé de commerce	20,—	
Zoumedo, employé de commerce	15,—	

*Associations :*

Société Indigène de Prévoyance de Tsévié	3.960,—
Total de la subdivision de Tsévié	10.931,20

**Cercle d'Anécho***Européens :*

M.M. Cornec, adjudant	25,—
Fontaine, conducteur d'agriculture	300,—
Guerin Edmond, adjoint principal des services civils	100,—
Pechoux, administrateur des colonies	500,—

*Togolais :*

M.M. Abalo Michel, propriétaire	100,—
Abbey Dominique, commerçant	25,—
Adado, chef de canton	30,—
Adadogoun, propriétaire	110,—
Adamah Félix	25,—
Adjokou, propriétaire	100,—
Adjegan Edmond, planteur	25,—
Adjouwoe, cultivateur	30,—
Adokou Foli John, planteur	25,—
Agbagla Alex, conducteur d'automobile	10,—
Agbagla Bernard, conducteur d'automobile	20,—
Agbanon II, chef de canton	100,—
Agbemadon Eklou, propriétaire	50,—
Agbodeka, planteur	30,—
Agbodjan Laurence, commerçant	25,—
Agbogan, planteur	30,—
Agbossou, cultivateur	30,—
Agegee Félix, infirmier	20,—
Ahade, propriétaire	120,—
Aithnard Paulin, commis d'administration	50,—
Ajavon Blaise, commis d'administration	10,—
<i>à reporter</i>	1.970,—

	<i>report</i>	1.970,—
M.M. Ajavon Cyprien, commis des P. T. T.	10,—	
Akakpo, maçon	30,—	
Akakpo Daniel, commerçant	60,—	
Akakpo Djokou, planteur	30,—	
Akakpo Kagbla, cultivateur	30,—	
Akakpo Vincent, conducteur d'automobile	20,—	
Akolevi Lawoé, commerçant	50,—	
Akouesso, tailleur	30,—	
Akouesson Joseph, agent auxiliaire	5,—	
Akouete Bernard, propriétaire	25,—	
Akouete Jean, instituteur	25,—	
Akouete John, moniteur de l'enseignement	25,—	
Akouete Tétégan, commerçant	50,—	
Akpaki Ran'olph, commerçant	30,—	
Akpanagan, propriétaire	25,—	
Aleminawo Ganan, propriétaire	30,—	
Allaglo Thomas, propriétaire	5,—	
Almeida Adexambi, chef de village	50,—	
Almeida Amah, propriétaire	25,—	
Amavi François, planteur	10,—	
Amebounou Afognon, chef de village	50,—	
Amedegnato Richard, instituteur	20,—	
Amedome, propriétaire	25,—	
Ameganvi Linus commerçant	25,—	
Amegatse Prosper, employé de commerce	10,—	
Amegbo, propriétaire	30,—	
Amenoudji, planteur	30,—	
Ametana, cultivateur	30,—	
Amoussou, planteur	12,—	
Amoussou Do, propriétaire	50,—	
Amoussouvi, sous-chef de village	50,—	
Amouzou Djekpo, planteur	30,—	
Amouzou Zébada, propriétaire	30,—	
Anato, planteur	40,—	
Anato, planteur	60,—	
Anoukou Tchatcha, sous-chef de village	30,—	
Assignon, chef de village	30,—	
<i>à reporter</i>	3.087,—	

	<i>report</i>	3.087,—
M.M. Assignon Amouzou, chef de canton	100,—	
Assogba James, commerçant	25,—	
Atikossi Tété Joseph, ébéniste	25,—	
Attiogbe Djaklin, propriétaire	120,—	
Awute Gédéon, moniteur de l'enseignement	2,—	
Ayassou Michel, propriétaire	100,—	
Ayessou William, planteur	30,—	
Ayi Mensah John, commerçant	25,—	
Ayitévi, commerçant	30,—	
Ayitsedji Joseph, employé de commerce	5,—	
Ayivi, propriétaire	30,—	
Ayivi Amoussou, planteur	40,—	
Azigo Jean, employé de commerce	25,—	
Blate, planteur	30,—	
Bocco Eusèbe, instituteur	15,—	
Boula, propriétaire	30,—	
Broom Daniel, commerçant	25,—	
Broom Hermann, commerçant	25,—	
Bruce Edouard, planteur	50,—	
Bruce T. K., propriétaire	25,—	
Bruce Uscher, propriétaire	50,—	
Campos (de) Boniface, commerçant	500,—	
Combete Combé, chef de village	100,—	
Comla, propriétaire	30,—	
Creppy Kunaké John, propriétaire	25,—	
Creppy Samuel, commerçant	50,—	
Dabla, propriétaire	30,—	
Davi Adolphe, commis d'administration	10,—	
Diogo Christophe, moniteur de l'enseignement	5,—	
Djikounou, propriétaire	30,—	
Djogbessi, chef de canton	100,—	
Djondo Pierre, planteur	25,—	
Djossou Mlapa, chef de village	100,—	
Djoussou, planteur	30,—	
Dogbe Mathias, employé de commerce	10,—	
Dosseh Casimir, propriétaire	30,—	
Dossouvi André, employé de commerce	10,—	
Dossouvi Bernard, employé de commerce	10,—	
<i>à reporter</i>	4.989,—	

<i>report</i>	4.989,—
M.M. Dossouvi Clément employé de commerce	5,—
Doumassi Antoine, planteur	100,—
Dravi II, chef de village	50,—
Dravi Sigismon, catéchiste	10,—
Edorh Aloysius, commerçant	20,—
Edorh Ignace, commerçant	25,—
Edorh, planteur	5,—
Edorh Thomas, commis d'administration	5,—
Ega, planteur	30,—
Ekoue Foli Auguste, planteur	10,—
Ephoevi Isaac, planteur	5,—
Ephoeviga Charles, commis des P. T. T.	10,—
Ephoeviga Kagni Peter, propriétaire	25,—
Éte Sylvain, commis d'administration	10,—
Etou Frantz, ouvrier des travaux publics	25,—
Fagnevo, propriétaire	30,—
Folli Agbo, propriétaire	25,—
Forson Kouaovi Thomas, propriétaire	10,—
Fumey Arnold, instituteur	25,—
Gaba Abraham, propriétaire	50,—
Gaba Justin, propriétaire	25,—
Gaba Nefou, commerçant	25,—
Gbadjavi Ekoué Peter, commerçant	10,—
Gbeassor A. M., commerçant	25,—
Gbenado Georges, moniteur de l'enseignement	25,—
Gbikpi Georges, propriétaire	25,—
Gblagogee Richard, employé de commerce	10,—
Geraldo François, commerçant	25,—
Gnassiglo, chef de village	30,—
Gnavor Paul, infirmier	5,—
Grant Kouassi Nathaniel, commerçant	10,—
Gun Augustin, propriétaire	25,—
Houenassou, propriétaire	10,—
Houunkpati Ayika propriétaire	100,—
Houunkpe Anagban, cultivateur	30,—
Johnson Clément, moniteur enseignement	10,—
Johnson Gabriel, instituteur	55,—
<i>à reporter</i>	5.909,—

<i>report</i>	5.909,—
M.M. Johnson Samuel, médecin auxiliaire	10,—
Johnson Stéphan, propriétaire	100,—
Kagni Paul, commerçant	20,—
Kakpo, planteur	20,—
Kalipé Hubert, agent auxiliaire	5,—
Kalipé Jacob, chef de village	30,—
Kalipé Paul, chef de canton	500,—
Ketotcha, planteur	25,—
Kini, propriétaire	100,—
Kissimbo, ouvrier	5,—
Kitali, chef-boucher	50,—
Klatchan, planteur	30,—
Klohoul, commerçant	30,—
Kodjo Louis, moniteur	10,—
Kodjovi Koffi Paul, commerçant	25,—
Kouassi Daniel, camionneur	5,—
Kouaovi Edouard, traitant	50,—
Kouavo Michel, ouvrier	5,—
Kondonou Charles, commerçant	15,—
Kouegan Ambroise, maçon	5,—
Kouevi, chef de quartier	25,—
Kouevijden Ekoué Paul, chef de quartier	20,—
Kouevi Gabriel, interprète	20,—
Kounake Joseph, mécanicien	10,—
Kougbagan	30,—
Koussougbor François, charpentier	2,—
Koutouglo, planteur	30,—
Kpakpo Afovi, cultivateur	15,—
Kpakpo Gabriel, ouvrier	25,—
Kpodar Godfried, ouvrier	5,—
Kpodar Louis, instituteur	50,—
Kpodo, employé de commerce	15,—
Kpomgbe John, pasteur mission wesleyenne	20,—
Kponton Anthon, chef de famille	150,—
Kponton Emmanuel, employé de commerce	25,—
Lacle Pierre, moniteur de l'enseignement	5,—
Mme. Lampo Regina, infirmière	5,—
M.M. Lassey Smart, chef de canton	100,—
Lawson André, employé de commerce	50,—
Lawson Body Frédéric, chef supérieur	500,—
Lawson Damien, boutique	25,—
Lawson Emma, cultivateur	2,—
<i>à reporter</i>	8.078,—

	<i>report</i>	8.078,—
M.M. Lawson Green, agent d'administration	25,—	
Lawson Jonathan, instituteur	50,—	
Lawson Martin, aide-médecin	25,—	
Lawson Sigis, photographe	10,—	
Linekou, propriétaire	30,—	
Logo Amaglo, chef de village	25,—	
Mathe Joseph, entrepreneur des travaux	10,—	
Mensah Akouété Carl, bijoutier	10,—	
Mensah Cosmas, commerçant	25,—	
Mensah Edouard, planteur	25,—	
Mensah Emmanuel, planteur	10,—	
Mensah Joseph Martin, planteur	25,—	
Mensah Koumakou Fred, propriétaire	200,—	
Mensah Peter, planteur	50,—	
Mensah Pierre, employé de commerce	5,—	
Mensan, commerçant	40,—	
Messa Agboté, chef de quartier	25,—	
Messanvi Agbézouhlon, chef de village	120,—	
Michel Martin, moniteur agricole	2,—	
Mienso Ambroise, infirmier	25,—	
Moevi Adotevi, chef de village	25,—	
Moevi Hans, propriétaire	25,—	
Nador Mathias, commerçant	20,—	
Nikouevi Kouétévi, planteur	25,—	
Noudoukou, chef de village	200,—	
Noussougan, chef de village	50,—	
Noutsougan Koami, instituteur	10,—	
Ohin John, employé, chef de quartier	50,—	
Ohin William, chef de quartier	50,—	
Mme. Olympio Elisabeth, sage-femme	10,—	
M.M. Oussougan, chef de quartier	30,—	
Oussoukpoe, chef de quartier	30,—	
Randolph Léopold, instituteur	100,—	
<i>à reporter</i>		9.440,—

	<i>report</i>	9.440,—
M.M. Rhodes Orobiyi, propriétaire	25,—	
Segla Marcellin, forgeron	25,—	
Segnibo Anato, chef de village	50,—	
Senavo, chef de village	18,—	
Silveira (da) Akouété Cosmas, chef de famille	10,—	
Silveira (da) Binder Léopold, planteur	10,—	
Sitti Félix, propriétaire	50,—	
Sodatonou Raphaël, employé de commerce	100,—	
Sodatonou Robert, employé de commerce	10,—	
Sodjavi, chef de quartier	30,—	
Sohou Etienne, surveillant agricole	5,—	
Sokouno Gabriel, commerçant	5,—	
Sokpo Léopold, commerçant	20,—	
Souka Djaka, chef de quartier	30,—	
Souza (de) Antoine, commerçant	100,—	
Souza (de) Emmanuel, commerçant	25,—	
Souza (de) Etienne, aide-médecin	25,—	
Souza (de) C. Jean, commerçant	25,—	
Souza (de) Pierre, commerçant	100,—	
Tamekloe Godwin, employé de commerce	5,—	
Tchitchi, chef de quartier	30,—	
Tegan Paul, chef de quartier	25,—	
Tekovi, chef de village	50,—	
Tengue, chef de village	120,—	
Tevi Doevigan, chef de quartier	25,—	
Toffa, chef de village	100,—	
Togbe Ati, chef de village	25,—	
Tomega Mathias, planteur	5,—	
Tossou Andréas, commerçant	10,—	
Tossou Jacob, bijoutier	20,—	
Tougbenou, chef de quartier	30,—	
Toyo, chef de village	100,—	
Van Lare Elliot, commerçant	50,—	
Viagbo, chef de canton	500,—	
Vierzigmann Georges, tailleur	10,—	
Wallace Amshoun, commerçant	20,—	
<i>à reporter</i>		11.228,—

<i>report</i> . . .	11.228,—
M.M. Wallace Emmanuel, com- merçant . . .	5,—
Yehouessi François, com- merçant . . .	20,—
Zekpa David, commerçant . . .	20,—
Zogbema, chef de village . . .	100,—
<i>Associations :</i>	
Mission Catholique . . .	50,—
Société Indigène de Prévoyance d'Anécho . . .	2.500,—
Total du cercle d'Anécho . . .	13.923,—

**Cercle du Centre**

## SUBDIVISION DE KLOUTO

*Européens :*

M.M. Curtat Paul, commerçant . . .	100,—
Deit, médecin-capitaine . . .	50,—
Maugis, adjoint des ser- vices civils . . .	100,—
Pic, administrateur des colonies . . .	100,—

*Togolais :*

M.M. Abotsi Donon, planteur . . .	250,—
Aboyo, chef de village . . .	150,—
Aboudoulaye, chef des Haoussahs . . .	75,—
Abrade William, chef de village . . .	100,—
Adassou Tété, chef de vil- lage . . .	100,—
Adetou David, chef de vil- lage . . .	100,—
Adjewoda, chef de village . . .	100,—
Adjogou, chef de canton . . .	100,—
Adompre, chef de village . . .	50,—
Agbemabiasse Paul, no- table . . .	100,—
Agboka Graham, commer- çant . . .	100,—
Agbokou, chef de village . . .	500,—
Agboyi, chef de village . . .	100,—
Agrippa Walter, planteur . . .	150,—
Aholoo Alex, commerçant . . .	50,—
Ahoume, chef de village . . .	50,—
Ahoyé Léonard, infirmier . . .	10,—
Akoli, chef de village . . .	100,—
Akoto Johanes, chef de village . . .	100,—
Akpa Félix, infirmier . . .	10,—
Akpassouglo, chef de vil- lage . . .	200,—
Amaïzo Adolphe, employé de commerce . . .	100,—
Amédoni Gustave, chef de village . . .	100,—
Amegan Adiké, chef de village . . .	100,—
<i>à reporter</i> . . .	3.145,—

<i>report</i> . . .	3.145,—
M.M. Amegan Pierre, chef de village . . .	150,—
Ameglo Gabla, chef de canton . . .	100,—
Amelifo Golthold, notable . . .	100,—
Amemavo, chef de village . . .	100,—
Ankou, chef de canton . . .	400,—
Apaloo Michel, commer- çant . . .	500,—
Apetcho Robert, président S. I. P. . . .	50,—
Apetoe Henri, maire de la commune de Palimé . . .	200,—
Atagnomi, chef de village . . .	50,—
Ati Akoto, chef de village . . .	100,—
Atoutonou Emmanuel, agent auxiliaire . . .	5,—
Atsou Tamakloé, employé de commerce . . .	100,—
Aveno, chef de village . . .	80,—
Azouma Franz, planteur . . .	50,—
Baker Charles, employé de commerce . . .	100,—
Bassan, chef de village . . .	300,—
Bellow Joseph, commis auxiliaire . . .	5,—
Bonin Calixte, commis des P. T. T. . . .	25,—
Borri, chef de canton . . .	100,—
Bouaka Afidemagnon, chef de village . . .	100,—
Dabou, chef de village . . .	80,—
Dagadou Andréas, chef de village . . .	100,—
Dagbovi Peter, agent de commerce . . .	100,—
d'Almeida Militao, com- mis des P. T. T. . . .	10,—
de Souza Patrice, aide- médecin . . .	15,—
Djah Xalter, chef de vil- lage . . .	100,—
Dom, chef de canton . . .	200,—
Dotse Emainuel, prési- dent des notables . . .	100,—
Dzah Christophe, membre S. I. P. . . .	100,—
Echi, chef de village . . .	100,—
Edoh Elias, chef de vil- lage . . .	100,—
Edjah Aheto Richard . . .	100,—
Femassi, chef de village . . .	150,—
Fianou, chef de village . . .	50,—
Foli Amenouvon, chef de village . . .	50,—
Mme. Fumey Augustine . . .	20,—
M.M. Fumey France Félix . . .	5,—
Fumey Gabriel, inspec- teur de police . . .	20,—
Fumey Stephan . . .	5,—
<i>à reporter</i> . . .	7.165,—

	<i>report</i>	7.165,—
M.M. Gabla, chef de canton	200,—	
Gadjatou Adjomeda, chef de village	300,—	
Gaffa Charles	100,—	
Gah Adolphe, chef de village	200,—	
Gane Kouami, chef de village	50,—	
Gbaga Yao, chef de canton	100,—	
Gbetow Félix, infirmier	10,—	
Géraldo Sadikou, employé de commerce	5,—	
Gruner Dieudonné Fersen, employé de commerce	5,—	
Gruner Hans, instituteur	20,—	
Hini, chef de village	200,—	
Honou Kloutsé, chef de village	100,—	
Houssou, chef de village	50,—	
Kengbo Moïse, moniteur agricole	25,—	
Ködade, chef de village	50,—	
Kokou Glé, chef de village	100,—	
Kokovena, chef de village	100,—	
Komissa, chef de village	100,—	
Kossi Henri, planteur	20,—	
Kossi, chef de village	50,—	
Koueviakoe Habert, planteur	300,—	
Kougbegnann Bernard, planteur	5,—	
Kpeto Emile, notable	300,—	
Kpetsou Andréas, chef de village	200,—	
Kwassi Michel, chef de village	100,—	
Lawson Bernard, garde-frontière	15,—	
Lawson Eliab, infirmier	10,—	
Lelèklele, chef de village	200,—	
Loko Albert, commis d'administration	5,—	
Mallet Salomon, pasteur	100,—	
Mama Aboudoulaye, chef Anagos	75,—	
Mensah Yao, aide-médecin	100,—	
Pedanou Andréas, préposé des douanes	25,—	
Quist John, employé de commerce	75,—	
Tamakloe Fred, employé de commerce	200,—	
Tse Agbo, chef de canton	200,—	
Tsepeny, chef de canton	100,—	
Tsomdjo, chef de village	100,—	
Vedi, chef de village	100,—	
<i>à reporter</i>	11.160,—	

	<i>report</i>	11.160,—
M.M. Woamede Ben, commerçant	100,—	
Womi Augustin, commerçant	25,—	
Wouti Christophe, chef de village	100,—	
Zockson Paul, agent auxiliaire	5,—	

*Associations :*

Société Indigène de Prévoyance de Klouto	5.000,—
Mutuelle scolaire de Kpadafé	25,—
Total de la subdivision de Klouto	16.415,—

## SUBDIVISION D'ATAKPAMÉ

*Togolais :*

M.M. Abbey Amoussou, infirmier major	25,—
Abbey William, infirmier major	10,—
Aboua, chef de village	36,—
Adjogli, chef de village	25,—
Adoukonou Bruno, employé de commerce	10,—
Aduayi Joseph, agent auxiliaire	10,—
Agbodjan Joseph, moniteur de l'enseignement	10,—
Agbodjan Edouard, commis d'administration	15,—
Agboton Albert, commis d'administration	25,—
Aguiar Paulin, commerçant	25,—
Ahadji Comlan, Entrepreneur transports	100,—
Ajavon Anton, employé de commerce	25,—
Akakpo Gilbert, maçon	20,—
Aki Joseph, employé de commerce	20,—
Ako Michel, commis d'administration	10,—
Akpa, chef de village	30,—
Ali Maman, chef de Zongo	50,—
Alipui Gabriel, employé de commerce	30,—
d'Almeida Christian, employé de commerce	10,—
d'Almeida Jean, infirmier	10,—
Amadou William, maître-ouvrier	10,—
Amegee Godfray, employé de commerce	10,—
Amekugee Michel, employé de commerce	25,—
Amegran, chef de village	20,—
Ameto, chef de village	100,—
Amewouho Elias, planteur	30,—
<i>à reporter</i>	691,—



<i>report</i>	691,—
M.M. Amouzou Gabriel, moni- teur de l'enseignement	10,—
Amouzou Robert, employé de commerce	15,—
Ananou Maximin, inspec- teur aux. de police	10,—
Anonene, chef de village	500,—
Apeh Daniel, employé de commerce	25,—
Apenyan, employé de com- merce	10,—
Assani Bouraima, contrôleur des produits	5,—
Atchikiti, chef de canton	200,—
Atchou Ebenezer, moniteur agricole	10,—
Atchou, chef de village	20,—
Ayité Joseph, employé de commerce	10,—
Aziaklo, chef de village	18,—
Bagbotche, chef de village	36,—
Batcharou, sous-chef	25,—
Daboni Lenteh, catéchiste	10,—
Dagba Victor, instituteur	300,—
Danhoui, chef de canton	500,—
Dayo Ala, chef de village	10,—
Dedry Vincent, chef de gare	10,—
Djadoo Aloysius, commer- çant	25,—
Doevi Augustin, agent auxi- liaire	5,—
Dognon Grégoire, chef de gare	20,—
Dossou Anatole, agent auxi- liaire	30,—
Dossou François, commis d'administration	10,—
Doto, chef de village	20,—
Dovlo John, infirmier ma- jor	25,—
Edah, chef de village	10,—
Edohokou, chef de village	12,—
Ehah Norbert, tailleur	5,—
Ekoue H. T., employé de commerce	10,—
Ekoue Jérôme, moniteur de l'enseignement	10,—
Egblomasse Hermiann, plan- teur	50,—
Egblomasse, chef de vil- lage	50,—
Eyebi Salomon, moniteur d'agriculture	10,—
Ezin, chef de village	100,—
Fatognon Sylvain, employé de commerce	10,—
Folly, employé de com- merce	10,—
Fumey Hermann, employé de commerce	100,—
<i>à reporter</i>	2.927,—

<i>report</i>	2.927,—
M.M. Frico Dabida, chef de can- ton	100,—
Gahibor Joseph, employé de commerce	35,—
Gbadegbe Christian, chef de village	100,—
Gokounus Remy, moniteur agricole	50,—
Gomez Robert, commis des P. T. T.	10,—
Gnadjogbe Glikpo, com- merçant	100,—
Gnagblondjro, notable	5,—
Greff Kouévi, employé de commerce	25,—
Grunitzky Gérard, employé de commerce	30,—
Hobi, chef de village	10,—
Houndjor C., employé de commerce	10,—
Houndoda, sous-chef de village	10,—
Ihou Attigbé, chef de can- ton	650,—
Johnson Romuald, chef du secteur	25,—
Keke, chef de village	20,—
Kekou David, acheteur de produits	20,—
Kentzler Benno, agent de la U. A. C.	100,—
Kodjo Alfred, employé de commerce	5,—
Komlan, chef de village	8,—
Koumedjro John, employé de commerce	10,—
Koutchoro Jean, entrepre- neur des transports	50,—
Kpognon Michel, institu- teur	25,—
Kponton Hubert, institu- teur	25,—
Lassan Simon, employé de commerce	50,—
Lassan Simon, employé de commerce	10,—
Loko John, employé de commerce	10,—
Lawson David, employé de commerce	30,—
Lawson Laurent, employé de commerce	10,—
Lawson Gilbert, employé de commerce	5,—
Lawson Frantz, employé de commerce	10,—
Lawson Vincent, employé de commerce	10,—
Lawson Martin, garde d'hy- giène	10,—
Lawson John, menuisier	25,—
<i>à reporter</i>	4.520,—

<i>report</i>	4.520,—
M.M. Lawson David, employé de commerce	10,—
Lawson Pierre, infirmier	10,—
Lawson Georges, moniteur de l'enseignement	5,—
Manedji Ayéna, maître-ouvrier des T. P.	10,—
Minasseh Blaise, infirmier	15,—
Moreira Benoît, instituteur	25,—
Mensah Alphonse, entrepreneur des transports	25,—
Mensah Godfroy, infirmier	10,—
Mensah Honoré, sous-chef de gare	5,—
Mensah, chef de village	20,—
Nagbe Eloi, employé de commerce	15,—
Nicoue Pierre, géomètre	10,—
Nicoue, commerçant	5,—
Nyadam P. M., employé de commerce	25,—
Odonkor Thomas, employé de commerce	25,—
Olympio Francisco, employé de commerce	50,—
Ouegnimaoua Joseph, contrôleur de produits	10,—
Owodou J. K., employé de commerce	15,—
Padenou Fritz, aide-médecin	25,—
Padenou Jean, infirmier-major	50,—
Sam Kpatcha, notable	42,—
Schneider William, infirmier	25,—
Seddoh Aloysius, employé de commerce	100,—
Segla Michel, notable-commerçant	200,—
Selly Aloysius, tailleur	20,—
Somenou, chef de village	20,—
Tchiakpala, notable-plantateur	25,—
Tekoue Alexandre, instituteur	10,—
Tete Sabouté, entrepreneur des transports	5,—
Teteh David, instituteur auxiliaire	10,—
Tossou, chef de village	10,—
Videnou, chef de village	20,—
Yevo Alex, employé de commerce	50,—
Yoyo, notable	50,—
Zoumanou, chef de Zongo	50,—

*Associations :*

Société Indigène de Prévoyance d'Atakpamé	5.000,—
Total de la subdivision d'Atakpamé	10.522,—

**Cercle du Nord**

## SUBDIVISION DE SOKODÉ

*Européens :*

R. P. Boursin, missionnaire	100,—
M.M. Challer, médecin-capitaine	50,—
Chautard, adjoint principal des services civils	50,—
Lauqué, adjoint principal des services civils	50,—
Reymond, employé de commerce	50,—
Roussel, administrateur des colonies	150,—

*Togolais :*

Abete, chef de village	100,—
Aboulaye, chef de village	40,—
Aclinou, employé de commerce	25,—
Adejdouma, chef de Zongo	50,—
Adjangba Marc, élève-infirmier	25,—
Adoté Herbert, maître ouvrier principal des travaux publics	25,—
Afoutou Maxime, moniteur de l'enseignement	50,—
Agbobly, employé de commerce	50,—
Agrignan, chef de village	50,—
Alheri Soboga, surveillant de route	150,—
d'Almeida Alex, opérateur des travaux publics	20,—
d'Almeida Euphreme, employé de commerce	50,—
Amavi Jean infirmier	25,—
Amegahvi, maître ouvrier des travaux publics	50,—
Assogba, maître ouvrier des travaux publics	50,—
Aquereburu, chef du secteur scolaire	200,—
Aquiteme Téléqui, moniteur auxiliaire de l'enseignement	10,—
Ayeva, chef de village	15,—
Ayeva Dermann, aide-médecin	50,—
Bangana, chef de village	50,—
Bangana, chef de canton	80,—
Boukari, chef de village	100,—
Blao, surveillant de route	50,—
Blivi Jules, instituteur	50,—
Colley Augustin, instituteur	50,—
Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de police	20,—
Cocouvi Michel, élève moniteur d'agriculture	10,—
<i>à reporter</i>	1.895,—

	<i>report</i>	1.895,—
M.M. Couassi Joseph, commis d'administration	10,—	
Dorego, maître ouvrier des travaux publics	50,—	
Duegah Joseph, commis d'administration	30,—	
Ekoue Godvin, employé de commerce	200,—	
Falschau, maître ouvrier des travaux publics	50,—	
Fiawoo Edmond, commerçant	300,—	
Gragli Kodjo, médecin auxiliaire	25,—	
Grunisky, adjoint technique des travaux publics	25,—	
Houenassou Daniel, instituteur	50,—	
Hungues Achille, commerçant	100,—	
Issaka, chef de canton	120,—	
Koko, mécanicien-conducteur	25,—	
Kondo Ouro Gafo, employé de commerce	50,—	
Kouami Joseph, moniteur de l'enseignement	50,—	
Kouassi Adrien, ouvrier	10,—	
Kouevi Justin, instituteur	100,—	
Kouevi Louis, infirmier-major	25,—	
Lacé Antoine, garde d'hygiène	25,—	
Lantey, maître ouvrier des travaux publics	25,—	
Lawson Edouard, commerçant	100,—	
Meatchi, chef de village	50,—	
Messa Pierre, commis d'administration	10,—	
Moussa Michel, infirmier-major	50,—	
Moustapha Jules, employé de commerce	50,—	
Natiaba, interprète	25,—	
Ouabi, ouvrier des travaux publics	10,—	
Pompeo Hubert, commis d'administration	50,—	
Sinzogan Léonard, moniteur de l'enseignement	25,—	
Sinzogan, moniteur de l'enseignement	25,—	
Sougbede Gérard, infirmier	25,—	
Tagba, chef de canton	50,—	
Tetteh, employé de commerce	50,—	
Tiagodemou, chef supérieur	100,—	
<i>à reporter</i>	3.785,—	

	<i>report</i>	3.785,—
M.M. Tonou Bernard, commerçant	25,—	
Tonou Albert, commerçant	10,—	
Tossou Abalo, commis d'administration	30,—	
Vianou, instituteur ordinaire	50,—	
Wilson Godfroi, commis des P. T. T.	30,—	

*Associations :*

Société Indigène de Prévoyance de Sokodé	4.000,—	
Total de la subdivision de Sokodé	7.930,—	

## SUBDIVISION DE LAMA-KARA

*Européens :*

M.M. Adaniy, médecin-lieutenant	100,—	
Bidot, médecin-commandant	200,—	
Merveille, médecin-lieutenant	100,—	
Perret, adjoint principal des services civils	25,—	

*Togolais :*

M.M. Ababa, chef de quartier	5,—	
Abaglo Cosme, commis d'administration	5,—	
Abbey Firmin, infirmier	30,—	
Abissi, chef de village	70,—	
Adaki, chef de quartier	10,—	
Adehetou, chef de village	15,—	
Adjelou, chef de village	50,—	
Adocoum, chef de village	10,—	
Adom, chef de canton	130,—	
Adotevi Gaston, infirmier auxiliaire	5,—	
Affo Alassane, infirmier auxiliaire	52,50	
Agada, chef de village	30,—	
Agama Godfroid, infirmier auxiliaire	10,—	
Agatti, chef de village	10,—	
Agatti, chef de village	60,—	
Agbande, chef de quartier	5,—	
Agbayissah, commerçant	25,—	
Agbozo Augustin, élève-infirmier	10,—	
Aguilioua, chef de village	50,—	
Ahonon Bokonon, surveillant des P. T. T.	10,—	
Ahoulouuni, chef de quartier	10,—	
Akara, chef de canton	355,—	
Akoko, chef de quartier	5,—	
Akoue Emmanuel, infirmier auxiliaire	5,—	

*à reporter* 1.392,50

	<i>report</i>	1.392,50
M.M. Akuesson Arthur, moni- teur de l'enseignement	10,—	
Alaka, chef de village	10,—	
Alaoua, garde de cercle	5,—	
Alassane, brigadier	20,—	
Alatoko, chef de village	10,—	
Alecli, chef de village	15,—	
Alemou, chef de quartier	5,—	
Alfa Tagba, chef de quar- tier	5,—	
Ali, chef de quartier	10,—	
Ali, chef de village	50,—	
Ali Alassane, élève-infir- mier	68,30	
Ali Bodjona, commerçant	300,—	
Ama, chef de village	25,—	
Amana, chef de village	85,—	
Amana, chef de quartier	15,—	
Amaya, chef de quartier	5,—	
Amekassa Michel, com- merçant	10,—	
Amorin Alfr d, commer- çant	100,—	
Amou, chef de quartier	5,—	
Anade, chef de village	15,—	
Anani Emmanuel, infir- mier	25,—	
Andjaou, chef de village	50,—	
Ani, chef de village	10,—	
Aouade, chef de village	70,—	
Aouadi, chef de village	55,—	
Aouadi, chef de village	20,—	
Aouadi, chef de quartier	10,—	
Aouadi, chef de quartier	5,—	
Aoudou, chef de quartier	5,—	
Aouiga, chef de village	20,—	
Aoussi, chef de village	50,—	
Assangou, chef de village	50,—	
Assei, chef de village	10,—	
Assimatine, chef de vil- lage	10,—	
Assi, chef de canton	359,—	
Assi, chef de quartier	15,—	
Assi, chef de quartier	10,—	
Assi, chef de quartier	15,—	
Assi, chef de quartier	5,—	
Assoro, chef de village	50,—	
Ata, chef de quartier	5,—	
Atakou, chef de village	125,—	
Atakoura, chef de canton	500,—	
Atakpre, charpentier	3,—	
Atchoure, chef de village	20,—	
Awona, chef de quartier	5,—	
Ayodi, chef de village	55,—	
Azoumaro, chef de canton	280,—	
Baboli, chef de village	25,—	
Bacola, chef de canton	100,—	
Badabade, chef de village	50,—	
<i>à reporter</i>	4.182,80	

	<i>report</i>	4.182,80
M.M. Badabo, chef de village	50,—	
Badaoui, chef de village	10,—	
Badassou, chef de village	10,—	
Badidjaya, chef de village	10,—	
Badou, chef de quartier	10,—	
Badoulou, chef de village	10,—	
Bafale, chef de village	40,—	
Bakayi, chef de quartier	15,—	
Bakayi, charpentier	5,—	
Balaouissiba, chef de vil- lage	50,—	
Baneouai, chef de village	50,—	
Barandao, chef de canton	100,—	
Barandao, chef de canton	210,—	
Bassa, chef de village	10,—	
Bataka, chef de canton	200,—	
Batakouma, chef de vil- lage	10,—	
Batougouma, chef de vil- lage	10,—	
Bayodi, chef de village	10,—	
Bebetiba, chef de vil- lage	10,—	
Bedenam, chef de village	20,—	
Beguedi, chef de village	10,—	
Bekpessi, chef de village	10,—	
Bekriga, chef de village	10,—	
Beleyi, chef de quartier	10,—	
Beyedi, chef de village	30,—	
Biéclo, chef de canton	150,—	
Bilakema, chef de village	50,—	
Bileza, chef de village	240,—	
Birega, chef de canton	150,—	
Birikama, chef de village	50,—	
Bodogoutare, chef de vil- lage	10,—	
Botcho, chef de village	10,—	
Botobokou, chef de vil- lage	40,—	
Bouete, garde de cercle	6,—	
Boukary, garde de cercle	5,—	
Boukpessi, chef de village	10,—	
Bayodé Essolabam, infir- mier auxiliaire	5,—	
Boyodi, chef de quartier	5,—	
Mme Chichaou, revendeuse	50,—	
M.M. Chidjida, chef de village	10,—	
Creppy Charles, commis d'administration	100,—	
Djafalo, garde de cercle	25,—	
Damnouga, chef de village	10,—	
Djobo, charpentier	5,—	
Dogo, chef de village	50,—	
Dolou, chef de village	50,—	
Dondja, chef de canton	210,—	
Edaçaré, chef de quartier	5,—	
Edjossan Sossou, infir- mier	150,—	
<i>à reporter</i>	6.488,80	

	<i>report</i>	6.488,80
M.M. Eferoua, chef de village	50,—	
Evalou, chef de village	20,—	
Fadikpe René, infirmier	20,—	
Faou, chef de village	50,—	
Gado Allassani, commerçant	5,—	
Gnalomba, chef de village	50,—	
Gnama, chef de canton	50,—	
Gnaro, garde de cercle	30,—	
Gnassa, chef de village	70,—	
Gnassa, chef de village	10,—	
Gnassounou Toussaint, infirmier	25,—	
Gnofom Mani, inspecteur de police	30,—	
Goudeagbe William, moniteur de l'enseignement	20,—	
Gouvide, brigadier	10,—	
Guinguina, commis	5,—	
Hankpade, chef de village	50,—	
Johnson Nicolas, commis d'administration	20,—	
Kaboua, chef de village	50,—	
Kabretchiko, chef de village	50,—	
Kagnimtogo, chef de village	10,—	
Kai, chef de village	15,—	
Kalaou, chef de village	40,—	
Kambia, chef de village	50,—	
Kamde, chef de village	50,—	
Kanam, chef de village	10,—	
Kaounga, chef de village	50,—	
Karassa, chef de village	50,—	
Karou, chef de village	10,—	
Kelou, chef de village	5,—	
Kessie, chef de canton	800,—	
Kidiyao, chef de quartier	10,—	
Kiedekedou, chef de quartier	15,—	
Kikpeyo, chef de quartier	15,—	
Koizi, chef de quartier	15,—	
Kola, chef de village	55,—	
Kola, chef de village	45,—	
Kola, chef de village	60,—	
Kolou, chef de village	10,—	
Komao, chef de village	10,—	
Kouassi Norbert, commerçant	10,—	
Koubatine, chef de canton	734,—	
Koueyi Daniel, infirmier	10,—	
Koukouma, chef de village	50,—	
Koumaye, chef de canton	75,—	
Koumi Noël, infirmier	10,—	
Kouroukourou, chef de village	10,—	
Kpahide, chef de village	10,—	
Kpana, chef de canton	120,—	
Kpassila, chef de canton	150,—	
	<i>à reporter</i>	9.597,80

	<i>report</i>	9.597,80
M.M. Kpatcha, chef de canton	350,—	
Kpekouma, chef de village	50,—	
Kpona, chef de village	10,—	
Kuadjovih Cadmus, commis d'administration	25,—	
Lagadi, chef de village	10,—	
Lalatou, chef de village	10,—	
Lawson Jean, commerçant	5,—	
Looky Zakary, surveillant de routes	39,—	
Loukouma, chef de village	25,—	
Luc, charpentier	2,—	
Macamazi, chef de village	10,—	
Madjanaoua, garde de cercle	5,—	
Mama, chef de quartier	76,—	
Mama, chef de canton	150,—	
Mandjagou, chef de village	735,—	
Meatchi Albada, interprète	50,—	
Meba, chef de village	160,—	
Meba, charpentier	5,—	
Mouzou, chef de quartier	10,—	
Nabede, chef de village	50,—	
Nahouloum, chef de village	10,—	
Ngnama, chef de village	50,—	
Ngnama, chef de village	10,—	
Nicodème, charpentier	5,—	
Nicoue Clément, aide-médecin	50,—	
Nima, chef de quartier	5,—	
Nimon, chef de village	100,—	
Nimon, chef de village	50,—	
Nyavor Pius, infirmier	10,—	
Pacou, chef de quartier	5,—	
Palanga, chef supérieur	300,—	
Mlle Palanga Cécile, aide-infirmière	5,—	
M.M. Pale, chef de village	80,—	
Pamazi, chef de village	50,—	
Pamazi, chef de quartier	5,—	
Papabia, chef de canton	340,—	
Passemere, chef de village	50,—	
Pesse, chef de quartier	5,—	
Pissah, chef de village	15,—	
Pre, chef de village	100,—	
Sadao, chef de village	10,—	
Mme Sagbo Firmine, infirmière-visiteuse	5,—	
M.M. Saka, chef de village	50,—	
Samalao, chef de village	10,—	
Samanal, chef de village	10,—	
Semou, chef de quartier	10,—	
Singuella, chef de village	20,—	
Simlioua, chef de quartier	5,—	
Sioukaouagnima, chef de village	20,—	
Soho, chef de village	50,—	
	<i>à reporter</i>	12.809,80

	<i>report</i>	12.809,80
M.M. Solikoti, chef de village	50,—	
Sondo, garde de cercle	25,—	
Sourma, chef de village	50,—	
Soussou, chef de village	50,—	
De Souza Théodore, commis d'administration	20,—	
Tabolou, chef de canton	120,—	
Talle Gabriel, con.mercant	10,—	
Tamedi, chef de quartier	5,—	
Taregbizion, chef de village	15,—	
Taudou, chef de village	40,—	
Tchala, chef de village	10,—	
Tchandja, chef de village	10,—	
Tchandou, chef de quartier	5,—	
Tchangayi, chef de canton	100,—	
Tchara, chef de quartier	5,—	
Tchiayaou, chef de village	10,—	
Tchéki, chef de village	15,—	
Tchindo, chef de canton	200,—	
Tchossim, chef de village	185,—	
Tchouaou, chef de village	60,—	
Téssy Léonard, commis auxiliaire	10,—	
Tetouhou, chef de village	50,—	
Mlle. Tevi Marie, sage-femme	50,—	
M.M. Thomas, charpentier	5,—	
Tiedre Yao, interprète	25,—	
Tinguete, chef de village	10,—	
Toi, chef de quartier	5,—	
Tomtassoua, chef de village	10,—	
Tossim, chef de village	20,—	
Totoyoba, chef de village	10,—	
Toua, chef de village	50,—	
Toubi, chef de quartier	5,—	
Toyau, chef de village	50,—	
Wassi, chef de quartier	10,—	
Weli, chef de quartier	10,—	
Wilson Michel, commis des P. T. T.	20,—	
Yacoubou Joseph, commerçant	15,—	
Yao, chef de village	10,—	
Yaou, chef de village	35,—	
Younkpaha, chef de village	10,—	
Zatabo, chef de village	20,—	
Zato, chef de village	10,—	

*Associations :*

Mutuelle scolaire de Lama-Kara	10,—
Société Indigène de Prévoyance de Lama-Kara	900,—
Total de la subdivision de Lama-Kara	15.144,80

## SUBDIVISION DE BASSARI

*Européens :*

M.M. Knill, conducteur d'agriculture	100,—
Meneau, adjoint principal des services civils	100,—
Mgr. Strebler, missionnaire	100,—

*Togolais :*

M.M. Adjam, chef de village	20,—
Agba Jean, catéchiste	25,—
Agba, chef de village	10,—
Agbodjan Alex, moniteur de l'enseignement	25,—
Amaizo Kouévi, commis des P. T. T.	100,—
Anani Christophe, infirmier	25,—
Ateko, chef de village	10,—
Ayayi Cyprien, infirmier	100,—
Azouma Pierre, mécanicien conducteur	25,—
Batima, acheteur de produits	4,—
Bandeira James, commis d'administration	100,—
Bante, chef de canton	25,—
Bataka, chef de village	10,—
Bine, chef de village	10,—
Bikere, chef de village	10,—
Bipimbo, chef de canton	10,—
Bougben, chef de village	5,—
Boukari Yacoubou, boutiquier	50,—
Che, Iman de Bassari	20,—
Djetcha, chef de village	5,—
Dalare, chef de canton	25,—
Fare Djato, interprète	50,—
Foligan Josué, boutiquier	25,—
Gblao Esso, moniteur agricole	50,—
Jassodé Damien, boutiquier	25,—
Kaka, chef de village	18,—
Kampo, chef de village	3,—
Kerim Allazi, boutiquier	25,—
Kinaoui, chef de canton	20,—
Koriko Joseph, catéchiste	10,—
Kouevi Louis, infirmier	50,—
Koundo, chef de canton	10,—
Kezire, chef de village	10,—
Lawson Simon, commis d'administration	50,—
Magnibo, chef de village	5,—
Maouena Emmanuel, infirmier	50,—
Mensah Kouévi, instituteur	100,—
Naboudja, chef de village	10,—
Nandja, chef de village	15,—
à reporter	1.440,—



	<i>report</i>	1.440,—
M.M. Nado, chef de canton.	25,—	
N'Difre, chef de village	5,—	
Nakpane Bidjampo, acheteur de produits	25,—	
Nakpane, chef de village	10,—	
Oudine, chef de canton	25,—	
Ouassao, chef de village	10,—	
Ouria Gabriel, employé de commerce	30,—	
Ouro Bagna, chef de village	5,—	
Ouyombo, chef de canton	15,—	
Panou Pierre, moniteur de l'enseignement	50,—	
Panor Robert, infirmier	25,—	
Sama, chef de village	10,—	
Samari, chef de canton	10,—	
Sikou, chef de village	10,—	
Sonaye Djato, surveillant de routes	50,—	
Tádoure, chef de village	5,—	
Takassi, chef de village	20,—	
Tsikplonou Gaston, commis d'administration	50,—	
Waklatsi John, employé de commerce	50,—	
Yassam, chef de village	5,—	
Yéssoufou, chef de village	5,—	
Zakari Koulibali, employé de commerce	10,—	
Zekpa Ignace, surveillant des P. T. T.	50,—	

*Associations :*

Société Indigène de Prévoyance de Bassari	2.000,—
Total de la subdivision de Bassari	3.940,—

## SUBDIVISION DE MANGO

*Européens :*

M.M. Nativel-Léo, administrateur des colonies	100,—
Poinsot Louis, inspecteur vétérinaire	50,—

*Togolais :*

M.M. Aballo Jean, aide-médecin	10,—
Abdoulaye Imam, notable	25,—
Aboudou, chef de canton	10,—
Acakpo Hubert, infirmier	5,—
Adote Vincent, infirmier	5,—
Agordomeh James, commerçant	20,—
Ali Lantam, surveillant des P. T. T.	5,—
Alika, chef de canton	10,—
Arégan André, commis d'administration	5,—
Amegnaré Vincent, infirmier-vétérinaire	5,—

à reporter 250,—

	<i>report</i>	250,—
M.M. Ayayi Alphonse, moniteur de l'enseignement	5,—	
Bamoak, chef de canton	25,—	
Bapiri, chef de canton	10,—	
Bazango, chef boucher	10,—	
Benaline, chef de canton	5,—	
Boehm Nathan, vétérinaire-auxiliaire	20,—	
Bonin François, moniteur de l'enseignement	5,—	
Bougonou Nappo, mécanicien-conducteur	5,—	
Dengande, chef de canton	25,—	
Djabare, chef de canton	10,—	
Douti Kangbeni, interprète-auxiliaire	5,—	
Douti, chef de canton	5,—	
Fiawoo Sam, commerçant	20,—	
Frodja, chef de canton	15,—	
Gam Louis, commerçant	10,—	
Garadima Saya, chef de quartier	10,—	
Gatre, chef de canton	10,—	
Gatzaro, chef supérieur	50,—	
Gbikpi Samuel, infirmier	5,—	
Gbikpi Alphonse, infirmier	5,—	
Giffa Bernard, commerçant	20,—	
Gninde, chef de canton	20,—	
Goga, chef de canton	35,—	
Houessou Jean, commis d'administration	5,—	
Jacob Norbert, inspecteur auxiliaire de police	15,—	
Johnson Robert, commis des P. T. T.	10,—	
Kambiagou, chef de canton	10,—	
Kampoua, chef de village	5,—	
Koffi, chef de canton	10,—	
Kolani, chef de canton	15,—	
Kolani, chef de canton	15,—	
Kolani, chef supérieur	50,—	
Kombate, chef de canton	25,—	
Kombate, chef de canton	20,—	
Kombate, chef de canton	50,—	
Kombaté, sous-chef	10,—	
Kouessivi Simon, mécanicien-conducteur	5,—	
Kouma Dominique, infirmier-auxiliaire	5,—	
Lagbong, chef de canton	5,—	
Lambima, chef de canton	5,—	
Lamboni, chef de canton	25,—	
Lamboni, chef de canton	5,—	
Lare, chef de village	10,—	
Lawson Grégoire, moniteur de l'enseignement	8,—	
Lawson Amen, médecin-auxiliaire	25,—	

à reporter 913,—

<i>report</i>	913,—
M.M. Layene Maridja, chef de canton	25,—
Lendi, chef de village	5,—
Mama, chef de quartier	10,—
Mensah Laurent, commis d'administration	5,—
Mensah Pierre, commis auxiliaire	5,—
Missi-Aoua, notable	50,—
Morgue, chef de Soukhalla	10,—
Nambiema, chef supérieur	50,—
Nam, chef de canton	35,—
Namgori, chef de village	20,—
Nana, chef de canton	5,—
N'Diaye Boubacar, instituteur	20,—
N'Djabara, chef de quartier	10,—
Oumorou, chef de quartier	25,—
Otchaka, chef de canton	10,—
Odano Dobli, chef de canton	25,—
Padam, chef de canton	35,—
Parou, chef de canton	25,—
Sambiani, chef de canton	50,—
Sambiani, chef de canton	10,—
Soukôupa, chef de Soukhalla	10,—
Tambate, chef de canton	10,—
Tchintchima, chef de Soukhalla	10,—
Tiem Vendabré, chef supérieur	50,—
Tignan, chef de canton	20,—
<i>à reporter</i>	1.443,—

<i>report</i>	1.443,—
M. Treveh John, commerçant	25,—
Mme. Wood Anna, infirmière	5,—
M.M. Yekple Joseph, moniteur de l'enseignement	5,—
Yentere, chef de canton	25,—
Yentougouri, chef de canton	25,—
Youma, chef de canton	25,—
Total de la subdivision de Mango	1.553,—

# RECAPITULATION GENERALE

## Cercle de Lomé :

Commune mixte de Lomé et subdivision de Lomé	34.580,—
Subdivision de Tsévié	10.931,20
<i>Cercle d'Anécho</i>	13.923,—

## Cercle du centre :

Subdivision de Klouto	16.415,—
Subdivision d'Atakpamé	10.522,—

## Cercle du nord :

Subdivision de Sokodé	7.930,—
Subdivision de Lama-Kara	15.144,80
Subdivision de Bassari	3.940,—
Subdivision de Mango	1.553,—

Totaux 114.939,—

Le montant de cette souscription a été versé au compte spécial « Dons destinés à la défense de l'Empire » ouvert à la succursale de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé dont le directeur a accusé réception suivant avis de crédits :

du 22 novembre 1939 de	35.511,20
et du 29 novembre 1939 de	79.427,80

soit pour un montant égal de 114.939,—